

ANNONCE

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 29 octobre 2025 / 7 jumada al awwal 1447 - N° 3945 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt CHERRHAL ABDELMADJID "ANTAR"

www.dknews.dz

e-mail: contact@dknews.dz

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

**Tebboune préside
la cérémonie de remise
des lettres de créance de six
nouveaux ambassadeurs**

P. 3

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION
ARABE POUR UN AVENIR DURABLE

**L'Algérie et la Mauritanie
unies autour des enjeux
environnementaux**

P. 24

MADRID

**La présidente de la Cour
constitutionnelle algérienne,
Leïla Aslaoui, porte haut la voix
de l'Algérie au Congrès mondial
sur la justice constitutionnelle**

P. 24

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Le président de la République opère un mouvement partiel dans le corps des walis et walis délégués

Dans une démarche visant à insuffler un nouvel élan à la gouvernance locale et à renforcer l'efficacité de l'administration territoriale, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé à un mouvement partiel dans le corps des walis et des walis délégués, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution. Cette décision, rendue publique lundi soir par un communiqué officiel de la Présidence de la République, s'inscrit dans le cadre de la politique de modernisation et de dynamisation de la gestion locale, au service du citoyen et du développement équilibré du territoire national. P. 3



**3^e CONFÉRENCE SUR LE FINANCEMENT
DES INFRASTRUCTURES**

**L'Algérie plaide pour une
Afrique unie, connectée
et souveraine**

P. 6

**L'ALGÉRIE AFFIRME SA VOIX AU
FORUM DE L'AP-OTAN À PALERME**

**Entre sécurité régionale,
justice climatique et
solidarité internationale**

P. 4

**AUTORITÉ NATIONALE INDÉPENDANTE
DES ÉLECTIONS**

**L'ANIE mise sur la plateforme
numérique pour moderniser et
faciliter l'inscription électorale**

P. 4

SANTÉ

**SOMMEIL DE
L'ENFANT**

**L'importance
des bonnes
habitudes**

Pp 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS

**La 9^e journée sous haute
tension : les Canaris en
conquérants à Béchar,
l'ESS et l'USMA
en mission rachat**

P. 21



**EL-OUED CÉLÈBRE
LA BEAUTÉ
SPIRITUELLE**

**Clôture éclatante
du 12^e Festival
de la musique et
du chant soufis**

P. 16

BOUIRA

**Aïn Bessam : la
police démantèle
une dangereuse
bande de quartier
en un temps
record**

P. 2

TISSEMSILT L'APW entame sa troisième session ordinaire sous le signe du dialogue et de la concertation



Par R. L

Ce mardi dernier, la salle des délibérations de l'APW de Tissemsilt a abrité les travaux de la troisième session ordinaire de l'année, une rencontre marquée par la présence du wali de la wilaya, M. Bouzaid Fethi, ainsi que de nombreuses personnalités civiles et militaires.

L'ouverture solennelle s'est déroulée dans une atmosphère empreinte de sérieux et de responsabilité, en présence des membres de la commission de sécurité, du secrétaire général et de l'inspecteur général de la wilaya, de représentants de la famille révolutionnaire, du directeur de l'université de Tissemsilt, des chefs de daïras, des P/APC, des directeurs exécutifs, ainsi que de la société civile.

Cette session, inscrite dans le cadre du suivi de la gestion locale et du renforcement du dialogue institutionnel, a porté sur un ordre du jour riche et stratégique.

Les élus ont débattu et validé le budget primitif de l'exercice 2026, un document essentiel pour la mise en œuvre des programmes de développement de la wilaya.

Les délibérations ont également concerné l'adoption des crédits financiers complémentaires et l'examen approfondi des secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des services universitaires, en lien direct avec les priorités de la jeunesse et de la formation.

Les travaux se sont poursuivis avec la présentation du dossier relatif au secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, un levier incontournable pour l'employabilité et la promotion des compétences locales.

Enfin, plusieurs points divers ont été abordés, témoignant de la volonté des autorités locales d'instaurer une gouvernance participative, transparente et orientée vers le développement durable de la wilaya de Tissemsilt.

BOUIRA Aïn Bessam : la police démantèle une dangereuse bande de quartier en un temps record

Par R. N

Les services de la Sûreté de la wilaya de Bouira ont réussi un coup de filet sécuritaire remarquable à Aïn Bessam, à 22 kilomètres à l'ouest de Bouira.

Cinq individus impliqués dans une violente agression, filmée et diffusée sur les réseaux sociaux, ont été rapidement identifiés et arrêtés par la Brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ).

L'enquête, déclenchée après la plainte de la victime, a permis la saisie du véhicule utilisé lors de l'acte criminel ainsi que plusieurs armes blanches.

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Aïn Bessam.

COOPÉRATION L'EPTV et Djazzy signent un contrat-cadre de coopération



L'Etablissement Public de Télévision (EPTV) et l'opérateur de téléphonie mobile "Djazzy" ont procédé, mardi à Alger, à la signature d'un contrat-cadre de coopération dans les domaines d'intérêt commun, indique un communiqué de Djazzy.

La cérémonie de signature s'est déroulée en marge de la célébration du 63e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale sur la radio et la télévision, un moment qualifié de "hautement symbolique pour le secteur audiovisuel national".

Ont pris part à cette cérémonie le directeur général de l'EPTV, M. Mohamed Baghali, et le directeur général de "Djazzy", M. Boumediene Senouci, précise la même source.

Ce contrat-cadre "permettra aux deux entreprises de développer leur coopération dans plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment la transformation numérique, la valorisation du contenu audiovisuel, l'innovation technologique et l'exploitation des potentialités offertes, prochainement, par la 5G", en vue d'"assurer une meilleure connectivité et favoriser l'adoption de solutions technologiques modernes au service du secteur audiovisuel national", ajoute le communiqué.

BLIDA Achèvement de 80 opérations de raccordement à l'électricité et au gaz en 2025



La direction de l'énergie et des mines de la wilaya de Blida a achevé dernièrement la réalisation de 80 opérations de raccordement d'habitation aux réseaux d'électricité et de gaz programmées pour l'exercice 2025, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction.

Ces opérations concernent le raccordement de 47 quartiers au réseau électrique et de 17 autres au réseau de gaz naturel, en plus du transfert des deux réseaux dans 16 quartiers, a indiqué à l'APS, la directrice de l'énergie, Hanane Meklati.

Ces projets, financés sur le budget de la wilaya et le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ont principalement concerné les zones reculées et montagneuses de la wilaya, dont Souhane, Djebabra, les hauteurs de Meflah, Mouzaïa et Bougara.

L'achèvement de ce programme, ainsi que des opérations similaires réalisées en 2024 (soit 4 quartiers totalisant 54 logements raccordés à l'électricité), a permis au secteur de bénéficier récemment d'une enveloppe supplémentaire de 100 millions de DA du budget de la wilaya, destinée au financement de nouveaux projets de raccordement électrique, a indiqué la même responsable.

Horaires des prières

Fajr : 05h40
Dohr : 12h31
Asr : 15h30
Maghreb : 17h55
Isha : 19h18

MÉTÉO

Alger	: 24°	13°
Oran	: 25°	16°
Annaba	: 24°	13°
Béjaïa	: 22°	12°
Tamanrasset	: 35°	22°

ASSURANCE

La CAAR : le chiffre d'affaires escompté pour 2028 excèdera 20 milliards DA



Le chiffre d'affaires de la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR) prévu en 2028 dépassera les 20 milliards DA, a indiqué mardi son PDG, Ammar Meslouh.

Dans une déclaration à l'APS en marge d'une conférence dédiée aux clients de la société à l'hôtel Sheraton d'Annaba, M. Meslouh a précisé que "le nouveau plan stratégique à lancer dès 2026 vise à augmenter le chiffre d'affaires, consolider les performances et occuper une position de leader sur le marché national des assurances".

L'ambition, a-t-il ajouté, est de restituer à la compagnie sa position de leader non pas par le seul volume du chiffre d'affaires mais aussi par l'innovation, la qualité des prestations, la présentation de produits nouveaux aux particuliers et aux entreprises et le développement du marché national de l'assurance pour atteindre le niveau des pays avancés.

Il a également évoqué les efforts de la société pour rapprocher ses services aux citoyens et entreprises privées à travers la diffusion de la culture de l'assurance et du management méthodique des risques, soulignant que la CAAR détient actuellement 12% de parts sur le marché national et projette de les porter à 15% dans les prochaines années. La concrétisation de ces ambitions requiert l'amélioration de la qualité des prestations et la proposition de solutions innovantes et stables, a-t-il ajouté.

CNAS CONSTANTINE

Plus de 730 opérations de paiement électronique depuis le début de l'année 2025

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Constantine a enregistré un total de 734 opérations de paiement électronique depuis le début de l'année 2025 jusqu'à la fin du mois de septembre dernier, a indiqué mardi le directeur de l'agence locale, Abdelmoumen Djalout.

Cette performance constitue un "indicateur positif", traduisant les progrès réalisés dans la numérisation des services et la promotion de l'utilisation des moyens de paiement électroniques par les employeurs pour le règlement de leurs cotisations, a précisé le même responsable en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation sur le paiement électronique, qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain.

M. Djalout a indiqué que cette campagne vise principalement à faire connaître les avantages de ce service, lequel permet aux entreprises et aux employeurs de s'acquitter de leurs cotisations à distance, de manière sécurisée, rapide et transparente. Il a ajouté que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de transformation numérique adoptée par la CNAS, le paiement électronique constituant un outil efficace pour améliorer la qualité des prestations, réduire les déplacements et garantir la fiabilité des enregistrements financiers.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Le président de la République opère un mouvement partiel dans le corps des walis et walis délégués

Dans une démarche visant à insuffler un nouvel élan à la gouvernance locale et à renforcer l'efficacité de l'administration territoriale, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé à un mouvement partiel dans le corps des walis et des walis délégués, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution.

Par R. N

Cette décision, rendue publique lundi soir par un communiqué officiel de la Présidence de la République, s'inscrit dans le cadre de la politique de modernisation et de dynamisation de la gestion locale, au service du citoyen et du développement équilibré du territoire national.

Ce mouvement, qui concerne plusieurs wilayas du pays, traduit la volonté du chef de l'État de consolider la continuité du service public tout en valorisant les compétences administratives ayant fait preuve d'un engagement exemplaire dans l'accomplissement de leurs missions.

Il a ainsi été mis fin aux fonctions de M. Mustapha Koreich, wali de Mila, et plusieurs mutations ont été opérées pour permettre une meilleure adéquation entre les profils des responsables et les besoins spécifiques de chaque territoire.

Dans cette nouvelle configuration, plusieurs walis ont été appelés à exercer leurs fonctions dans d'autres wilayas, confirmant la logique d'alternance et de renouvellement prônée par le président Tebboune.

Ainsi, M. Foudil Douifi passe de Laghouat à Adrar, tandis que M. Mohamed Benmalek est muté de Batna à Laghouat. Mme Houria Ag-



goune, jusque-là à Guelma, prend désormais la tête de la wilaya de Bouira, alors que M. Samir Chibani quitte Oran pour diriger la wilaya de Guelma.

De son côté, M. Ali Moulay est transféré de Tipasa à Béni Abbès, et M. Abdelkrim Lamouri de Bouira à Annaba.

Le mouvement a également concerné M. Brahim Ouchene, muté de Blida à Oran, M. Fayçal Amrouche, qui passe d'In Guezam à Mila, et M. Djamel Hashas, transféré de Béni Abbès à Blida.

Ces nominations s'inscrivent dans une vision de complémentarité et d'efficacité, visant à consolider les acquis et à impulser une nouvelle

dynamique au sein des exécutifs locaux.

De nouvelles nominations ont par ailleurs été prononcées, marquant l'ascension de plusieurs cadres de l'administration territoriale.

M. Noureddine Refsa, wali délégué de Dar El Beïda, est promu wali d'Ain Guezam, tandis que

M. Amine Benchaoula, wali délégué de Sidi M'hamed, prend la tête de la wilaya de Tipasa.

M. Benahmed Riadh, wali délégué de Boussaâda, est nommé wali de Batna.

Ces promotions traduisent la reconnaissance du mérite, de la compétence et de la fidélité à la mission de service public. Dans le même

cadre, il a été mis fin aux fonctions de M. Mahfoud Bouzerit, wali délégué de Chéraga, et de nouveaux walis délégués ont été désignés à travers plusieurs circonscriptions administratives du pays.

Parmi eux figurent M. Abdelfattah Benguergoura à Chéraga, M. Mahrez Mameri à Dar El Beïda,

M. Zidi Abdelmalek à Sidi M'hamed, M. Zougari Nacer à El Kantara, M. Boudjezza Djamel à Bir El Ater, M. Amrani Attal à Boussaâda, M. Benbaba Ali Abdelkrim à El Aricha et M. Khalfaoui Hamid à Ksar El Boukhari.

Ce mouvement partiel, à la fois équilibré et mesuré, s'inscrit dans une démarche globale de perfectionnement de la gouvernance territoriale.

Il témoigne de la volonté du président Abdelmadjid Tebboune d'instaurer une culture de performance, de proximité et de responsabilité au niveau local, en plaçant l'administration au service du citoyen et du développement national.

À travers cette réorganisation, le chef de l'État réaffirme sa détermination à consolider l'État de droit, à promouvoir la compétence et à renforcer la confiance dans les institutions républicaines, dans une Algérie résolument tournée vers la modernité, l'équité et la bonne gouvernance.

L'ALGÉRIE AU CŒUR DU 3^E SOMMET AFRICAÏN SUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES Un engagement ferme pour un développement intégré du continent

Par R. N

Portant le message du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, est arrivé lundi soir à Luanda, capitale de l'Angola, afin de représenter l'Algérie aux travaux du 3^e Sommet sur le financement du développement des infrastructures en Afrique.

Cet événement continental, qui réunit dirigeants, décideurs politiques et acteurs économiques du 28 au 31 octobre, marque une étape majeure dans la quête d'un modèle africain de croissance durable et d'intégration régionale fondé sur des infrastructures modernes et interconnectées.

Accueilli à l'aéroport international « Quatro de Fevereiro » par le secrétaire d'État angolais à la coopération internationale, M. Domingos Custodio Vieira Lopes, ainsi que par l'ambassadeur d'Algérie en Angola, M. Mounir Bourouba, et l'ambassadeur d'Angola à Alger, M. Toko Diakenga, M. Nasri a entamé une mission à forte portée stratégique.

Il est accompagné de Mme Selma Bakhta Mansouri, secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines.

Cette participation algérienne s'inscrit dans la continuité de la vision du président Tebboune, axée sur la solidarité africaine et le développement partagé, où les infrastructures jouent un rôle déterminant dans la transformation économique du continent.

Le Sommet de Luanda met en lumière la nécessité d'un financement innovant pour les grands projets africains, notamment dans les domaines du transport, de l'énergie, du numérique et des ressources hydriques.

L'Algérie, forte de son expérience et de ses capacités techniques, plaide depuis plusieurs années pour un modèle africain de développement reposant sur la coopération inter-étatique et la souveraineté économique.

Le président du Conseil de la nation, dans sa mission de représentation, entend réaffirmer la position de l'Algérie : celle d'un pays moteur, attaché à une Afrique unie, connectée et économiquement indépendante.

À travers sa présence à Luanda, Alger démontre une fois encore sa volonté de contribuer activement à la relance des projets continentaux tels que le gazoduc transsaharien, la route transsaharienne, les corridors ferroviaires ou encore les interconnexions électriques africaines.

Autant d'initiatives qui traduisent une approche concrète de l'intégration régionale. La participation algérienne vise également à renforcer les partenariats Sud-Sud et à ouvrir de nouvelles perspectives d'investissements conjoints dans les infrastructures durables, les énergies renouvelables et la logistique continentale.

Le 3^e Sommet sur le financement des infrastructures intervient dans un contexte où les défis économiques, environnementaux et géopolitiques appellent à une refonte profonde des mécanismes de financement africains. L'Algérie, en défendant un modèle équitable et solidaire, aspire à contribuer à la création d'un Fonds africain souverain d'investissement en infrastructures, afin de réduire la dépendance du continent vis-à-vis des capitaux extérieurs.

L'engagement algérien à Luanda n'est donc pas symbolique, mais porteur d'une ambition continentale. Celle de faire de l'Afrique un espace de prospérité partagée, où les infrastructures deviennent le socle du développement et de la stabilité.

En représentant le président Tebboune, M. Azouz Nasri incarne une diplomatie économique proactive, résolument tournée vers l'avenir d'un continent qui veut construire par lui-même son destin. Ainsi, à Luanda, la voix de l'Algérie résonne avec force et clarté : celle d'un pays africain fidèle à ses valeurs, engagé dans la transformation structurelle du continent et déterminé à soutenir toute initiative favorisant l'émergence d'une Afrique souveraine, solidaire et interconnectée.

Tebboune préside la cérémonie de remise des lettres de créance de six nouveaux ambassadeurs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, la cérémonie de remise des lettres de créance de six (6) nouveaux ambassadeurs.

Il s'agit de l'ambassadeur de la République populaire du Bangladesh, M. Najmul Huda Mohammed, de l'ambassadeur de la République d'Autriche, M. Wolfgang Spadin-

ger, de l'ambassadrice du Royaume de Suède, Mme Anna Block Mazoyer, de l'ambassadeur d'Ukraine, M. Oleksandr Voronin, de l'ambassadeur de la République du Rwanda, M. Vincent Karega, et de l'ambassadeur de la République arabe d'Égypte, M. Abdellatif Ellayah.

APS

AUTORITÉ NATIONALE INDÉPENDANTE DES ÉLECTIONS L'ANIE mise sur la plateforme numérique pour moderniser et faciliter l'inscription électorale

Par R. N

Dans le cadre de la modernisation du processus électoral en Algérie, le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khalfane, a lancé, hier à Oran, un vibrant appel aux citoyens afin d'utiliser la plateforme numérique dédiée à l'inscription sur les listes électorales.

Cette démarche, a-t-il souligné, s'inscrit pleinement dans la volonté de l'État de simplifier les procédures administratives et de renforcer la participation citoyenne à la vie politique nationale.

Lors d'une visite de travail aux délégations communales d'Oran, M. Khalfane s'est félicité du bon déroulement de l'opération de mise à jour des listes électorales, ouverte du 20 octobre au 18 novembre sous le slogan : « L'inscription sur les listes électorales, votre voie vers la participation à la vie politique... Inscrivez-vous et participez ! ».

Cette opération concerne l'ensemble des citoyens algériens âgés de 18 ans au 20 octobre, qu'ils résident en Algérie ou à l'étranger. Ces derniers peuvent s'ins-

crire via les 117 services consulaires répartis à travers le monde.

Le président par intérim de l'ANIE a mis en avant les avantages de la solution numérique, qui permet non seulement d'éviter les déplacements et les erreurs administratives, mais aussi de suivre en temps réel la révision des listes par les magistrats et les greffiers.

Cette innovation contribue ainsi à une meilleure transparence et à une gestion plus rigoureuse du fichier national des électeurs.

M. Khalfane a également appelé à renforcer les actions de sensibilisation à travers les médias, les associations de la société civile et les institutions éducatives afin d'inciter les jeunes et les nouveaux électeurs à s'inscrire massivement.

Tout en encourageant l'utilisation du numérique, il a précisé que les citoyens dépourvus d'accès à Internet peuvent toujours se rendre directement aux délégations communales, où l'accueil et l'accompagnement sont assurés.

Le responsable de l'ANIE a par ailleurs insisté sur la prise en compte des nouvelles zones d'habitation dans la

cartographie électorale nationale. « Nous avons donné des instructions précises à nos coordinateurs pour rapprocher l'urne du citoyen, notamment dans les nouveaux ensembles urbains, afin de permettre à chacun d'exercer pleinement son devoir électoral », a-t-il déclaré, soulignant la volonté de l'Autorité d'assurer une proximité démocratique et une égalité d'accès au vote.

Cette visite officielle s'est achevée par une rencontre-débat à l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran, en présence du ministre de la Jeunesse et président du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui.

Les échanges avec les étudiants ont porté sur l'importance de la participation politique et le rôle essentiel de la jeunesse dans le renouvellement démocratique du pays.

À travers cette initiative, l'ANIE réaffirme sa détermination à moderniser le système électoral algérien, à instaurer une culture de participation citoyenne responsable, et à bâtir une démocratie numérique ouverte à tous, fidèle aux aspirations d'une Algérie tournée vers l'avenir.

L'ALGÉRIE AFFIRME SA VOIX AU FORUM DE L'AP-OTAN À PALERME Entre sécurité régionale, justice climatique et solidarité internationale

Le Conseil de la nation a une nouvelle fois marqué sa présence sur la scène parlementaire internationale en participant activement au Forum du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient (GSM) de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (AP-OTAN), tenu à Palerme, en Italie.

Par R. I

Cet important rendez-vous, qui réunit des représentants de plusieurs pays partenaires et membres de l'Alliance, vise à renforcer la coopération multilatérale face aux multiples défis sécuritaires et environnementaux qui affectent la région euro-méditerranéenne.

Chargé par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, le sénateur Aïssa Naïli, membre de la Commission de la défense nationale, a représenté l'Algérie à cette rencontre stratégique organisée conjointement par la Sous-commission des partenariats relevant de l'OTAN et la Commission de la démocratie et de la sécurité (CDS) du GSM.

Les discussions ont porté sur un large éventail de thématiques, allant de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée à la gestion des migrations, sans oublier la question cruciale de la sécurité climatique. Dans son intervention, M. Naïli a livré une analyse lucide et percutante de la situation actuelle dans la région méditerranéenne, soulignant la nécessité de replacer les résolutions de la légitimité internationale au cœur des solutions politiques.

Selon lui, « la complexité des défis dans la région contraste avec la simplicité des solutions », insistant sur le fait que « leur applica-

tion rigoureuse conformément au droit international demeure la clé de la stabilité et de la paix durables ». Le représentant algérien a fermement dénoncé la marginalisation des décisions onusiennes, qui a contribué, selon ses mots, à transformer la Méditerranée en « théâtre de crimes contre l'humanité », évoquant avec gravité les massacres commis à Ghaza et dans les territoires palestiniens occupés.

Par ce rappel poignant, l'Algérie a réaffirmé sa position constante et inébranlable en faveur du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la protection internationale. Sur un autre plan, M. Naïli a souligné que la crise climatique constitue aujourd'hui une menace majeure pour la sécurité globale, appelant à une approche fondée sur la justice climatique.

« Faire face aux dérèglements climatiques dans la région méditerranéenne exige une répartition équitable des responsabilités et un mécanisme de soutien efficace en faveur des pays en développement », a-t-il déclaré, plaçant pour une solidarité active face aux catastrophes naturelles aggravées par le réchauffement planétaire. À cet égard, il a mis en exergue l'engagement exemplaire de l'Algérie dans la protection de l'environnement à travers la mise en œuvre du Plan national climat (PNC) 2020-2030, qui traduit une volonté ferme de transition écologique et de développement durable. Ce plan, a-t-il expliqué, s'ins-

crit dans une vision à long terme alliant adaptation, réforme et prévention, dans le but de réduire la vulnérabilité climatique tout en favorisant une économie verte. En matière de coopération internationale, M. Naïli a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à contribuer activement à la recherche de solutions collectives et durables aux crises régionales. L'Algérie, a-t-il insisté, « ne ménage aucun effort pour consolider la paix et la stabilité, tout en anticipant les risques futurs par une approche de concertation et de responsabilité partagée ».

Abordant le volet migratoire, le représentant du Conseil de la nation a mis en avant l'approche équilibrée, humaine et solidaire de l'Algérie. Le pays, a-t-il rappelé, demeure fidèle à une politique de gestion responsable des flux migratoires, qui concilie les exigences de sécurité nationale et les impératifs humanitaires. Cette approche, reconnue à l'échelle internationale, s'articule autour de la coopération, de la prévention et de la dignité humaine.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, M. Naïli a souligné que l'expérience algérienne demeure une référence mondiale. Fondée sur une stratégie intégrée combinant prévention, déradicalisation et réinsertion, cette politique a permis à l'Algérie de se hisser au rang de pays le plus stable et le plus sécurisé

de la région. Ce modèle, fruit d'une longue expérience et d'une résilience nationale exemplaire, continue d'inspirer de nombreuses nations confrontées à des menaces similaires. En clôturant son intervention, le représentant algérien a réaffirmé l'attachement de son pays aux valeurs du dialogue, de la coopération et du respect mutuel entre les peuples.

Il a insisté sur la nécessité de promouvoir un multilatéralisme équilibré, à même de garantir la sécurité collective et le développement partagé dans la région méditerranéenne et au-delà. La participation du Conseil de la nation à ce Forum illustre une fois de plus la constance de la diplomatie parlementaire algérienne, qui œuvre sans relâche à défendre les intérêts du pays tout en contribuant à la construction d'un environnement régional plus stable, plus solidaire et plus juste.

En tant que membre partenaire méditerranéen de l'AP-OTAN, le Parlement algérien continue de jouer un rôle actif dans les débats internationaux relatifs à la sécurité, à la paix et au développement durable.

Ainsi, à Palerme, la voix de l'Algérie s'est une nouvelle fois élevée avec force et conviction, rappelant que la paix véritable ne peut s'établir sans justice, que la sécurité durable ne peut s'imposer sans équité, et que la coopération sincère reste la meilleure voie vers un avenir commun apaisé et prospère.

ÉNERGIE ET SOUVERAINETÉ Le Dr Mourad Adjal présente un bilan ambitieux et une vision d'avenir devant le Parlement

Par R. N

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Dr Mourad Adjal, a présenté devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale un exposé exhaustif sur la situation du secteur énergétique et les perspectives d'investissement à la lumière du projet de loi de finances 2026.

Cette séance, présidée par M. Mohamed Ben Hachem, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, a permis de dresser un panorama complet des réalisations et des ambitions du secteur énergétique algérien.

Dès l'entame de son intervention, le ministre a rappelé que le programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une priorité absolue à la sécurité énergétique du pays et à la satisfaction des besoins des citoyens.

Grâce aux investissements réalisés ces dernières années, le taux de couverture électrique atteint aujourd'hui 99 %, soit plus de 12,5 millions d'abonnés, tandis que 72 % des foyers bénéficient du gaz naturel, représentant plus de 8,2 millions de clients.

Ces chiffres traduisent une politique volontariste d'aménagement et d'équité territoriale. Depuis 2002, le secteur a permis

de raccorder plus de 2,4 millions de foyers au gaz et près d'un demi-million de maisons à l'électricité, tout en renforçant les réseaux de transport et de distribution.

Ces efforts se poursuivent avec des projets en cours qui porteront ces chiffres à des niveaux encore plus élevés dans les prochaines années. Le ministre a insisté sur la participation du secteur à la relance économique, notamment à travers le soutien au monde agricole et industriel.

En partenariat avec Sonelgaz, plus de 95 000 exploitations agricoles ont été raccordées depuis 2022, avec un objectif de 100 000 exploitations d'ici la fin 2025. Parallèlement, 43 zones industrielles et 100 zones d'activités ont été alimentées en électricité, renforçant la compétitivité du tissu économique national.

La transition énergétique constitue également un pilier central de la stratégie du ministère.

L'Algérie s'est engagée à produire 15 000 MW d'énergie renouvelable à l'horizon 2035, dont une première tranche de 3 200 MW est déjà en cours de réalisation à travers 14 wilayas.

Cette dynamique inclut le développement du photovoltaïque, la promotion de l'hydrogène vert, ainsi que l'électrification des zones isolées, notamment dans le Sud du pays.

L'intervention du Dr Adjal a aussi mis en lumière les avancées en matière de mobilité verte, avec l'installation de 1 000

bornes de recharge pour véhicules électriques, et la généralisation prochaine de détecteurs de monoxyde de carbone dans les foyers.

Le ministre a souligné l'importance de la numérisation du réseau énergétique, de la sécurisation des données, et de la formation du capital humain dans cette phase de mutation.

Côté budget, le projet de loi de finances 2026 consacre des enveloppes substantielles au renforcement des réseaux électriques et gaziers, à la subvention de l'énergie dans les wilayas du Sud et des Hauts Plateaux, ainsi qu'à la construction de deux stations GPL à Ain Guezdjam et Bordj Badji Mokhtar, afin d'assurer une couverture intégrale du territoire national.

Enfin, le ministre a mis en exergue la dimension internationale du secteur, avec la coopération énergétique euro-méditerranéenne, notamment le projet d'interconnexion électrique avec l'Europe, qui fera de l'Algérie un fournisseur stratégique d'énergie propre.

En conclusion, le Dr Mourad Adjal a réaffirmé l'engagement du gouvernement à poursuivre la modernisation du secteur, à encourager l'investissement privé, et à valoriser les ressources énergétiques nationales dans une optique de durabilité.

Avec une vision tournée vers 2035, l'Algérie se positionne comme un acteur majeur de la transition énergétique mondiale, alliant innovation, solidarité et souveraineté énergétique.

L'ALGÉRIE S'ENGAGE DANS UNE NOUVELLE ÈRE ÉNERGÉTIQUE Le nucléaire au service du développement durable et de la santé

Par R. N

Sous le haut patronage du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, la Maison de l'énergie à Alger a abrité, une rencontre internationale d'envergure consacrée aux applications non électriques de l'énergie nucléaire, organisée en partenariat avec la société russe Rosatom et la Commission algérienne de l'énergie atomique.

Cet événement marque une étape décisive dans la coopération scientifique et technologique entre l'Algérie et la Fédération de Russie, deux nations liées par des décennies de partenariat stratégique et d'amitié historique. Présidée par le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, le Dr Mourad Adjal, la cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du haut-commissaire à l'énergie atomique, du président de l'Autorité nationale de sécurité sanitaire, du président de la commission nationale de prévention du cancer, ainsi que du président de l'Autorité nationale de sûreté et de sécurité nucléaires, en plus d'un large panel d'experts algériens et russes.

Dans son allocution inaugurale, le mi-

nistre a insisté sur la volonté ferme de l'État algérien de promouvoir les usages pacifiques de l'énergie nucléaire, conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la santé publique et de la diversification énergétique deux priorités nationales.

Le Dr Adjal a notamment rappelé que le gouvernement accorde une attention particulière à la lutte contre le cancer et à l'intégration du nucléaire médical dans la politique de santé, notamment à travers le développement du traitement radio thérapeutique et de la production locale de médicaments radio pharmaceutiques.

Le ministre a également souligné l'importance stratégique de l'énergie nucléaire dans des secteurs variés tels que l'agriculture, l'industrie, la gestion des ressources hydriques et la recherche scientifique.

Il a mis en exergue le potentiel de cette technologie dans la désalinisation de l'eau de mer, la prévention de la désertification et la valorisation des sols agricoles, autant de défis auxquels l'Algérie est confrontée dans un contexte climatique de plus en plus contraignant.

Cette orientation s'inscrit dans un programme gouvernemental ambitieux, visant à maîtriser la production nationale de produits radio pharmaceutiques afin de réduire la dépendance aux importations et de garantir une autonomie sanitaire durable.

Selon le Dr Adjal, cette politique contribuera à améliorer la prise en charge des patients, à réduire les délais de traitement et à renforcer la souveraineté scientifique du pays.

Les débats de la conférence ont permis aux participants d'examiner les axes de coopération possibles entre l'Algérie et Rosatom, notamment dans les domaines de la formation, du transfert de technologies et de la recherche appliquée.

Les experts russes ont exposé l'expérience de leur pays en matière de production d'isotopes médicaux et de développement des réacteurs modulaires de petite taille, qui représentent une solution innovante pour la production d'électricité décentralisée et la désalinisation de l'eau dans les zones isolées.

Dans son intervention de clôture, le ministre de l'Énergie a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération scientifique avec les partenaires interna-

tionaux, en particulier dans les secteurs de la médecine nucléaire, de la formation des ingénieurs, et de l'innovation appliquée aux usages pacifiques de l'atome.

Il a insisté sur la création de mécanismes institutionnels permanents de coopération afin d'assurer la continuité des projets conjoints et l'intégration de l'expertise russe dans les programmes de recherche nationaux.

En s'ouvrant davantage sur le champ des applications pacifiques de l'énergie nucléaire, l'Algérie affirme son ambition d'intégrer ce domaine dans sa stratégie de transition énergétique et de développement durable.

Loin des clichés, cette technologie devient un levier de progrès, au service de la santé, de l'environnement et du bien-être des citoyens.

La conférence d'Alger aura ainsi marqué un tournant historique : celui du passage d'une vision purement énergétique du nucléaire à une approche globale et intégrée, où science, médecine, écologie et industrie convergent vers un même objectif — celui d'une Algérie résiliente, innovante et souveraine dans la maîtrise de son avenir énergétique et scientifique.

FETHI BOUZAÏD MAINTENU À LA TÊTE DE LA WILAYA DE TISSEMSILT Un signe de confiance et de continuité dans la dynamique du développement local

Dans le cadre du mouvement partiel opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des walis et des walis délégués, la wilaya de Tissemsilt s'est distinguée par la décision de maintien de M. Fethi Bouzaïd à la tête de son exécutif local.

Par Abed Meghit

Une décision perçue comme un signe fort de confiance renouvelée du chef de l'État à l'égard d'un responsable qui s'est illustré par son engagement constant en faveur du développement global et harmonieux de cette wilaya montagnaise, au cœur de l'Algérie.

Depuis sa prise de fonctions, M. Fethi Bouzaïd a su imprimer une nouvelle dynamique à la gestion des affaires locales, en plaçant l'intérêt du citoyen au centre de toutes les priorités.

Sous sa conduite, Tissemsilt a connu une relance tangible de plusieurs projets d'envergure, touchant à des secteurs vitaux tels que l'habitat, les infrastructures routières, l'éducation, la santé et la jeunesse.

Sa démarche pragmatique, axée sur la proximité, la rigueur et le suivi sur le terrain, a permis de redonner confiance à la population et de renforcer le lien entre l'administration et le citoyen.

Le maintien de M. Bouzaïd à son poste vient ainsi conforter une orientation présidentielle fondée sur la continuité dans la bonne gouvernance locale.

Il s'agit d'une reconnaissance claire des efforts déployés par le wali pour impulser un véritable élan de développement durable



dans une wilaya qui, ces dernières années, a amorcé une transformation notable.

Les multiples chantiers initiés dans le cadre du programme complémentaire de développement, notamment ceux relatifs à l'amélioration du cadre de vie, à la promotion de l'investissement et à l'appui aux jeunes porteurs de projets, traduisent une volonté ferme d'inscrire Tissemsilt sur la voie d'un développement équilibré et inclusif.

Sous la houlette de M. Fethi Bouzaïd, l'administration locale s'est distinguée par une approche participative et transparente, accordant une place essentielle à la concertation avec les élus, les associations et la société civile.

Les visites régulières sur le terrain, le suivi direct des

projets et l'écoute attentive des préoccupations citoyennes témoignent d'une méthode de gestion basée sur la réactivité et la responsabilité.

Le wali a également œuvré à renforcer les dispositifs de solidarité, à soutenir les zones d'ombre et à dynamiser le tissu économique local, notamment à travers l'encouragement des microentreprises et la valorisation des potentialités agricoles et touristiques dont regorge la région.

Ces efforts s'inscrivent pleinement dans la vision du président de la République visant à faire de chaque wilaya un pôle de développement autonome et attractif. Le renouvellement de la confiance du président Tebboune à M. Fethi Bouzaïd constitue donc une reconnaissance

méritée d'un parcours empreint de sérieux, d'écoute et de résultats concrets.

Les habitants de Tissemsilt perçoivent cette décision comme une marque de stabilité et une garantie de continuité dans la mise en œuvre des projets structurants en cours. Ainsi, en maintenant à son poste un wali apprécié pour son dévouement et sa proximité avec la population, le président de la République réaffirme l'importance de la continuité et de la compétence au service du développement local.

Pour Tissemsilt, cette décision ouvre de nouvelles perspectives d'avenir et consolide la confiance des citoyens dans les institutions de l'État, portées par une gouvernance moderne, efficace et profondément humaine.

BENI SNOUS - TLEMSEN Malgré sa fermeture Kahwate El Htab, demeure un pan de l'histoire de la région

Kahwat el Htab, un lieu de mémoire

Par Mohamed Medjahdi

Un café sombre typique. On y boit depuis 1940.

Rien de changé depuis des ans.

Le lieu proposait une décoration modeste.

De vieilles tables et vieux bancs offraient une atmosphère désuète, mais, ...qui a son charme.

Derrière le comptoir et face à la cheminée, le propriétaire prépare le café et thé sur la braise.

Alors que ses clients s'installent, il prépare le thé : il lui faut deux vieilles théières, deux verres.

Du sucre... Il hume.

Mesure au creux de la main les feuilles et le sucre, baje de l'eau chaude et de l'eau froide.

Ensuite il transvide la décoction plusieurs fois entre les théières et les verres.

À la fin il goûte, avant de remplir les verres de très haut, sans rien laisser échapper.

Il sert ses clients.

Pour le café, il le fait bouillir dans une petite cafetière.

Il remplit le contenu dans une tasse.

Le client trouve le plaisir à prendre la dernière goutte mélangée avec le marc au fond de la tasse.

Au sein de ce café connu sous le nom de « café de la paix », les passagers et touristes à la conquête des Beni Snous, font une halte pour un breuvage

Kahwate El Htab, comme la surnomme les habitants, était durant la guerre un point de rendez vous des grandes personnalités algériennes, à l'image de Ben Bella, Abdelaziz Bouteflika, colonel Lotfi, Commandant Djaber, Dahou Ould Kablia

Fermé sur ordre des militaires français, en 1956, le café a été transformé en bureau de poste jusqu'à 1962.

Après l'indépendance, « Kahaat El Htab » a repris ses activités avec le même décor, et la même énergie à savoir « le feu » pour la préparation du café.

Située en plein cœur du village de Khemis, en face de la mosquée, le café de la paix n'est autre qu'un véritable lieu de mémoire collective.

À l'intérieur, chaque arpenne, chaque coin, évoquent des souvenirs.

Durant la guerre de libération, les moudjahiddines l'avaient pris pour un lieu favori pour aborder les stratégies de l'armée de libération nationale.

Ce lieu, qui était jusqu'à une époque très récente très prisé par les populations durant les veillées ramadanesques, demeure malheureusement bien clos.

Pourtant ici, on s'adonnait au jeu de carte et dominos...

Même en dehors du mois sacré, chaque soir les jeunes et vieux s'y rendaient.

Entre les parties de jeux de cartes, riches en suspense et ponctuées de cris aigus, les nuages de fumées se dégageant des cigarettes.

On y passait de longues heures.

Préserver ce patrimoine dans cette région berbère est plus que nécessaire, car Kahwate El Htab, n'est autre qu'un pan de l'histoire de la région.

RELIZANE Un budget primitif 2026 tourné vers l'équité et le développement durable

Par R. L.

Les travaux de la troisième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Relizane se sont achevés sur une note d'engagement et de cohésion, avec l'adoption du budget primitif pour l'exercice 2026.

Cette séance, présidée par le président du conseil en présence du wali Kamel Berkane, des membres de l'exécutif et des représentants des différents secteurs, a marqué une étape essentielle dans la planification financière et le développement territorial de la wilaya.

Les débats, riches et constructifs, ont porté sur la répartition des ressources financières entre les communes, après la reprise des travaux amorcés en début de semaine.

Les membres de l'APW ont examiné en profondeur les chapitres budgétaires et les propositions formulées par les différentes commissions, notamment celle de l'économie et des finances, qui a présenté un rapport détaillé sur la distribution des crédits selon les besoins des communes et des secteurs d'activité.

Dans son allocution, le wali Kamel Berkane a rappelé avec fermeté que la

politique de développement local doit s'appuyer sur le principe d'équité et de justice territoriale.

Il a souligné la nécessité de rapprocher les actions des véritables attentes des citoyens et d'orienter les investissements vers les priorités réelles, en veillant à une utilisation rationnelle des dépenses publiques.

L'année 2026, a-t-il affirmé, sera marquée par la concrétisation de nouveaux projets structurants dans des domaines clés tels que les services publics, l'aménagement urbain, les travaux communaux, l'éducation et l'agriculture, ce dernier secteur bénéficiant d'un suivi particulier dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire. Le wali a également insisté sur l'importance d'achever les projets en cours et de combler les retards enregistrés dans certains chantiers, tout en garantissant une meilleure qualité des prestations publiques.

Selon lui, la réussite du développement local passe par une synergie accrue entre les institutions, la bonne gouvernance et la mobilisation des énergies au service du citoyen. De son côté, le président du Conseil populaire de wilaya a salué la qualité du dialogue et la coordination exem-

plaire entre les élus et les services de l'exécutif. Il a souligné que l'adoption du budget primitif 2026 est le fruit de discussions approfondies, marquées par des propositions concrètes destinées à améliorer la gestion financière et administrative des collectivités locales.

Les membres du conseil ont également pris connaissance de plusieurs rapports sectoriels portant sur le suivi des projets inscrits dans le plan de développement 2026 et sur leur impact attendu en matière d'infrastructures et de cadre de vie. Ces échanges ont permis de mettre en lumière les priorités de la wilaya : renforcer l'équilibre territorial, soutenir les zones rurales, améliorer les services de base et consolider les acquis du développement local.

En clôture des travaux, les autorités de la wilaya ont réaffirmé que ce budget primitif s'inscrit dans une vision globale de développement durable, fondée sur l'équité, la transparence et la performance. Son objectif principal demeure la construction d'un avenir harmonieux pour Relizane, où chaque commune, chaque citoyen, pourra bénéficier des fruits d'une gouvernance locale responsable et équilibrée.

3^E CONFÉRENCE SUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES
L'Algérie plaide pour une Afrique unie, connectée et souveraine

Lors de la troisième Conférence sur le financement des infrastructures pour le développement en Afrique, tenue du 28 au 31 octobre 2025 à Luanda, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, par l'intermédiaire du président du Conseil de la Nation, M. Azouz Nasri, un message fort et visionnaire pour une Afrique résolument tournée vers la modernité, l'intégration et la souveraineté économique.

Par R. E

Le chef de l'État a d'abord salué l'initiative du président angolais et président de l'Union africaine, João Lourenço, pour l'organisation de ce rendez-vous continental majeur, ainsi que l'accueil fraternel réservé à la délégation algérienne, symbole d'une solidarité africaine enracinée dans l'histoire et le destin commun des peuples du continent. Dans une allocution empreinte de réalisme et d'ambition, le message du président Tebboune a souligné que les infrastructures ne sont pas de simples structures physiques, mais « les artères de la croissance et les clés du développement durable ».

L'Algérie, fidèle à sa vision panafricaine et à son engagement en faveur de la solidarité, demeure convaincue que la renaissance du continent ne saurait se concrétiser sans un réseau d'infrastructures modernes, intégrées et interconnectées, favorisant la libre circulation des personnes, des biens et des services.

Une vision africaine de la connectivité et de la souveraineté

Le président Tebboune a rappelé que la construction d'une Afrique forte et unie passe par la mise en place de corridors économiques intégrés, d'axes ferroviaires stratégiques, d'infrastructures énergétiques et numériques ambitieuses, et d'une coopération accrue entre États.

L'Algérie, a-t-il ajouté, œuvre sans relâche à concrétiser cette vision à travers plusieurs projets à vocation continentale, dont : Le projet du Transsaharien, reliant l'Algérie à cinq pays africains, véritable poumon économique pour les pays du Sahel ; Le prolongement du réseau ferroviaire algérien vers le sud, avec une pers-

pective d'interconnexion régionale pour renforcer le commerce intra-africain ; la route Tindouf-Zouerate, financée par l'Agence algérienne de coopération internationale, pour relier le Maghreb à l'Afrique de l'Ouest ; le câble à fibre optique transsaharien, garant de la transformation numérique du continent ; et le projet de gazoduc Nigeria-Algérie, pierre angulaire du partenariat énergétique Sud-Sud.

Ces initiatives, a rappelé M. Nasri, traduisent la détermination du président Tebboune à faire de l'Algérie un acteur moteur du développement continental, en conjuguant les ressources nationales à des partenariats africains et internationaux fondés sur la réciprocité et la durabilité.

Des réformes nationales au service du développement africain

Sur le plan interne, l'Algérie déploie une stratégie ambitieuse pour moderniser ses infrastructures et renforcer sa compétitivité. Plus de cinquante projets structurants sont actuellement en cours, couvrant des secteurs clés : transport, énergie, eau, logement et numérique. Parmi les plus emblématiques figurent la construction de deux grands axes ferroviaires reliant les zones minières et portuaires du pays, la mise en service de stations de dessalement dans plusieurs wilayas côtières, l'extension du métro d'Alger, ainsi qu'un vaste programme de deux millions de logements. Cette dynamique nationale s'inscrit dans la perspective d'un développement inclusif et durable, où le progrès économique se conjugue avec la cohésion sociale et la transition écologique.

L'Algérie ambitionne également de devenir un hub régional des technologies et du numérique, en s'intégrant aux

chaînes de valeur africaines et mondiales.

Un appel à l'action et à la responsabilité collective

Le message du président Tebboune a aussi pris la forme d'un appel vibrant à l'action concertée. L'Algérie a plaidé pour la mise en place de mécanismes concrets et de calendriers précis afin d'accélérer la réalisation des grands projets d'infrastructure du continent. Elle propose notamment la création d'une instance permanente de coordination entre l'Union africaine, les États membres et les institutions financières régionales, l'adoption d'une approche flexible adaptée aux spécificités de chaque région, et la mobilisation prioritaire des ressources africaines avant tout recours à l'endettement extérieur. Pour l'Algérie, la réussite de l'intégration africaine passe aussi par une meilleure gouvernance : transparence, suivi régulier, évaluation des performances et valorisation des résultats concrets. Mais surtout, elle exige une participation active des jeunes Africains, porteurs d'innovation et d'espoir, véritables bâtisseurs de l'Afrique de demain.

L'Afrique, une puissance en devenir

En conclusion, le président Tebboune a exprimé sa confiance en la capacité du continent à s'émanciper et à s'imposer comme un pôle majeur du développement mondial. L'Afrique, a-t-il affirmé, « possède toutes les ressources humaines, naturelles et intellectuelles pour construire son avenir ». Il appartient désormais à ses dirigeants et à ses peuples de transformer ce potentiel en réalité tangible, pour qu'émerge une Afrique unie, souveraine et prospère — une Afrique qui parle d'une seule voix et avance d'un même pas vers la dignité et le progrès.

PLF 2026
Un budget record pour l'hydraulique, pilier stratégique de la sécurité hydrique nationale

Par R. E

L'Algérie confirme une fois de plus sa détermination à placer la question de l'eau au cœur de ses priorités stratégiques.

Dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026, le secteur de l'hydraulique bénéficiera d'une enveloppe budgétaire exceptionnelle de plus de 370 milliards de dinars, marquant une hausse de 19 % par rapport à l'exercice 2025.

Une décision forte, révélée par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, lors de son audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), et qui traduit la volonté du gouvernement d'assurer la sécurité hydrique du pays à long terme.

Cette hausse notable du budget, qui s'inscrit dans la dynamique de relance économique et de modernisation des infrastructures publiques impulsée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, reflète l'importance croissante accordée à la gestion durable et équitable des ressources en eau, un enjeu majeur pour le développement socioéconomique national.

Selon M. Derbal, le PLF 2026 prévoit 370,325 milliards de dinars d'autorisations d'engagement et près de 531 milliards de dinars de crédits de paiement, soit une progression remarquable de 65 % par rapport à l'année précédente.

Cette enveloppe colossale sera répartie sur plusieurs volets prioritaires visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable, améliorer la qualité des services, promouvoir l'irrigation agricole et consolider la protection de l'environnement.

En matière de mobilisation des ressources en eau et de sécurité hydrique, le programme 2026 inclut 67 nouvelles opérations d'un montant global dépassant 43 milliards de dinars, ainsi que la réévaluation de 8 projets pour plus de 650 millions de dinars. Ces actions visent à consolider la résilience du pays face au stress hydrique et à diversifier les sources d'alimentation en eau à travers la construction et la réhabilitation de barrages, forages et stations de dessalement. Concernant l'approvisionnement en eau potable et industrielle, un total de 187 nouvelles opérations a été retenu pour un montant de plus de 113 milliards de dinars, en plus de 27 réévaluations estimées à plus de 44 milliards de dinars.

Ces projets permettront d'améliorer considérablement la distribution de l'eau dans les grandes villes comme dans les zones

rurales, tout en modernisant les réseaux d'adduction et de stockage pour garantir une meilleure continuité du service. Le volet assainissement et protection de l'environnement occupe également une place centrale dans le budget 2026, avec 67 nouveaux projets totalisant plus de 49 milliards de dinars et 15 réévaluations pour un montant de 6 milliards de dinars.

Ces programmes visent à renforcer les stations d'épuration, à réduire la pollution hydrique et à préserver les ressources naturelles, dans le respect des engagements de l'Algérie en matière de développement durable. L'irrigation agricole, pilier du développement rural et de la sécurité alimentaire, bénéficie quant à elle d'un soutien accru. Le PLF prévoit 30 nouvelles opérations pour un montant supérieur à 23 milliards de dinars, ainsi qu'une réévaluation d'un projet à hauteur de 2 milliards de dinars.

Ces investissements permettront d'étendre les surfaces irriguées, de moderniser les systèmes d'arrosage et de renforcer la productivité agricole, en harmonie avec la stratégie nationale de souveraineté alimentaire. Par ailleurs, le budget des transferts publics s'élève à près de 71,5 milliards de dinars, représentant une augmentation de 42 % par rapport à 2025.

Cette contribution de l'État profitera aux établissements publics à caractère économique et commercial relevant du secteur, afin de consolider leurs capacités d'intervention, d'entretien et de gestion technique des infrastructures hydrauliques à travers le territoire national.

Au-delà des chiffres, cette réévaluation budgétaire témoigne de la confiance renouvelée de l'État dans les capacités du secteur de l'hydraulique à accompagner le développement durable et à répondre efficacement aux défis liés au changement climatique.

M. Derbal a, à cette occasion, présenté les principales réalisations enregistrées au cours de l'année 2025, qui ont permis d'améliorer l'accès à l'eau potable, d'optimiser la gestion des barrages et de renforcer la coordination entre les services techniques, les collectivités locales et les entreprises publiques.

Avec ce budget record, le gouvernement affirme sa volonté de garantir à chaque citoyen un accès équitable et durable à l'eau, tout en consolidant les bases d'une économie hydrique moderne, performante et respectueuse de l'environnement.

Le PLF 2026 s'impose ainsi comme un tournant décisif pour le secteur, symbole d'une Algérie ambitieuse, résiliente et engagée sur la voie du progrès durable.

LES ÉNERGIES
RENOUVELABLES AU
CŒUR DE LA STRATÉGIE
NATIONALE

L'Algérie accélère la transition vers un mix énergétique durable

Par R. E

L'Algérie réaffirme sa détermination à bâtir un avenir énergétique propre, durable et souverain.

Lors de son audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présenté une vision ambitieuse et réaliste : celle d'un mix énergétique équilibré où les énergies renouvelables occupent une place centrale dans la stratégie nationale à l'horizon 2035.

S'exprimant en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, et du président de la Commission, Mohamed Benhachem, M. Adjal a souligné que le développement des énergies nouvelles et renouvelables, conjugué à une politique d'efficacité énergétique, figure désormais parmi les priorités absolues de l'État.

Cette orientation s'inscrit dans la continuité des directives du président Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la transition énergétique un levier stratégique pour la diversification économique et la préservation des ressources naturelles du pays.

Au cœur de cette ambition se trouve le programme de production de 15.000 MW d'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2035.

La première phase, d'une capacité de 3.200 MW, est déjà en cours de réalisation à travers 14 wilayas du pays, confirmant le passage du discours à l'action.

Parallèlement, le ministère prépare le raccordement des zones éloignées, notamment dans le Sud, grâce à des systèmes solaires individuels et des centrales photovoltaïques hors réseau, une avancée majeure pour l'inclusion énergétique des populations rurales.

Cette stratégie énergétique repose sur plusieurs objectifs structurants : économiser le gaz naturel, développer une véritable industrie des énergies vertes, stimuler la production d'hydrogène vert, et créer les conditions propices à l'exportation d'électricité renouvelable.

À travers ces actions, l'Algérie vise à réduire significativement son empreinte carbone tout en consolidant sa souveraineté énergétique et son attractivité économique.

M. Adjal a également rappelé que l'État consacre chaque année plus de 20 milliards de dinars pour la subvention des factures d'électricité dans les wilayas du Sud et dans trois wilayas des Hauts-Plateaux (Djelfa, El Bayadh et Naâma), une mesure sociale forte destinée à garantir l'équité énergétique sur tout le territoire.

Abordant la question de l'hydrogène vert, le ministre a mis en avant les énormes potentialités dont dispose l'Algérie pour se positionner comme un acteur clé dans la transition énergétique mondiale.

L'exploitation progressive de cette ressource ouvrira la voie à une nouvelle industrie, à forte valeur ajoutée, capable de générer des emplois qualifiés et de nouvelles opportunités d'investissement.

La stratégie présentée devant la commission parlementaire repose sur une approche intégrée, conjuguant innovation technologique, efficacité énergétique et développement durable.

Elle ambitionne de transformer le modèle énergétique national, encore largement dominé par les hydrocarbures, en un système plus équilibré, ouvert sur les énergies propres et respectueux de l'environnement.

Avec cette feuille de route claire et ambitieuse, l'Algérie trace les contours d'un avenir énergétique résilient et responsable, fondé sur la valorisation de ses atouts naturels, la diversification de ses sources et la mobilisation de toutes les compétences nationales.

L'engagement du ministère, soutenu par les orientations du président de la République, confirme une volonté ferme : faire des énergies renouvelables non seulement un pilier de la croissance économique, mais aussi une fierté nationale et un gage d'indépendance durable.

ALGER

Les intermédiaires financiers non bancaires, pilier stratégique d'une nouvelle ère économique en Algérie

À Alger, une conférence-débat d'envergure consacrée aux intermédiaires financiers non bancaires (IFNB) a mis en lumière un maillon essentiel du futur système économique algérien.



Par R. E

Sous le thème évocateur « Inter-médiaires financiers non bancaires, une alternative pour le financement de l'économie », cette rencontre, organisée par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (Ifidas) en collaboration avec la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob), a réuni lundi soir un panel de hauts responsables, d'experts, d'universitaires et de professionnels du monde financier.

L'objectif : explorer les voies et moyens de diversification des sources de financement, au moment où l'économie algérienne s'engage dans une transformation profonde vers le numérique, l'innovation et la connaissance.

La présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, du président de la Cosob, Youcef Bouzenada, et du directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), Chakib Smail Kouidri, a donné à cette rencontre une dimension institutionnelle forte.

Les débats ont révélé un consensus : le financement de l'économie algérienne doit impérativement s'appuyer sur de nouveaux leviers, complémentaires au système bancaire classique.

Dans son allocution, le ministre Noureddine Ouadah a insisté sur l'importance croissante des IFNB dans un environnement marqué par la transition numérique et la montée de l'économie immatérielle.

Selon lui, « la réussite d'ingénieurs algériens qui génèrent plusieurs millions de dollars sans infrastructures lourdes illustre parfaitement le potentiel de cette nouvelle économie ».

Le ministre a rappelé que la création de son département visait précisément à accompagner cette mutation, en plaçant la connaissance, la créativité et l'investissement immatériel au cœur du développement national.

Les réformes introduites dans la loi sur l'investissement traduisent cette vision : encourager l'innovation, valoriser les savoirs, et créer un

écosystème favorable à la croissance intelligente.

Le président de l'Ifidas, Ahmed Haftari, a, pour sa part, mis l'accent sur la nécessité de mobiliser l'épargne nationale au profit de l'investissement productif.

Dans un contexte où les besoins de financement des entreprises ne cessent de croître, notamment pour les petites et moyennes entreprises, les intermédiaires non bancaires apparaissent comme une voie incontournable pour dynamiser l'économie.

En orientant les ressources vers des projets à forte valeur ajoutée, les IFNB peuvent non seulement faciliter l'accès au financement mais aussi soutenir l'innovation, la compétitivité et la diversification du tissu économique.

Les IFNB englobent un large éventail d'acteurs : compagnies d'assurance, fonds d'investissement, sociétés de capital-risque, institutions de micro-finance ou encore plateformes de financement participatif.

Tous contribuent à renforcer la profondeur et la résilience du marché financier national.

Ce modèle, déjà adopté avec succès dans de nombreuses économies développées, se présente comme une réponse concrète à la nécessité d'alléger la pression sur le système bancaire traditionnel, souvent jugé rigide et peu adapté aux spécificités des start-up et des jeunes entreprises innovantes.

Youcef Bouzenada, président de la Cosob, a rappelé que le poids des IFNB dans le financement mondial est désormais considérable : « Selon les données de la Banque mondiale, près de 50 % des actifs financiers mondiaux proviennent aujourd'hui de financements non bancaires ».

Il a salué les efforts consentis par l'État pour développer ce secteur stratégique en Algérie, en citant des chiffres encourageants : cinq sociétés de capital-investissement sont actuellement actives, pour une capitalisation de 19 milliards de dinars, tandis que des fonds d'investissement créés au niveau des wilayas gèrent un portefeuille global de 58 milliards de dinars.

À la fin de l'année 2024, pas moins de 169 prises de participation, représentant une valeur de 7,8 milliards de dinars, ont été enregistrées.

Pour la consultante Meriem Tarzaali, membre du Conseil scientifique de la Cosob, le rôle de ces acteurs non bancaires s'inscrit dans une logique de complémentarité : ils ne remplacent pas les banques, mais en élargissent le champ d'action.

Les financements participatifs, explique-t-elle, « ont été un moteur déterminant de l'essor de nombreuses économies avancées », leur valeur ayant quasiment doublé entre 2011 et 2023.

Lofii Temam, directeur général de Tell Market, société de gestion de fonds agréée par le ministère des Finances, a quant à lui insisté sur la capacité des IFNB à accompagner les jeunes entreprises et les start-up, véritables catalyseurs du marché financier.

Il s'est félicité de la promulgation récente des textes réglementaires encadrant l'activité des organismes de placement de capitaux à risque (OPCR), une avancée majeure qui ouvre la voie à un meilleur soutien des projets innovants et à la création d'emplois qualifiés.

L'intervention du consultant tunisien Khaled Bettaieb a apporté un éclairage régional intéressant.

S'appuyant sur l'expérience de la Tunisie, il a expliqué que la montée en puissance des financements non bancaires a permis d'offrir des solutions souples et adaptées aux besoins spécifiques des PME et micro-entreprises, souvent exclues du système bancaire traditionnel.

Ces modes de financement reposent moins sur les garanties matérielles que sur la pertinence et la viabilité économique des projets.

Au fil des échanges, un message s'est imposé : les intermédiaires financiers non bancaires constituent une véritable passerelle entre la finance et la production, entre le capital et l'innovation.

Ils favorisent la création de richesse réelle et encouragent une culture économique fondée sur la confiance, la performance et la transparence.

Plusieurs intervenants ont souligné l'urgence de renforcer le cadre réglementaire et fiscal pour offrir à ces acteurs un environnement propice, tout en appelant à une meilleure coordination entre les institutions publiques, les investisseurs privés et les porteurs de projets.

En conclusion, cette rencontre a réaffirmé la conviction que le développement économique de l'Algérie passe par la diversification des sources de financement et l'ouverture à des modèles alternatifs.

Dans un monde où la rapidité d'innovation et la flexibilité financière deviennent des critères de compétitivité, les IFNB représentent non seulement une solution, mais une nécessité.

En capitalisant sur les atouts de la jeunesse, la créativité et le savoir, l'Algérie peut tracer la voie vers une économie plus résiliente, plus inclusive et durable — une économie où la finance devient un levier au service du développement, et non une contrainte.

RECYCLAGE DU PLASTIQUE EN ALGÉRIE La révolution verte d'une économie circulaire en marche

Par R. E

L'Algérie vit aujourd'hui une véritable révolution silencieuse : celle du recyclage du plastique, devenu en quelques années un levier stratégique de son économie circulaire.

Loin d'être un simple enjeu environnemental, cette dynamique nationale symbolise une mutation économique profonde où les déchets deviennent source de richesse, d'innovation et d'emplois durables.

Chaque année, le pays génère plus de 12 millions de tonnes de déchets ménagers, dont une part considérable est composée de plastiques.

Longtemps considérée comme un fardeau, cette masse de déchets s'impose désormais comme une ressource.

La promulgation de la loi n°25-02 du 20 février 2025, consacrée à la gestion et à la valorisation des déchets, marque un tournant décisif : elle place le recyclage au centre de la stratégie nationale de l'économie circulaire.

Sous l'impulsion des pouvoirs publics et grâce à la mobilisation du secteur privé, près de 180 centres d'enfouissement technique ont été modernisés, et plusieurs filières performantes de tri, de recyclage et de valorisation ont vu le jour.

Cette structuration progressive a permis la création de milliers d'emplois verts, favorisant l'émergence d'un écosystème industriel où le plastique recyclé est devenu un matériau stratégique.

Les entreprises locales rivalisent d'ingéniosité pour transformer les déchets plastiques en granulés réutilisables destinés aux secteurs de l'emballage, du bâtiment ou du textile.

Ce savoir-faire, qui s'appuie sur une ingénierie nationale solide, positionne l'Algérie comme un acteur exportateur d'expertise environnementale.

Selon l'expert Karim Ouamane, ancien directeur de l'Agence nationale des déchets (AND), « l'Algérie est en train de transformer un problème écologique en moteur d'innovation et de croissance ».

Symbole de cette transformation, la réhabilitation de la décharge d'Oued Smar, à Alger, témoigne du succès de cette politique.

Ce site de 45 hectares, autrefois synonyme d'insalubrité, a été métamorphosé en un parc écologique moderne doté d'un système pilote de captage du biogaz et de valorisation énergétique.

Ce projet, salué par le Programme des Nations unies pour l'environnement, illustre l'efficacité de la stratégie algérienne combinant écologie, économie et innovation.

Derrière cette transition, c'est tout un modèle de développement qui se redessine.

Le plastique recyclé devient non seulement une matière première compétitive, mais aussi un symbole de souveraineté écologique.

En misant sur la valorisation des déchets, l'Algérie réduit sa dépendance aux importations, renforce son tissu industriel et inscrit sa croissance dans la durabilité.

Cette approche, conforme à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, projette le pays au rang des pionniers de l'économie verte sur le continent.

En recyclant ses plastiques, l'Algérie ne se contente pas de nettoyer ses villes : elle refonde sa relation à la nature, à l'industrie et à l'avenir.

De la contrainte à l'opportunité, du déchet à la richesse, le pays prouve qu'une écologie intelligente peut devenir un moteur de prospérité nationale et un modèle pour l'Afrique de demain.

ALGER

Hommage vibrant à la Moudjahida Zahia Kherfallah, héroïne condamnée à mort qui a marqué l'histoire de la souveraineté nationale

Un hommage solennel a été rendu à la Moudjahida et héroïne de la guerre de libération nationale, Zahia Kherfallah, figure emblématique de la résistance algérienne, condamnée à mort par le colonisateur français pour son engagement sans faille dans la lutte pour l'indépendance.

Par R. N

Cette cérémonie, empreinte d'émotion et de fierté, s'est tenue au siège de la Télévision algérienne, lieu hautement symbolique où fut proclamée, le 28 octobre 1962, la pleine souveraineté nationale sur la radio et la télévision, marquant l'un des tournants historiques de l'Algérie indépendante.

En présence du ministre de la Communication, du conseiller du Président de la République chargé de la direction générale de la communication, du directeur général de la Télévision algérienne, ainsi que de nombreux responsables de médias

nationaux, arabes, africains et européens, cet hommage a pris une dimension à la fois mémorielle et patriotique. Les participants ont salué le parcours exceptionnel de cette femme courageuse, symbole du sacrifice et du patriotisme, dont la détermination a contribué à l'édification d'une Algérie libre et souveraine.

À travers cet hommage, la Nation tout entière a exprimé sa reconnaissance envers cette Moudjahida exemplaire, témoin vivant de l'histoire et actrice d'un moment décisif pour la souveraineté médiatique du pays.

L'événement a également rappelé le rôle essentiel joué



par les femmes durant la guerre de libération, leur bravoure et leur engagement indéfectible pour la patrie.

Ce geste de reconnaissance envers Zahia Kherfallah s'inscrit dans la continuité des efforts de l'État algérien pour

honorer la mémoire des héros et héroïnes qui ont forgé, dans le sang et la dignité, l'Algérie indépendante et éternelle.

ALGER

L'École supérieure de sécurité sociale, un pôle stratégique pour la modernisation du système national



Par R. N

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a effectué ce mardi dernier, une visite d'inspection à l'École supérieure de sécurité sociale (ESSS), dans le cadre du suivi de terrain des établissements relevant de son secteur.

Cette visite s'inscrit dans la volonté du gouvernement de moderniser et professionnaliser le système national de sécurité sociale, à travers la formation, l'innovation et la digitalisation.

Le ministre a mis en avant le rôle stratégique de cette école, qu'il a qualifiée de « pôle d'excellence et de référence nationale » dans la formation des cadres spé-

cialisés en protection sociale.

Il a souligné la nécessité d'adapter les programmes pédagogiques aux mutations économiques et technologiques que connaît le pays, afin de renforcer la qualité du service public.

Depuis sa création en 2014, l'École supérieure de sécurité sociale a formé 640 étudiants algériens et étrangers, répartis sur dix promotions, dans plusieurs filières telles que le droit de la protection sociale, la gestion des affaires, la transformation numérique ou encore la finance et la gestion des risques.

Placée sous la tutelle administrative du ministère du Travail et la tutelle pédagogique du

ministère de l'Enseignement supérieur, cette institution illustre la synergie entre les deux secteurs.

Elle bénéficie également d'un accord de coopération signé en 2013 avec l'Organisation internationale du travail (OIT), approuvé par décret présidentiel, en vue d'en faire une institution de formation régionale de référence pour les pays du Maghreb et d'Afrique.

À travers cette démarche, le ministère réaffirme son engagement à élever le niveau de compétence des ressources humaines et à renforcer la performance du système de sécurité sociale, au service du développement et de la justice sociale.

LE TRAVAIL NON DÉCLARÉ BAT SON PLEIN Le phénomène touche plusieurs personnes à travers le territoire de Tlemcen



Par Mohamed Medjahdi

Devant l'importance et la place qu'occupe l'emploi informel dans le marché du travail, une meilleure connaissance de ce marché s'impose. Le terrain est une preuve tangible. Les nombreux pères de familles travaillant au noir, notamment dans des cafés, entreprises, chez le privé, usines, au niveau des bains maures etc., sans la moindre assurance, ne cessent d'interpeller les concernés pour régulariser leur situation.

En effet à travers le territoire de la wilaya de Tlemcen, des centaines voir des milliers d'ouvriers, perçoivent un salaire en deçà des espérances et sans assurance (non déclarés).

Chose qui rend difficile leur quotidien. A l'instar d'autres villes du pays, le travail non déclaré touche bon nombre de personnes et constitue par conséquent l'une des questions d'intérêt commun en matière d'emploi.

Selon certains le principal attrait

de l'économie informelle est de nature économique car ce type d'activité permet aux employeurs, aux salariés et aux travailleurs indépendants d'augmenter leurs revenus ou de réduire leurs coûts en échappant à l'impôt et aux cotisations sociales.

Ceci explique que le travail non déclaré peut avoir un impact considérable sur les finances publiques du fait des pertes qu'il implique en termes de recettes fiscales et de cotisations sociales.

De nombreux non déclarés, ont tenu à souligner, en gardant l'anonymat, la nécessité des responsables du secteur concernés de diligenter une enquête afin de les insérer dans le cadre formel. Seul comme l'a-t-on expliqué, une stratégie globale ciblée, permet de lutter efficacement contre le travail non déclaré.

Face cependant au travailleur non déclaré, et plus exposé aux risques professionnels qu'un salarié, une opération de contrôle rigoureuse est efficace pour dévoiler cette exploitation qui a pris de l'ampleur à travers la wilaya de Tlemcen.

M. M.

TOURISME EN ALGÉRIE Des hôtels flambants neufs

Face à un flux énorme d'investisseurs étrangers, l'Algérie est devenue ainsi une destination importante pour le tourisme d'affaires. Les hôtels du groupe HTT modernisés grâce à d'importants volumes d'investissement permettent d'améliorer les standards de confort et la qualité des prestations.

Par Mohamed Medjahdi

Un réel dynamisme a été constaté la veille du COVID-19 grâce à la construction de nombreux hôtels à travers le pays.

L'Algérie devrait aller plus vers le tourisme d'affaires en organisant des séminaires culturels et des rencontres scientifiques pour rapporter à l'économie algérienne quelque 5 milliards de dollars pour près de 4 millions de touristes, estiment des experts.

10e plus grand pays du monde, l'Algérie doit créer davantage de conditions pour accueillir les touristes et tirer profit de ces richesses naturelles, historiques et culturelles. C'est une manne pour l'État, les investisseurs et l'emploi des jeunes. Cela peut aussi contribuer à améliorer la qualité de vie des citoyens et à ouvrir de nouvelles opportunités de coopération internationale.

Une dynamique de développement de ce secteur prometteur pour la stratégie de diversification est perceptible. On le voit à travers les efforts de modernisation engagés par l'État par le biais de HTT (Hôtellerie Tourisme Thermalisme) qui a redoré le blason de ses structures touristiques à travers le territoire, ainsi que par la création d'une école supérieure de l'hôtellerie et le développement de structures hôtelières privées dans plusieurs villes du pays. Les Jeux méditerranéens 2021, organisés à Oran, ou les Jeux arabes, ont été une excellente opportunité pour cela. Adoptions donc les méthodes managériales modernes et les nouvelles technologies qui sont à même de nous aider à bénéficier pleinement de ce nouveau gisement économique !

Les nouveaux jalons à pointer

Il faut d'abord construire cette offre et asseoir un environnement propice à l'accueil des touristes avant d'entamer des actions de communication et de promotion. C'est la réunion de ces conditions qui va construire une image lisible de la destination Algérie.

À l'heure actuelle, c'est le tourisme saharien développé dans les régions du Tassili n'Ajjer et du Hoggar qui a besoin d'une campagne publicitaire et promotionnelle.

Par ailleurs, les sept (07) pôles touristiques d'excellence qui devraient structurer le territoire algérien ont d'abord oublié d'intégrer des régions qui ont un fort potentiel touristique.

Malgré ses ressources touristiques considérables, la région de Jijel par exemple n'a pas été retenue dans le pôle touristique Nord Est (d'ailleurs, c'est la seule région littorale qui n'a pas été retenue dans ces pôles.). Il en est de même pour d'autres régions qui présentent un potentiel patrimonial notable : Sétif, Constantine, Bou-Saâda, Laghouat, Djelfa, etc.

Paradoxalement, d'autres régions moins dotées en ressources touristiques sont retenues dans

ces pôles comme Relizane et Aïn Defla.

Donc, lancer des projets de Pôles touristiques d'excellence est une action primordiale. De l'avis des spécialistes, les trois pôles touristiques d'excellence du nord sont dominés par la thématique balnéaire qui a rendu ces pôles monofonctionnels et a créé ainsi, une dépendance vis-à-vis de ce type de tourisme très présent sur le bassin méditerranéen où la concurrence est déjà rude.

Pourtant, les pôles du Nord concernent des régions de l'intérieur du pays offrant des possibilités de développer d'autres types de tourisme (culturel, thermal, écotourisme...).

Les projets prioritaires (villages d'excellence et hôtels de chaîne internationale), éléments censés déclencher des effets d'entraînement, concernent essentiellement les pôles du Nord. Il faut noter que 95 % des investissements prévus concernent le Nord, ce qui accentue la concentration de lits hôteliers dans cette partie du pays.

En matière de chaînes hôtelières internationales, les projets programmés concernent essentiellement les pôles Nord Centre et Nord Est, avec respectivement 48 % et 43 % des lits prévus (les 9 % restants sont prévus au pôle Nord Ouest). Aucun hôtel de cette catégorie n'a été programmé dans les pôles du Sud. Il en est de même pour les villages touristiques d'excellence dont la quasi-totalité est prévue au niveau des pôles du nord (le village d'excellence Ksar Massine à Timimoune est le seul projet prévu au sud, au pôle Sud Ouest Touat Gourara, avec une capacité de 92 lits.), avec une concentration au pôle Nord Centre (10 villages, 39 849 lits, soit 43 % de la capacité totale des villages).

Il ressort de cette programmation inégale que les effets d'entraînement attendus risquent fort d'être moins importants au niveau des pôles n'ayant pas bénéficié de ces éléments déclencheurs. Pour que ces pôles soient générateurs d'activités, il faut qu'ils enregistrent des taux de croissance importants et des effets externes positifs supérieurs aux effets externes négatifs. Et pour que ces effets d'entraînement soient bénéfiques pour l'économie de la région dans laquelle ils se diffusent, il faut qu'il ait des entreprises et des projets à proximité pour les absorber, sinon le pôle restera isolé, sans effet d'irradiation du territoire concerné.

Les pôles touristiques d'excellence sont conçus sur la base de structures gigantesques. La capacité totale de l'ensemble des villages touristiques d'excellence s'élève à 54 171 lits. Une telle concentration en lits dans les régions littorales peut engendrer des effets environnementaux et sociaux négatifs. En plus, ces structures nécessitent des compétences managériales qui font encore défaut en Algérie.

Par ailleurs, si la thématique centrale de certains pôles est le tourisme balnéaire, la question

qui se pose est de savoir comment rentabiliser ces structures en dehors de la saison estivale.

Pour les zones d'extension touristique ZET, en réalité, le secteur du tourisme et de l'artisanat dispose d'un portefeuille foncier constitué de 225 zones d'expansion et sites touristiques (ZET) classées par décrets exécutifs pour une superficie globale de 56 472,06 ha, réparties à travers 34 wilayas, font 174 ZET classées par décret n° 88-232 du 05 novembre 1988 et 31 ZET classées par décret exécutif n° 10-130 du 29 avril 2010... Par contre, en recensant, suivant le ministère du Tourisme, 156 études de classement de nouvelles ZET en cours.

Et pour les pôles touristiques d'excellences, la politique censée améliorer ce secteur, doit se référer au Schéma directeur de l'aménagement touristique (SDAT), cadre de référence qui a le mérite, de poser un certain nombre d'objectifs prioritaires en coordonnant et en orientant les programmes de développement du tourisme à l'horizon 2030 en dégageant des objectifs liés à l'augmentation des capacités d'hébergement du pays, à la diversification de l'offre touristique, à l'amélioration de l'image de l'Algérie, à la création et à l'augmentation de l'emploi. Un appui technique et environnemental pour renforcer l'attrait naturel des wilayas touristiques s'impose. Beaucoup de choses ont été faites depuis sa mise en route, d'autres restent à faire et à compléter. Il faut libérer l'investissement de la bureaucratie et des freins, libérer les mentalités qui s'opposent à la dynamique, ainsi que le foncier qui ne doit plus être tributaire de procédures lourdes et lassantes. Il faut aller vers des cahiers des charges dans le cadre de la concrétisation réelle des projets.

La typologie touristique actuelle de notre pays se définit essentiellement par trois segments, à savoir le tourisme domestique, le tourisme de la communauté nationale ou binationale établie à l'étranger et le tourisme d'affaires. Nous pensons que nous devons bien évidemment répondre aux demandes et aux besoins de ces typologies de clientèle en essayant d'augmenter ces différents potentiels.

Les pôles d'excellences du tourisme ?

Le pôle touristique est une combinaison sur un espace géographique donné de projets touristiques de qualité (équipements d'hébergement et de loisirs) et d'activités touristiques et de circuits touristiques en synergie avec un projet de développement territorial.

Le pôle touristique est multidimensionnel : il intègre des logiques sociales (besoins primaires de la population), culturelles, territoriales, commerciales (prise en compte des attentes du marché). Le périmètre géographique peut intégrer ou non une ou plusieurs ZET.

Le SDAT 2030 préconise la



mise en tourisme de l'Algérie à travers la structuration de pôles touristiques reconnus comme modèles par le marché touristique international.

Ces pôles doivent permettre de structurer le territoire algérien de façon active pour façonner « l'image touristique de l'Algérie ». La valorisation du patrimoine à des fins touristiques peut avoir des effets indéniables sur le développement d'un territoire. L'objectif principal du projet est de stimuler les incidences économiques de la patrimonialisation et plus largement d'impulser une nouvelle dynamique de développement.

Le challenge est ce savoir du comment développer l'image de marque de la destination Algérie.

A court terme, les pays du Maghreb offriront aux visiteurs internationaux les mêmes produits et thèmes touristiques : tourisme d'affaires, mer, soleil, désert, thermalisme et thalassothérapie, pèlerinage, histoire et culture, sport et écologie. L'Algérie a intérêt de s'intégrer dans cette dynamique internationale, elle doit passer du statut de pays émetteur à celui de pays récepteur au moins avec ses compatriotes résident à l'étranger.

Le Conseil des ministres, réuni en Mars 2020 sous la présidence du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a débattu et a adopté des exposés relatifs à plusieurs secteurs notamment celui du tourisme. Le Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial avait présenté un exposé portant sur le plan d'action de son département dans lequel il a procédé à une évaluation de l'état du tourisme proposant la relance de ce secteur vital à même de repositionner l'Algérie sur l'échiquier du tourisme mondial, à travers la création d'une industrie touristique moderne, durable et compétitive inscrite dans le cadre d'un développement équilibré avec la mise en place de mesures urgentes à l'horizon 2024 et 2025, pointant des jalons pour 2030.

Pour ce faire, il sera procédé à la structuration des projets touristiques selon les spécificités de chaque région....

Le Plan d'action prévoit également le renforcement et l'accompagnement de la formation en vue de promouvoir le tourisme et l'artisanat, l'accompagnement des professionnels dans l'extension de leurs activités par la création de micro-entreprises et de startup et des activités menacées de disparition.

L'accent a été aussi mis sur l'impérative réalisation d'un véritable développement du secteur du tourisme et de l'artisanat, afin

de lui permettre de devenir un outil de productivité, créateur de richesse et de postes d'emploi, ce qui requiert, l'assainissement du foncier touristique, l'encouragement des investissements touristiques écologiques, l'octroi d'incitations en vue d'élargir et d'ouvrir l'investissement touristique productif aux Algériens établis à l'étranger et aux investissements directs étrangers (IDE) dans les zones d'extension touristique, et ce dans le cadre de la transparence totale.

S'agissant de l'artisanat, le Président de la République a préconisé la mise en place de mesures incitatives au profit des artisans en vue de leur permettre d'exporter leurs produits et des dispositions à même de préserver les métiers et les activités en voie de disparition et de promouvoir les activités de la famille. »

Le Tourisme doit être considéré comme un secteur entier, potentiellement important d'élargissement des sources d'accumulation et de création d'emplois. Son expansion dans notre pays offrira des perspectives de développement durable et inclusif. Toutefois, des politiques intégrées et tournées vers l'avenir sont nécessaires pour veiller à ce que cet essor bénéficie davantage aux populations, aux territoires et aux entreprises.

L'amélioration des recettes en devises pour le pays et en dinars pour notre économie locale, ne doit plus être liée aux seules variations des prix des hydrocarbures sur le marché mondial.

La chute vertigineuse des cours du Pétrole donne froid au dos, et complice sérieusement la situation de notre pays et met dans l'obligation nos responsables à réviser leurs prévisions budgétaires. Ce n'est pas nouveau pour notre pays, il y a de quoi avoir peur de cet avenir qui n'est pas si lointain, ou il n'y aura plus pour l'Algérie de pétrole à exporter, si d'autres gisements ne sauront pas découvrir.

La principale source de recettes qui fait vivre actuellement quarante (40) millions d'Algériens sera tarie. Complètement tarie, sans vouloir dramatiser quoique ce soit, il faut que tous les Algériens sachent la vérité sur la santé économique de leur pays.

Ceci dit que le secteur du tourisme a été l'un des secteurs les plus durement touchés par la flambée de la COVID-19, pendant presque deux ans, avec des répercussions à la fois sur l'offre et sur la demande de voyages.

Donc les perspectives d'avenir pour notre économie en générale et le secteur du tourisme en particulier suggèrent de nouvelles évolutions stratégiques.

M.M

Voyage au cœur de la cité des Zianides

Sa culture, sa richesse archéologique et ses monuments, son ouverture méditerranéenne, son statut de capitale du Maghreb arabe, son minaret de Mansourah, la mosquée de Sidi Boumediene, El Méchouar, ses rues et ruelles, son plateau de Lalla Setti reflètent toute la philosophie d'un peuple capable de s'ouvrir totalement au modernisme tout en gardant un profond respect de ses coutumes ancestrales et ses racines.

Par Mohamed Medjahdi

Si on y ajoute son climat, ses plages, sa gastronomie, son exubérante culture populaire, etc., il en résulte que chacun s'y sent comme chez lui. En effet, du fait de son long et riche passé historique, Tlemcen possède un très important patrimoine monumental et artistique. Et que dire de ses grottes féériques comme celles des Beni Add de Aïn Fezza et Ghar Boumaazza, qui attirent et participent pleinement à l'essor du tourisme... ..Virée !!

Une cité millénaire, un musée à ciel ouvert

Existe-t-il un meilleur endroit que Tlemcen ? Certes, mais son merveilleux climat, sa grande diversité, la qualité de ses plages et ses paysages fabuleux en font un lieu idéal pour décompresser, surtout durant la saison estivale. Dans cette région frontalière, la nature crée une atmosphère magique qui incite à la relaxation, comme elle recèle une infinité de villes, de villages et d'endroits baignés d'histoire et de culture. Nédroma et Beni Snous en sont des exemples.

Tlemcen, jardin des légions romaines, Tagarite des goms de berbères, première halte de prières des proches descendants du prophète.

Tlemcen frémissante histoire et de labeurs creusés de peines et de joies, tu t'accroches autour de ton Mechouar. Pierres qui résistent au temps, mais que le temps, a longuement détruit. A Mansourah, ancienne cité, il ne reste que ruines qui montent vers le ciel. À Lalla Setti, la kouba ouverte à tous les vents, et à toute femme. Ce lieu autrefois terrain rocheux s'est transformé en un véritable pôle culturel.

A Sidi Boumediene, des pèlerins viennent des quatre coins du pays, et même des pays arabes. Le puits sacré apaise la soif de chaque pèlerin. Ce puits peut vous raconter le passage du temps et des hommes. « Le paradis de l'éternité, ô Tlemceniens, ne se trouve que dans votre patrie » disait le poète Ibn Khaffaga sur la ville de Tlemcen. Visiter Tlemcen, c'est une occasion de découvrir l'origine du nom de la cité, qui fut pendant longtemps capitale des royaumes successifs du Maghreb central.

Cette ville, a abrité l'un des plus illustres collégiés à savoir la Techfina ainsi que des Medersas, leviers puissants de sa prospérité.

En effet, l'une des chances de Tlemcen, est d'avoir conservé de son glorieux passé une série de très beaux monuments, des mosquées, dont Mansourah, Sidi Boumediene, Sidi Belahcen, Sidi Daoudi, Bab El Karmadine...

Et comme disait le poète « A te chanter, Tlemcen, rien n'abattrait mon zèle, Je me voue à



ta gloire aujourd'hui sans retour, car je t'aime, vois-tu, d'un fanatique amour. Et si belle sois-tu, je te rêve encore plus belle. » À Mansourah, c'est toute une histoire. Une somptueuse cité mauresque. Les ruines demeurent des témoins éloquentes, dignes de foi, irrécusables, d'un passé prestigieux qui s'estompent dans les lointains mystérieux de la médiévale histoire.

Jusqu'à une époque récente, le minaret, était incrusté de mosaïques scintillantes au soleil.

Il se dresse encore majestueusement vers le ciel, comme pour attester la splendeur de la grande cité à jamais disparue !...

C'est dans ces lieux que s'est déroulée toute une histoire du long siège de Tlemcen. C'est là que s'élevait jadis la somptueuse mosquée de Mansourah, où de blanches théories de Maures, courbés vers le sol, invoquaient le saint nom d'Allah, mais dont il ne reste plus que l'artistique souvenir....

Les aléas du temps, de l'homme ont donné des coups durs à ce legs. Heureusement, ce vestige a bénéficié d'une opération de restauration à la faveur de la manifestation de Tlemcen capitale de la culture islamique 2011.

Quel plaisir de contempler sa svelte performance, sa maigre silhouette se profilant, fantasmatique, vers le ciel...Dire que Tlemcen demeure belle et accueillante. Elle est recherchée toute l'année. Et pour cause, vous piquerez une tête du Nord au Sud en toute sécurité, les lieux à visiter sont surveillés pendant toutes les saisons. Le plateau de Lalla Setti, les plages, les sites, et même la ville, dans cette zone à la frontière Ouest, aucun point n'est éloigné de la mer. Cette omniprésence de la Méditerranée a, bien entendu, façonné la région et ses habitants, ses traditions et ses productions, les modes de vie et de loisirs. Bien sûr, pendant l'été, on aime lézarder sur la plage, découvrir le musée à ciel ouvert. Une multitude de facettes et d'activités à découvrir tout au long des saisons.

En effet, la capitale des Zianides a été de tout temps une cité dont la vue fascine l'esprit, dont la beauté séduit le cœur. Elle a été longuement chantée et a fourni matière à des poésies charmantes et agréables. C'est ainsi que le plateau de Lalla Setti s'est transformé en « pôle

culturel », car il surplombe cette plaine où la ville s'étend comme une carte postale, et le visiteur qui s'y rendra facilement par le téléphérique, au terme d'un voyage aérien vertigineux jusqu'à ce lieu féérique, dans un monde typiquement culturel et touristique attrayant. À cela, s'ajoute le musée gigantesque, considéré comme étant une véritable trame muséale qui



conservé toute l'histoire de la Wilaya V, les trésors de la ville, et autres objets de valeur.

Véritable outil de développement culturel, ce musée répond au besoin croissant de mieux comprendre l'évolution des sciences, de l'histoire, et du territoire. Du fait de sa position géographique, implantée dans un site admirable, au milieu d'un écrin de verdure... Véritable bijou architectural, le musée est une occasion de faire le lien entre le passé, le présent et... l'avenir.

Par ailleurs, la maison du parc national enrichit ce pôle à la fois culturel et touristique. À côté du parc d'attractions pour enfants, cette maison a pour mission de gérer tout un territoire afin de conserver des échantillons représentatifs de la grande variété de paysages, de forêts, de plantes et d'animaux qui font l'unicité de l'Algérie ; d'autant plus qu'elle permet de rechercher un meilleur équilibre entre l'homme et la nature. En effet, il s'agit du plus précieux des patrimoines pour l'homme d'aujourd'hui et pour les générations à venir.

Classé en 1993, le parc national de Tlemcen est composé des plus importantes richesses archéologiques et spéléologiques : les ruines de Mansourah, très vaste ensemble historique formant un périmètre de murailles, une mosquée et une kasbah, la mosquée de Sidi Boumediene, et ce, en plus des grottes de Beni Add, de la forêt

de Zariffet... En outre, heureux celui qui aura la chance de jeter un coup d'œil depuis la tour d'observation qui permet d'apprécier toute l'ampleur de la plaine de Tlemcen.

De ce lieu, le regard se portera sur plus de 25 km de distance, avec une vue panoramique, à savoir les montagnes, les vallées et les villages de l'arrière-pays tlemcénien. Lalla Setti est un site admirable, féérique, connu pour ses paysages verdoyants et son air pur. Tout cela explique que les responsables, notamment le wali, ont compris que l'évolution de la ville doit s'inscrire dans la continuité et dans la valorisation d'un héritage collectif pour des raisons de gestion économique et culturelles. Le patrimoine est vivant et témoigne des valeurs passées et présentes, des usages et activités d'une société ; et le développement durable commence à sor-

moigner encore aujourd'hui de la splendeur et de la puissance passées de cette contrée qui a vu le passage des Almohades, Ibn Ali El Koumi, et Abdelmoumen Ben Ali.

Tourisme culturel, tourisme de montage et tourisme balnéaire font de cette contrée, une destination prisée.

Du sommet de la montagne, la vue est splendide. De là, se profilent, une nature verdoyante et la mer complète la beauté de Honaine, véritable pôle touristique paradisiaque.

Honaine occupe la partie Nord-Est des monts de Trara orientaux, limitrophe à la daïra de Béni Saf dans la wilaya d'Ain-Temouchent, limitée au Nord par la mer, à l'ouest par les daïras de Nédroma et de Ghazaouet et au sud par la daïra de Remchi.

Cette belle région est caractérisée par une façade maritime sur 12 Km sur laquelle est édifié un abri de pêche avec une capacité de quelques embarcations de petit tonnage.

Avec ses plages, ses forêts, Honaine séduit tous les touristes. Sa plage Barbajani d'une longueur de 500 mètres est située à l'ombre d'une gigantesque falaise abrupte. À l'Ouest, elle est surplombée par la blancheur de la coupole où repose Sidna Noun, point saillant faisant partie du cap Noé. Une source d'eau douce, ajoute un charme à ces endroits féériques.

Tafsout, mot berbère qui veut dire « printemps », est à deux bornes de la ville. Il s'agit d'une baie naturelle, côte à côte avec une forêt composée de pins maritimes.

Mansourah la victorieuse !

Mansourah. Une somptueuse cité mauresque. Les ruines demeurent des témoins éloquentes, dignes de foi, irrécusables, d'un passé prestigieux qui s'estompent dans les lointains mystérieux de la médiévale histoire. Jusqu'à une époque récente, le minaret, était incrusté de mosaïques scintillantes au soleil.

Il se dresse encore majestueusement vers le ciel, comme pour attester la splendeur de la grande cité à jamais disparue !...

C'est dans ces lieux que s'est déroulée toute une histoire du long siège de Tlemcen.

C'est là que s'élevait jadis la somptueuse mosquée de Mansourah, où de blanches théories de Maures, courbés vers le sol, invoquaient le saint nom d'Allah, mais dont il ne reste plus que l'artistique souvenir....

Les aléas du temps, de l'homme ont donné des coups durs à ce legs. Heureusement, ce vestige a bénéficié d'une opération de restauration à la faveur de la manifestation de Tlemcen capitale de la culture islamique 2011.

Quel plaisir de contempler sa svelte performance, sa maigre silhouette se profilant, fantasmatique, vers le ciel...

Honaine ; le pays où respire un autre âge

La région de Honaine est un véritable circuit touristique, emprunté en période estivale. Cette région au passé prospère, a connu en 2010 et en 2011 plusieurs opérations d'aménagement de restauration en vue de préserver Sour El médina (les remparts) et la kasbah.

Cette région pour rappel, fut appelée par les romains Gysaria. Elle compte l'un des premiers ports d'Afrique.

Elle dispose de vestiges arabo-berbères datant de la période Almohade, du temps de l'essor florissant de la ville qui fut un important centre de flux commerciaux entre les deux rives de la méditerranée.

Les remparts de la ville té-

LUTTE CONTRE LE CANCER M. Ait Messaoudene affirme la volonté de son ministère de garantir une base de données nationale précise et intégrée

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene a affirmé, mardi à Alger, la volonté du ministère de garantir une base de données nationale "précise" et "intégrée" sur le cancer, à travers le renforcement de la numérisation de la gestion des registres du cancer au niveau des wilayas et des régions du pays.

Présidant l'ouverture de la rencontre annuelle du Réseau national des registres de cancer de population pour l'année 2023, M. Ait Messaoudene a précisé que son département œuvre à "renforcer la transformation numérique dans la gestion de ces registres et à les relier électroniquement aux hôpitaux, laboratoires et centres régionaux".

Une démarche, a-t-il dit, qui "contribuera à l'accélération de la collecte et de l'analyse des données, tout en assurant la mise à disposition d'une base d'informations nationale précise et intégrée".

Dans ce sillage, le ministre a souligné l'importance de ces registres pour les spécialistes en vue d'être au fait de la situation épidémiologique, de la répartition géographique et démographique et des facteurs inhérents à cette maladie, pour "une orientation plus précise et plus efficace des politiques de santé".

Parmi les objectifs stratégiques de ces registres figurent "l'évaluation de l'efficacité des programmes nationaux de dépistage précoce du cancer", "une bonne planification de la répartition des ressources sanitaires et humaines", "le renforcement de la recherche scientifique et des études épidémiologiques", et "le soutien à la prise de décision sanitaire fondée sur des données fiables et des preuves scientifiques", selon le ministre.

Pour la réussite de cette démarche, M. Ait Messaoudene a appelé à "une collaboration étroite entre les différents acteurs du secteur, afin d'élaborer des stratégies efficaces, s'appuyant sur la prévention, le diagnostic précoce et les soins", indiquant que le développement de ces registres s'inscrit dans le cadre de l'orientation stratégique de l'Etat, visant à "renforcer la santé publique, à réaliser l'équité dans l'accès aux soins et à améliorer la qualité de la vie".

Dans la même optique, le ministre de la Santé a souligné l'engagement de son secteur à "poursuivre les efforts visant à consolider le système d'informations sanitaires et à actualiser les registres de cancer de population, en vue de permettre à l'Algérie de faire face efficacement aux défis de cette maladie, et de garantir aux citoyens le droit au diagnostic précoce, aux soins adéquats et à la prise en charge totale".

De son côté, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, M. Phanuel Habimana, a loué les efforts consentis par l'Algérie pour faire face à cette maladie, saluant le fait que l'Algérie dispose de registres de cancer, ce qui permettra le "développement de la recherche, l'enregistrement des données exactes sur cette maladie et la planification efficace des ressources, tout en améliorant la qualité des prestations médicales et en réduisant les coûts pour les familles et les autorités publiques".

Pour sa part, le directeur général de l'Institut national de santé publique (INSP), M. Abderrezak Bouamra, a dévoilé les dernières statistiques relatives aux cas de cancer en Algérie, avec "56.319 nouveaux cas enregistrés en 2023".

LA SANTÉ À L'ÈRE NUMÉRIQUE Aït Messaoudene et Benmouloud tracent la voie d'un système médical moderne et interconnecté

L'Algérie franchit une nouvelle étape décisive dans sa stratégie de modernisation du secteur de la santé. Lundi, à Alger, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, et la Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, ont co-présidé une importante réunion consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet de numérisation du système national de santé.



Par R. N

Ce rendez-vous stratégique, tenu au siège du ministère de la Santé, a permis de dresser un bilan précis des réalisations et de tracer les grandes orientations pour une transition numérique ambitieuse, cohérente et durable.

Dans son intervention, M. Aït Messaoudene a mis l'accent sur la nécessité d'une transformation qualitative et effective vers un système de santé numérique intégré, capable d'interconnecter l'ensemble des établissements hospitaliers et cliniques du pays.

Il s'agit, selon lui, d'un enjeu capital pour l'amélioration de la qualité des soins, la fluidité des échanges médicaux et la prise en charge optimale du patient.

Le ministre a souligné que cette interconnexion, qui regroupera les différentes plateformes et spécialités médicales dans un réseau national unifié, permettra non seulement de rationaliser les ressources, mais surtout de placer le citoyen au centre du dispositif sanitaire.

L'un des piliers de cette mutation réside dans le dossier électronique médical (DEM) du patient. Véritable révolution dans la gestion de l'information médicale, ce dossier numérique garantira la conservation sécurisée

de l'ensemble des données de santé du patient, accessibles à tout établissement sanitaire via la carte nationale d'identité ou le numéro d'identification national.

Ce système novateur facilitera la continuité des soins, évitera la redondance des examens et renforcera la coordination entre les structures hospitalières, publiques et privées.

Le ministre a également insisté sur l'activation du réseau national des plateformes prioritaires, à l'image du système de veille et d'alerte pour l'approvisionnement en produits pharmaceutiques, des plateformes de maintenance des équipements médicaux et de radiothérapie, ainsi que d'autres outils numériques essentiels à la gestion quotidienne des établissements.

Il a, par ailleurs, proposé la création de nouvelles plateformes, notamment celles dédiées à la gestion des ressources humaines et à la formation continue du personnel médical et paramédical, afin d'assurer une adaptation constante aux évolutions technologiques.

Pour sa part, Mme Benmouloud a réaffirmé la mobilisation totale de son département pour accompagner cette transformation, qualifiant le secteur de la santé de « stratégique et vital ».

Elle a rappelé que la numéri-

sation constitue un levier essentiel pour améliorer l'accessibilité et la qualité des services de santé, réduire les inégalités entre régions et renforcer la transparence dans la gestion des données publiques.

Cette convergence de visions entre les deux ministères illustre la volonté du gouvernement d'édifier une santé moderne, connectée et performante, conforme aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de gouvernance et de transformation numérique.

Les deux responsables ont d'ailleurs souligné que la réussite de ce projet national dépasse le cadre institutionnel : elle implique la synergie de l'ensemble des acteurs, médecins, informaticiens, gestionnaires et partenaires techniques.

Cette réunion de travail marque ainsi une étape clé vers une révolution digitale dans la santé algérienne, où la technologie devient un outil au service de la vie, de la prévention et de la performance.

La digitalisation du secteur se présente comme un défi majeur, mais aussi comme une formidable opportunité pour faire de l'Algérie un modèle régional en matière de santé intelligente et de gouvernance numérique efficace.

JOURNÉES MÉDICO-CHIRURGICALES À EL-BAYADH Plus de 60 interventions chirurgicales réalisées à l'hôpital d'El-Abiodh Sidi Cheikh

Plus de 60 opérations chirurgicales ont été effectuées à l'hôpital d'El-Abiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El-Bayadh) dans le cadre des journées médico-chirurgicales, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur de cet établissement public de santé, Djilali Boudia.

Selon le responsable, l'Etablissement public hospitalier (EPH) d'El-Abiodh Sidi Cheikh a organisé, les 27 et 28 octobre, ces journées médico-chirurgicales en coordination avec l'Association nationale "Les Amis du Malade", dans les spécialités de chirurgie générale, d'oto-rhino-laryngologie (ORL) et de chirurgie orthopédique.

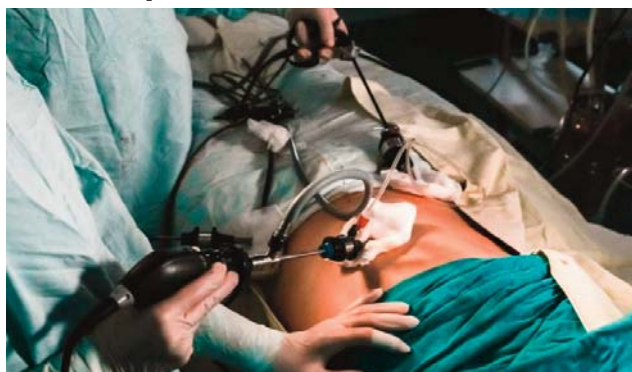
L'événement a été supervisé par le Pr Chadli Noureddine, spécialiste en chirurgie générale au CHU d'Oran, accom-

pagné de son équipe médicale, ainsi que du personnel médical et paramédical de l'hôpital d'El-Abiodh Sidi Cheikh.

Ces journées ont permis la réalisation de 64 interventions chirurgicales et 45 consultations spécialisées, a précisé la même source.

De telles initiatives, organisées périodiquement dans cet établissement hospitalier, dans le cadre des jumelages médicaux entre hôpitaux ou en partenariat avec l'Association "Les Amis du Malade", contribuent à rapprocher les services de santé des citoyens, à réduire les déplacements vers les wilayas du Nord pour se soigner, ainsi qu'à favoriser l'échange d'expériences et la formation médicale continue entre praticiens.

APS



FIÈVRE DE L'ENFANT



Les parents souvent démunis face aux bons gestes

Selon l'Inserm, les parents considèrent mal les recommandations pour faire baisser la fièvre de leur enfant. Face à ce symptôme, ils ont tendance à paniquer et oublier les premiers gestes à faire.

La fièvre chez l'enfant suscite parfois une peur irrationnelle qui tend à surcharger les ca-

binets de médecins et les urgences pédiatriques alors que des recommandations de bonne pratique vont largement étalées pour gérer correctement ce symptôme. Pour vérifier comment les parents se comportent face aux pics de fièvre de leur enfant, les chercheurs de l'Institut national de la santé et de la

recherche médicale (Inserm) ont interrogé les parents de plus de 6 500 enfants âgés de 6 mois à douze ans et présentant une fièvre depuis moins de 48 heures.

« Les résultats montrent que 89 % des parents mesurent bien la température de leur enfant, les chercheurs de l'Institut national de la santé et de la

recherche médicale (Inserm) ont interrogé les parents de plus de 6 500 enfants âgés de 6 mois à douze ans et présentant une fièvre depuis moins de 48 heures.

« Les résultats montrent que 89 % des parents mesurent bien la température de leur enfant, les chercheurs de l'Institut national de la santé et de la

recherche médicale (Inserm) ont interrogé les parents de plus de 6 500 enfants âgés de 6 mois à douze ans et présentant une fièvre depuis moins de 48 heures.

Les bébés deviennent quand vous allez les câliner

Dès l'âge de 2 mois, les bébés sont capables d'anticiper quand vous allez les prendre dans vos bras.

Est-ce l'instinct ou simplement l'expérience acquise au fil de vos tête-à-tête avec bébé ? Quoi qu'il en soit, dès l'âge de 2 mois, les nourrissons sont capables d'anticiper le moment où vous allez les prendre dans vos bras et ils se mettent en position pour mieux se laisser attraper et câliner. C'est ce qui ressort d'une étude menée par les chercheurs de l'Université de Portsmouth, qui vient d'être publiée dans le magazine de psychologie PLOS ONE.

Pour cette étude, dirigée par le Professeur de Psychologie du comportement Vasudevi Reddy, les chercheurs ont étudié deux groupes de bébés : l'un composé de 18 bébés âgés de 3 mois et l'autre de 10 nourrissons ayant entre 2 et 4 mois. Tous étaient installés sur des tapis de sol afin de pouvoir étudier la position de leurs corps à trois moments bien précis : lorsque leur maman leur parlait, lorsque leur maman s'approchait d'eux avec l'intention de les prendre dans leurs bras puis au moment où elles les prenaient dans leurs bras. « Nous nous sommes rendus compte qu'à l'approche de leur maman, les bébés raidissaient leur corps et se mettaient en position d'être portés », explique le Pr Reddy. « Lorsque leur maman s'approche, ils anticipent le fait d'être pris dans les bras et ajustent leur corps pour être plus compacts. Certains, même, lèvent carrément les bras. Des mouvements qui apparaissent chez les bébés de 2 mois qui sont beaucoup plus évidents encore chez les bébés de 4 mois », insistent les chercheurs.

Pour savoir pourquoi il pleure, regardez ses yeux

Les parents qui n'arrivent pas à savoir si leur enfant pleure parce qu'il a faim, soit ou à besoin d'être changé devraient regarder si ses yeux sont ouverts ou fermés, estime une étude.

Pour comprendre les pleurs de bébé, il se faut regarder ses yeux. Des chercheurs de l'université de Valencia en Espagne pensent avoir découvert l'astuce pour décrypter les causes des hurlements de bébé.

En observant les pleurs de 20 bébés âgés de 3 à 18 mois et la façon dont les parents réagissent, ils en ont tiré des conclusions qui pourraient bien servir aux jeunes parents désemparés. Concrètement, si bébé pleure en gardant les yeux ouverts, cela signifie qu'il est effrayé ou en colère selon l'étude. Mais quand les yeux sont fermés, c'est que bébé a mal quelque part.

Se fier à l'intensité des cris de bébé peut aussi renseigner sur les causes du chagrin : les pleurs sont moins forts quand bébé pleure parce qu'il est en colère. En revanche, ils gagnent en intensité quand l'enfant pleure parce qu'il a peur ou qu'il souffre.

Pleurer est le principal moyen dont dispose un bébé pour communiquer et exprimer ses émotions négatives, explique le Dr Mariano Cholz, directeur de l'étude. Bien qu'il soit difficile de reconnaître distinctement la raison des pleurs, on a constaté que lorsque les bébés pleurent de douleur ils manifestent une réaction plus affectée que lorsqu'ils pleurent de peur ou de colère. Et d'ajouter : « Quand les bébés pleurent de colère ou de peur ils gardent les yeux ouverts alors qu'ils les ferment quand ils pleurent de douleur ».

La douleur est l'émotion la plus facile à repérer pour les parents, précise l'étude parue dans le *Spanish Journal of Psychology*. L'in-

SOMMEIL DE L'ENFANT L'importance des bonnes habitudes

Les troubles du sommeil ne sont pas réservés qu'aux adultes, les tout-petits peuvent également souffrir de difficultés d'endormissement et de réveils nocturnes. Le docteur Pascale Grizkic, médecin du sommeil de l'enfant, apporte des solutions concrètes pour résoudre ces problèmes.

Quels sont les troubles du sommeil les plus fréquents chez l'enfant de la naissance à trois ans ?

Le plus souvent, les parents ne consultent pour des problèmes de difficultés d'endormissement et pour des réveils nocturnes. L'enfant s'oppose au moment du coucher, ce qui comporte des conséquences terribles pour la famille. Les parents sont épuisés et cet état de fatigue peut entraîner des problèmes de couple, des dépressions et une perturbation générale de l'équilibre familial. Le moment le plus critique se situe vers l'âge de deux ans, quand l'enfant apprend l'autonomie et teste les limites de ses parents. Le moment du coucher devient conflictuel et il est essentiel de poser des limites.

Quelles sont les principales causes de ces troubles ?

Pour les difficultés d'endormissement, souvent liées aux réveils nocturnes d'ailleurs, la cause se trouve la plupart du temps dans un mauvais comportement au moment du coucher. Certains parents prennent l'habitude d'endormir l'enfant dans leurs bras ou dans leur lit, d'autres passent trop de temps avec lui avant de le coucher, l'endorment avec un biberon ou allument la télé. Dans d'autres cas, la cause réside dans une recherche d'intimité avec les parents, lorsque les journées sont chargées et que l'enfant se sent comme « un paquet » transporté de la maison à la maison et puis au lit, sans avoir passé un moment au calme avec ses parents.

Des traumatismes familiaux, des siestes trop longues ou encore, une absence d'autorité de la part des parents, peuvent aussi perturber le sommeil de l'enfant. Mais parfois, des troubles comme les cauchemars, des terreurs



nocturnes, un sommeil agité, des ronflements et un endormissement dans une position anormale peuvent cacher des problèmes d'apnées du sommeil.

Entre autres, dans certaines situations, c'est normal que l'enfant dorme mal : la structure de son sommeil évolue beaucoup pendant sa première année de vie, les réveils pour causes physiologiques sont fréquents. S'il est malade, si la température de la pièce n'est pas adaptée et s'il traverse une période de changements qui le perturbe, son sommeil sera mauvais.

Que peuvent faire les parents pour prévenir ou soulager un mauvais sommeil ?

Avant tout, ils ne doivent pas s'inquiéter : chez un enfant en bonne santé, les troubles du sommeil ont rarement des conséquences sur son développement et ses fonctions intellectuelles. D'habitude, il compense pendant la journée en faisant des pauses et des siestes. Si les troubles persistent et perturbent toute la famille, il faut en parler à un spécialiste au cours d'une consultation dédiée, comme en propose l'hôpital Antoine-Béchère à Clamart. La réponse à chaque problème est indivi-

duelle, au cas par cas. Mais parmi les techniques qui donnent des bons résultats, il existe la règle du 5-10-15. Une fois le bébé couché, s'il se met à pleurer, les parents doivent attendre cinq minutes puis aller le rassurer en lui expliquant, sans le toucher, que « c'est la nuit, tout va bien dans la maison, c'est le moment de dormir » si nécessaire, l'opération devra être renouvelée au bout de 10 et puis 15 minutes. En général, cette technique fonctionne au bout de 2-3 jours car l'enfant renforce la détermination de ses parents.

Dès 5-6 mois, il doit apprendre à s'endormir seul et dans son lit. Pour y parvenir, respecter un rituel d'endormissement qui rassure l'enfant est essentiel. Il faut également apprendre à repérer les signes de sommeil et le coucher dès qu'ils apparaissent. Le bébé ne doit pas prendre l'habitude de s'endormir avec une présence humaine. En tant que médecin, je cherche parfois l'existence d'un élément traumatisant pendant la grossesse et les premiers mois suivant la naissance. Le bébé est une éponge affective, il ressent tout et absorbe les angoisses parentales. Dans ce cas, lui

4 conseils pour calmer les pleurs de votre bébé

Pas toujours facile de bien interpréter et de calmer les pleurs de bébé. Surtout quand la fatigue s'accumule et que l'incompréhension s'installe. Voici quatre conseils pour que votre bébé retrouve son calme... et vous le vôtre !

Pleurs : c'est peut-être une angoisse passagère
Si vous avez fait le tour de toutes ces possibilités et que rien ne vous semble en cause, vérifiez que votre bébé ne pleure pas de mal. Il peut souffrir d'un rot coincé, d'un érythème fessier, de reflux gastrique, de colique, de maux de dents.

Pensez à prendre sa température, à lui proposer de l'eau s'il est enrhumé. Si le problème persiste et que vous observez une récurrence (après chaque repas du soir par exemple), parlez-en vite à votre pédiatre afin qu'il trouve une solution. Si rien ne semble clocher et que votre bébé pleure beaucoup, ne paniquez pas pour autant. Il exprime sûrement une malaise difficilement identifiable mais peut grave ou une angoisse passagère due à son développement.

Répondez à ses besoins sans attendre
Le meilleur moyen de calmer un bébé qui pleure c'est de répondre à ses besoins (biberon, change, câlin...) ou au moins d'essayer (le bébé comprend que vous prêtez attention à son mal-être). Les enfants comblés n'ont plus de raison de pleurer ! Évidemment, si vous suivez ce conseil, vous récolterez certainement nombre de critiques de la part de votre entourage : « Tu vas en faire un enfant gâté », « Ne le prends pas dans tes bras, il va s'habituer ! ». Que nenni ! Dans les premiers mois de sa vie, (avant de maîtriser la parole) les enfants sont dépendants de leurs parents et ne cherchent pas à les manipuler en faisant des caprices ! Ils en sont d'ailleurs incapables sur un plan cognitif. Il serait tout à fait incongru de les laisser pleurer sans essayer de les aider sous prétexte qu'ils vont « se calmer tout seuls » ou que les larmes leur permettent de se « décharger ». Aurait-on ce genre d'attitude avec un ami ou même un animal de compagnie ?

Cette croyance qu'un enfant devient difficile si on cède à ses pleurs appartient au passé. Des études prouvent même que plus les parents ont été rassurés dans leur prime enfance, plus ils deviendront des adultes confiants en eux et en

l'autre, capables de gérer leurs angoisses, en un mot « équilibrés ». L'erreur typique des parents : déployer une énergie folle à endormir un bébé dans sa chambre pour qu'il « fasse sa nuit » seul alors qu'en le gardant avec eux, l'enfant trouve paisiblement le sommeil pour plusieurs heures. Le mot d'ordre pour limiter les cris qui ne sont autres que des appels au secours (d'où leur caractère strident) : respecter le rythme et les besoins du bébé et cesser de lui demander de se comporter comme un enfant mature !

Rassurer un enfant les premiers mois de sa vie, c'est lui permettre de devenir autonome plus tard (il saura qu'il pourra compter sur vous, vous n'en pourrez l'effrayer).

Pleurs : cherchez la cause sans vous obstiner
Les pleurs d'un bébé traduisent forcément un besoin. A vous de l'identifier... Certaines mamans repèrent quels types de pleurs correspondent à la faim, la fatigue, l'angoisse. Sinon, procédez par élimination. Votre bébé a-t-il mangé et bu ? Sa couche est-elle propre (on sous-estime souvent l'impact d'une couche mouillée sur l'agacement d'un bébé) ?

A-t-il chaud ou froid (en touchant ses avant-bras, vous sentez cela très vite) ?
Quelle que chose peut-il le gêner : bruit, mauvaise odeur, tissu qui démange ? Votre bébé souhaite peut-être dormir mais s'ennuie de ne pas y parvenir ? Il s'ennuie avec ses yeux ou veut changer de lieu, de place ? Il a eu peur d'un objet ou d'une sensation et a besoin que vous le rassuriez ? Il a envie d'un contact (câlin, caresse, bisous, bercements, chanson) ? La venue du bébé, l'angoisse, l'atmosphère de la maison est tendue car vous vous êtes disputé avec le papa ? Chaque détail peut perturber un petit et il ne faut pas sous-estimer ses capacités à sentir le moindre malaise. Sans la parole, le seul moyen d'exprimer son mécontentement, sa peur, son manque se résume alors aux pleurs.

Adoptez le « maternage proximal »
Allaitement prolongé et à la demande (le sein calme une multitude de causes aux pleurs d'un bébé : faim, soif,

angoisse, ennui, tension, froid...), portage en écharpe et berceement (le bébé a vécu neuf mois en apesanteur doucement bercé par les mouvements de sa mère), contacts fréquents (câlin, chansons, caresses, massages), emmaillottage (les premiers jours de la vie, cette technique rassure le bébé qui retrouve les sensations éprouvées dans le ventre de sa mère), « cododo » (le bébé dort dans la chambre de ses parents)...

Tout ceci nécessite évidemment d'adapter son mode de vie. Cela ne signifie pas que toutes les mamans doivent prendre un congé parental de deux ans mais prévoir des solutions qui respectent au mieux les besoins de l'enfant : allaitement maternel prolongé, horaires de travail allégés pour passer du temps avec ses enfants (la qualité ET la quantité de temps passé comptent) et éviter de bousculer les rythmes (un enfant qu'on réveille aura plus de raisons de pleurer), mode de garde « maternant » (assistante maternelle ou crèche qui encourage le portage des bébés).

Trouvez du soutien
S'occuper d'un bébé, même si on ne travaille pas, constitue une charge et une responsabilité très lourdes à porter. Il est essentiel de pouvoir la partager si ce n'est quelques heures par jour en prenant le café chez une voisine ou grâce à un papa qui rentre assez tôt de son travail pour prendre le relais.

En plus de cette habitude quotidienne de sortir du tête-à-tête avec le bébé, trouver du soutien c'est aussi parler de ses difficultés avec son entourage ou des professionnels de la petite enfance : sage-femme, puéricultrice, psychologue. Les maisons vertes ou les associations de parents peuvent aider les mamans en difficulté face à un bébé « difficile » qui pleure beaucoup.

Évidemment, l'angoisse et la fatigue engendrées par une situation où le bébé ne se calme presque jamais entraînent le mal-être de l'enfant. Bref, pour passer ce cercle vicieux où chacun finit par verser autant de larmes que l'autre, osez demander du soutien à l'extérieur ! Et n'oubliez pas qu'un parent « à bout » peut commettre des erreurs irréversibles qu'il regrettera toute sa vie (syndrome du bébé secoué par exemple).

BÉBÉ PRÉMATURÉ Un nouveau moyen de prévoir les retards de développement

Des chercheurs ont trouvé un lien entre deux ratios qui se trouvent dans la matière blanche des nouveau-nés et les risques de problèmes de développement moteur des prématurés. Une découverte qui permettra d'établir la nécessité d'interventions intensives précoces en cas de besoin.

Environ 15 millions de bébés naissent prématurément chaque année, ce qui représente plus d'un bébé sur 10 dans le monde, d'après les observations de l'Organisation mondiale de la santé. Près d'un million de bébés prématurés décèdent chaque année et beaucoup d'autres souffrent d'une incapacité à vie, physique, neurologique ou en matière d'apprentissage.

Afin de prévoir si un enfant prématuré est à risque élevé de troubles de développement mo-



teur, des chercheurs de l'University College de Londres ont identifié un biomarqueur capable de détecter des anomalies difficiles à identifier avec une imagerie par résonance magnétique (IRM) classique. L'étude du professeur Giles Kendall, publiée par la revue

blanche des nouveau-nés, particulièrement fragile, à la date à laquelle ils étaient supposés voir le jour.

Un an plus tard, 40 des 43 bébés ont été analysés de nouveau, en utilisant les mêmes tests. Parmi les participants à l'étude, 15 enfants ont obtenu des scores anormaux et quatre scores prouvant une déficience cognitive.

En comparant ces résultats, les auteurs de l'étude ont conclu que les variations de deux ratios (choline et créatine), sont liées avec ces retards de développement. Selon les chercheurs, les observer permet de prévoir avec 70 % un risque élevé de problèmes de développement moteur à un an et donc d'établir si des interventions intensives précoces sont nécessaires.

L'ONU SE PENCHE SUR L'AVENIR DE LA CENTRAFRIQUE

Entre défis électoraux, paix fragile et espoir de stabilité durable

Le Conseil de sécurité des Nations Unies se réunit ce mardi à New York pour examiner la situation en République centrafricaine (RCA), un pays encore fragilisé par des années de crise politique, de conflits armés et d'instabilité institutionnelle.

Par R.A.

Cette séance d'information publique, qui sera suivie de consultations à huis clos, marque un moment décisif pour le processus de paix et les préparatifs des élections prévues le 28 décembre prochain.

La réunion sera conduite par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la RCA, Mme Valentine Rugwabiza, également Cheffe de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA). Elle présentera un exposé détaillé basé sur le dernier rapport du Secrétaire général, document qui retrace l'évolution politique et sécuritaire du pays entre juin et octobre, période marquée par de timides avancées démocratiques, mais aussi par la persistance de tensions locales et de fragilités économiques.

La participation officielle de la République centrafricaine à cette session, conformément à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, traduit la volonté des autorités de Bangui d'impliquer la communauté internationale dans la recherche de solutions durables.

L'enjeu principal de cette rencontre demeure la préparation des élections combinées "locales, législatives et présidentielle" que le pays s'approprie à organiser dans un climat encore incertain.

Les discussions au sein du Conseil porteront sur les mécanismes à mettre en place pour garantir des élections libres, transparentes et pacifiques, considérées comme une étape essentielle vers la consolidation de la paix et la restauration de la confiance citoyenne.

Selon le rapport du Secrétaire général, le gouvernement centrafricain a



déjà mobilisé 7,8 millions de dollars supplémentaires pour financer ces élections, après un premier décaissement de 7,1 millions en février dernier.

Cependant, malgré ces efforts notables, un déficit de financement de 12,4 millions de dollars persiste, compromettant la mise en œuvre complète du processus électoral. C'est pourquoi la cheffe de la MINUSCA devrait réitérer devant le Conseil un appel pressant à la solidarité internationale afin de combler ce manque crucial, rappelant que le succès des élections est indissociable de la stabilité et du développement du pays.

Outre la question électorale, la réunion abordera également la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation signé en 2019, pierre angulaire du retour progressif à la sécurité et à la coexistence pacifique entre les différentes composantes de la société centrafricaine.

Mme Rugwabiza devrait mettre en avant les efforts continus de la MINUSCA dans l'appui technique, logistique et sécuritaire aux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des anciens combat-

tants, un processus long mais essentiel pour réduire l'influence des groupes armés encore actifs dans plusieurs régions du pays.

Le rapport du Secrétaire général insiste sur la nécessité de maintenir l'engagement international en Centrafrique, tout en recommandant la prorogation du mandat de la MINUSCA pour une durée supplémentaire d'un an.

Cette mission, forte de plusieurs milliers de Casques bleus, demeure un pilier central dans la stabilisation du pays, la protection des civils et le soutien aux institutions républicaines.

Cependant, le renouvellement du mandat intervient dans un contexte particulièrement délicat pour les Nations Unies, confrontées à une crise de liquidités liée aux retards de paiement des contributions de plusieurs États membres.

Cette situation menace non seulement la continuité des opérations de maintien de la paix, mais aussi la capacité de l'Organisation à répondre efficacement aux urgences sécuritaires et humanitaires sur le terrain. Pour la communauté internationale, la Centrafrique reste un test majeur de la capacité collective à accompagner un État fragilisé vers une paix durable.

Alors que le pays s'approprie à écrire une nouvelle page de son histoire politique, l'ONU et ses partenaires régionaux sont appelés à renforcer leur soutien pour que les élections de décembre se déroulent dans un climat de sérénité et de transparence.

Entre les espoirs d'un renouveau démocratique et les menaces persistantes d'instabilité, la réunion du Conseil de sécurité s'annonce cruciale. Elle incarne la détermination de la communauté internationale à ne pas abandonner un peuple qui aspire, plus que jamais, à la paix, à la stabilité et à la dignité retrouvée.

SOUDAN

L'UA condamne l'escalade de la violence et les atrocités signalées à El Fasher

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a condamné "avec la plus grande fermeté" l'escalade de la violence et les atrocités signalées à El Fasher, au Soudan, réaffirmant le soutien et la solidarité de l'UA avec le peuple soudanais.

Dans un communiqué de presse publié lundi suite à la prise de contrôle de la ville par les Forces de soutien rapide (FSR), le président de la Commission africaine a exprimé sa "profonde préoccupation" face aux "graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire", notamment les assassinats à caractère ethnique de civils.

Il a rappelé à toutes les parties leurs obligations, en vertu du droit international, de protéger les civils et prévient que les auteurs de tels actes "odieux" devront rendre des comptes.

Dans ce sens, M. Ali Youssouf a appelé à une cessation immédiate des hostilités et à l'ouverture de couloirs humanitaires pour permettre à l'aide vitale d'atteindre les populations touchées, soulignant qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise soudanaise.

Il a, à cet effet, exhorté tous les acteurs à engager le dialogue et à s'engager dans un processus politique pacifique et inclusif, réaffirmant la solidarité de l'Union africaine avec le peuple soudanais et son soutien indéfectible à ses aspirations à la paix, à l'unité et à la démocratie.

El Fasher, chef-lieu de l'Etat du Darfour-Nord, est assiégé depuis plus d'un an par les unités des Forces de soutien rapide.

Selon l'ONU, au moins 260.000 personnes risquent de mourir de faim, de maladie ou en raison des bombardements et des attaques quasi quotidiens.

En cours depuis avril 2023, le conflit opposant l'armée soudanaise aux FSR a fait plus de 20 000 morts et déplacé quelque 15 millions de personnes, selon les Nations unies et les autorités locales.

L'ONU met en garde contre des "atrocités"

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a averti lundi que la ville d'El-Fasher, dans l'ouest du Soudan en guerre, était dans une "situation extrêmement précaire", avec un risque croissant d'"atrocités motivées par des considérations ethniques".

L'armée soudanaise n'a pas officiellement réagi à l'annonce dimanche par les Forces de soutien rapide (FSR), qui la combattent depuis plus de deux ans, de la conquête de cette grande cité du Darfour que ces paramilitaires assiègent et qui était la dernière à échapper à leur contrôle.

"Le risque de violations (des droits) et d'atrocités à grande échelle motivées par des considérations ethniques à El -Fasher augmente chaque jour", a mis en garde dans un communiqué M.

Türk, appelant à "une action urgente et concrète" pour y "garantir la protection des civils" et "un passage sûr pour ceux qui tentent de rejoindre un lieu relativement sûr".

Le Haut-Commissaire a déclaré que son bureau avait reçu des informations faisant état d'exécutions sommaires de civils essayant de fuir et que des éléments faisaient penser à des mobiles à caractère ethnique.

Il a décrit le contenu de plusieurs vidéos dans lesquelles on pouvait voir "des dizaines d'hommes non armés abattus ou étendus morts", entourés des FSR les accusant de se battre pour l'armée soudanaise.

M. Türk a également cité des informations selon lesquelles des centaines de personnes avaient été arrêtées alors qu'elles cherchaient à fuir, notamment un journaliste.

"Compte tenu des réalités passées" dans le nord du Darfour, "le risque de violences sexuelles, en particulier contre les femmes et les filles, est extrêmement élevé", a mis en garde le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Il a également souligné que de nombreux civils parmi lesquels des humanitaires bénévoles locaux avaient péri à la suite de tirs à l'artillerie lourde du 22 au 26 octobre.

APS

CÔTE D'IVOIRE

Alassane Ouattara réélu président

Alassane Ouattara a été réélu lundi président de la Côte d'Ivoire, un quatrième mandat obtenu sur un score écrasant.

M. Ouattara, 83 ans, qui affrontait quatre opposants,

a obtenu 89,77% des suffrages, selon les résultats provisoires proclamés par la Commission électorale indépendante (CEI).

La participation s'élève à 50,1%, sur les 8,7 millions

Ivoiriens appelés aux urnes samedi.

Dans le nord, région dominée par les partisans de M. Ouattara, le président a fait carton plein, avec parfois des scores dépassant 99%

comme dans la localité de Kong, un de ses bastions, et une participation au-delà de 90%. "C'est sans appel", commentaient les analystes sur le plateau de la NCI, une chaîne ivoirienne privée.

MAROC

Le mouvement de jeunesse maintient ses revendications et exige la libération de tous les détenus

Le mouvement de la jeunesse marocaine a poursuivi dimanche, pour la deuxième journée consécutive, ses manifestations entamées il y a deux mois, réitérant ses revendications de lutte contre la corruption et d'instauration de la justice sociale dans les secteurs de la santé et de l'éducation, tout en insistant sur la libération de l'ensemble des détenus et la fin des procès "politiques" intentés contre les militants.

De nouvelles manifestations ont eu lieu à Casablanca, la plus grande ville du royaume, et à Rabat, où les protestataires ont scandé des slogans appelant à la libération de tous les prisonniers et au départ du gouvernement d'Aziz Akhannouch, accusé d' "échec dans la gestion des affaires publiques et dans la lutte contre la corruption au sein de l'administration et du gouvernement du Makhzen".

Le mouvement a dénoncé l'arrestation de 1.000 jeunes et 330 mineurs, affirmant que "ces détenus et leurs

familles placent de grands espoirs dans le mouvement de protestation pour recouvrer leur liberté".

Le mouvement, qui affirme vouloir poursuivre les manifestations jusqu'à satisfaction de ses revendications, estime qu' "il n'est pas opportun de faire confiance aux promesses du gouvernement du Makhzen d'améliorer les conditions de vie, les services publics et de développer les zones marginalisées sans une réelle pression populaire".

Il a souligné que "l'absence de reddition de comptes dans les affaires de corruption et le maintien des procès politiques contre les militants du mouvement sont autant d'indicateurs qui poussent le mouvement à s'en tenir à l'option de la rue". Les jeunes manifestants ont réclamé la mise en place de mécanismes concrets de lutte contre la corruption, les conflits d'intérêts et pour la reddition des comptes, ainsi que la libération de tous les détenus et la fin des souffrances de leurs familles.

Dans ce climat de colère sociale, "la jeunesse du parti démocratique travailliste" a critiqué la "gestion superficielle" adoptée par le Makhzen face à la montée des revendications sociales, estimant que "la véritable solution réside dans l'éradication de la corruption et du despotisme, et dans la libération de tous les prisonniers politiques".

Dans un communiqué, le parti a souligné que "la dégradation des deux secteurs (santé et social) ne découle pas uniquement d'un manque de financement, mais résulte de décennies de politiques néolibérales fondées sur la privatisation, la corruption structurelle et la dépendance aux institutions financières internationales".

Les protestations du mouvement de jeunesse ont débuté le 27 septembre dernier, atteignant leur paroxysme début octobre, notamment après le recours à la répression policière, qui a fait trois morts et des dizaines de blessés par balles.

JAIR BOLSONARO CONTRE-ATTAQUE

L'ancien président brésilien fait appel de sa condamnation à 27 ans de prison pour tentative de coup d'État

L'ancien président du Brésil, Jair Bolsonaro, refuse de se résigner à sa lourde condamnation.

Par R. I

Lundi, sa défense a officiellement déposé un recours en appel contre la décision de la Cour suprême brésilienne qui l'a condamné, le 11 septembre dernier, à vingt-sept années de réclusion pour tentative de coup d'État.

Cette condamnation historique marque l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire politique contemporaine du Brésil, où l'extrême droite, battu dans les urnes en 2022, est accusé d'avoir cherché à se maintenir au pouvoir par la force.

Agé de 70 ans, Jair Bolsonaro, président du Brésil de 2019 à 2022, avait vu sa carrière politique s'effondrer après sa défaite face à Luiz Inácio Lula da Silva lors du second tour de l'élection présidentielle d'octobre 2022.

Selon le verdict rendu par la Cour suprême, il aurait été le chef d'une véritable « organisation criminelle » dont l'objectif était de remettre en cause le résultat des urnes et d'imposer un maintien autoritaire de son pouvoir, quitte à piétiner les institutions démocratiques du pays.

Ce procès, qualifié d'histo-rique par la presse brésilienne et internationale, s'inscrit dans une période de forte polarisation politique au Brésil.

Les magistrats ont estimé que Bolsonaro avait utilisé l'appareil d'État et ses partisans les plus radicaux pour fomenter un plan visant à saper la démocratie et à contester la légitimité du scrutin présidentiel.

Le jugement, rendu après plusieurs mois d'audiences et de révé- lations accablantes, a été accueilli avec soulagement par une partie de la population, mais aussi avec colère par ses fidèles, qui continuent de le présenter comme victime d'un « procès politique ».

Dans le document soumis en appel, la défense de Jair Bolsonaro conteste la décision de la Cour suprême, dénonçant des « ambiguïtés, omissions, contradictions et obscurités » dans le verdict rendu.

Les avocats affirment vouloir rétablir « la vérité judiciaire » et dénoncent ce qu'ils considèrent comme une interprétation politique des faits.

Ils réclament une ré-évaluation complète du

dossier, espérant obtenir une réduction de la peine, voire une annulation du jugement.

La Cour suprême n'a fixé aucun calendrier pour examiner ce recours, laissant planer une incertitude quant à la suite judiciaire du dossier.

Selon la loi brésilienne, Bolsonaro ne pourra être incarcéré qu'une fois tous les recours épuisés, une procédure qui pourrait s'étendre sur plusieurs mois, voire plusieurs années.

En attendant, l'ancien président demeure assigné à résidence depuis le mois d'août, sur décision du juge Alexandre de Moraes, qui supervise l'affaire.

Ce dernier a justifié cette mesure en arguant que Bolsonaro avait violé une précédente interdiction de s'exprimer sur les réseaux sociaux, une plateforme qu'il avait souvent utilisée pour galvaniser ses partisans et diffuser ses positions controversées.

Ce rebondissement judiciaire survient alors que le Brésil tente de tourner la page d'une période politique tumultueuse, marquée par des divisions profondes et une méfiance persistante envers les

institutions. La condamnation de Bolsonaro, qui fut autrefois un héros pour une partie de la droite brésilienne, illustre la fermeté des juges face aux dérives autoritaires et à toute tentative de déstabilisation démocratique.

Mais au-delà du cas Bolsonaro, ce procès interroge sur l'avenir du pays.

Le Brésil se retrouve à la croisée des chemins : entre le besoin de justice et le risque d'alimenter un ressentiment politique déjà explosif.

Tandis que Lula da Silva s'efforce de reconstruire la cohésion nationale et de redorer l'image du Brésil sur la scène internationale, l'ombre de son prédécesseur continue de hanter la vie politique du pays.

L'appel déposé par Jair Bolsonaro ouvre un nouveau chapitre dans une saga judiciaire hors norme.

Qu'il soit finalement confirmé ou annulé, le verdict final fera date et déterminera, d'une manière ou d'une autre, la place que l'histoire réservera à celui qui aura tenté, selon la justice brésilienne, de défier la démocratie au nom de son pouvoir perdu.

PALESTINE

Cessez-le-feu à Gaza : l'UNRWA est toujours confrontée à l'interdiction d'activer

L'Office des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a affirmé que ses équipes étaient toujours confrontées à l'interdiction d'acheminer de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, imposée par l'entité sioniste en dépit du cessez-le-feu en vigueur depuis le 10 octobre courant, faisant savoir qu'elle dispose pourtant des quantités suffisantes pour satisfaire les besoins des Gazaouis.

Dans un rapport de situation sur la crise humanitaire dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée, y compris El Qods-Est, rendu public lundi, l'UNRWA a indiqué que son personnel n'est toujours pas le bienvenu dans les territoires palestiniens occupés.

"L'accès au territoire palestinien occupé (la bande de Gaza et la Cisjordanie occupée, y compris El Qods-Est) est interdit à tout personnel international de l'UNRWA.

Cette mesure fait suite à l'adoption, le 28 octobre 2024, par le parlement de l'entité sioniste de deux lois interdisant les opérations de l'UNRWA", a noté le rapport, faisant observer que depuis fin janvier 2025, l'entité sioniste "n'a accordé ni visa ni permis d'entrée au personnel international de l'Office pour le territoire palestinien occupé, y compris Gaza".

Le rapport note que l'UNRWA dispose, pourtant, "de colis alimentaires pour 1,1 million de personnes, de farine pour 2,1 millions de personnes et de fournitures pour abris pour jusqu'à 1,3 million de personnes".

L'UNRWA a indiqué, toutefois, que malgré ces restrictions, "ses équipes sont revenues, le 11 octobre, soit le lendemain de l'entrée du cessez-le-feu, pour servir la population déplacée de la ville de Gaza en lui fournissant des services vitaux, notamment l'enlèvement des déchets solides, le transport d'eau par camion et la réhabilitation des puits d'eau".

L'Agence onusienne a fait savoir, à ce sujet, qu'"environ 12 000 membres du personnel palestinien de l'UNRWA à Gaza continuent de fournir services et assistance à toute une population dans le besoin".

S'attardant sur l'évolution de la situation dans la bande de Gaza après l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu dans l'enclave, l'UNRWA a fait savoir qu'après le début du cessez-le-feu, des mouvements de population à grande échelle ont été enregistrés par le Groupe de gestion des sites, principalement du sud vers le nord de Gaza.

"Au total, 545 737 déplacements ont été recensés depuis le 10 octobre", a-t-elle indiqué.

L'UNRWA a souligné toutefois que les besoins en termes de prise en charge sanitaire et d'éducation sont énormes dans l'enclave palestinienne, à la lumière des destructions causées par deux ans d'agression de l'entité sioniste.

Abordant la situation en Cisjordanie occupée, y compris à El Qods-Est, l'UNRWA a noté que "les attaques répétées des colons sionistes contre les communautés palestiniennes se poursuivent, principalement contre les Palestiniens participant à la récolte annuelle des olives".

"Quelque 3 000 arbres et jeunes arbres auraient été vandalisés rien qu'en octobre. Ce mois-ci est en passe d'enregistrer le plus grand nombre d'incidents de violence et de harcèlement de la part des colons depuis que l'UNRWA a commencé à surveiller la situation en 2013", a-t-elle noté. Elle a ajouté que le gouvernement sioniste a adressé de multiples avis d'expulsion à des propriétaires palestiniens à Qalandiya, au nord d'El Qods-Est.

Cisjordanie occupée : trois Palestiniens tombent en martyrs sous les balles des forces d'occupation sionistes à Jénine

Trois Palestiniens sont tombés en martyrs sous les balles des forces d'occupation sionistes, à l'ouest de Jénine, en Cisjordanie occupée, a rapporté mardi l'agence de presse palestinienne Wafa.

Les forces d'occupation ont pris d'assaut le village de Kafr Qud avec des renforts militaires, encerclé un site sur l'une des terres agricoles de cette localité et tiré à balles réelles sur trois jeunes Palestiniens, qui sont tombés en martyrs, souligne Wafa, relevant que les corps des victimes ont été retenus par les soldats sionistes.

L'armée sioniste a également visé un véhicule au même endroit, l'incendiant ainsi que plusieurs oliviers alentour, ajoute la même source.

APS

ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST

La Malaisie transmet la présidence 2026 de l'ASEAN aux Philippines

La Malaisie a symboliquement transmis mardi la présidence 2026 de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) aux Philippines.

Le Premier ministre malaisien

Anwar Ibrahim a passé le relais de l'organisation, réunissant 11 pays, au président philippin Ferdinand Marcos, à l'issue du 47e sommet de l'ASEAN, tenu à Kuala Lumpur, en Malaisie.

"Au premier jour de 2026, l'ASEAN entamera un nouveau chapitre", a affirmé lors d'une cérémonie M. Anwar, dont le pays assure la présidence jusqu'à fin 2025.

LIBAN

Les attaques de l'armée sioniste contre la Finul sont "inacceptables"

Les Nations unies ont condamné les récentes attaques de l'armée sioniste contre une patrouille de la force de maintien de la paix au Liban (FINUL), les qualifiant d'"inacceptables".

"Nous sommes très préoccupés par l'incident survenu dimanche, lorsqu'un drone de l'armée sioniste a lancé une grenade à proximité d'une patrouille de la FINUL, suivi du tir d'un char sioniste sur les Casques bleus à Kfar Kila, dans la

zone d'opérations de la FINUL", a déclaré le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors d'une conférence de presse à New York. Cet incident fait suite à un précédent dans le même secteur, où un drone sioniste avait survolé de manière agressive une patrouille de la FINUL, a ajouté Dujarric, précisant que "les Casques bleus ont employé des contre-mesures défensives pour neutraliser le drone". Il a souligné que "toute ac-

tion mettant en danger la sécurité des Casques bleus est totalement inacceptable et doit cesser immédiatement".

La FINUL avait rapporté dimanche qu'un drone et des tirs de char de l'armée avaient visé une patrouille près de Kfar Kila, dans le sud du Liban, et qu'un survol agressif de drone avait conduit les Casques bleus à prendre des mesures défensives.

La FINUL opère dans le sud du Liban depuis 1978 et a été renforcée

de manière significative par la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU après la guerre de 2006. Selon les termes d'un cessez-le-feu en vigueur depuis fin novembre 2024, l'armée sioniste devait se retirer du sud du Liban avant janvier 2025, mais elle n'a effectué qu'un retrait partiel, poursuivant ses agressions contre les villes et villages du sud du pays causant à chaque fois des pertes humaines et matérielles.

EL-OUED CÉLÈBRE LA BEAUTÉ SPIRITUELLE Clôture éclatante du 12^e Festival de la musique et du chant soufis

C'est dans une atmosphère empreinte de ferveur artistique et de spiritualité que s'est clôturée, dans la nuit de lundi à mardi, la 12^e édition du Festival local de la musique et du chant soufis à la Maison de la culture Mohamed-Lamine Lamoudi d'El-Oued.

Par R. C

Durant quatre jours d'émotions et de découvertes musicales, la capitale du Souf a vibré au rythme des voix mystiques, des mélodies ancestrales et des rythmes envoûtants porteurs de la mémoire collective et de l'identité spirituelle algérienne.

La soirée de clôture, haute en couleur et en émotions, a consacré la vedette de la chanson soufie Mosâab Zouari, couronné du prestigieux « Ardjoun d'Or » pour sa magistrale interprétation du morceau « Rab-bani Trebak Ya Souf », joyau du patrimoine lyrique de la région.

Son timbre puissant, sa maîtrise vocale et son interprétation empreinte de dévotion ont ému un public conquis.

Le jury, impressionné par son talent, lui prédit un avenir prometteur sur la scène de la musique soufie, où se mêlent mystique, poésie et héritage

spirituel. Le « Ardjoun d'Argent » est revenu à Naâman Kenioua, dont la prestation de « Ya Samia » a fait chavirer le public mélomane, tandis que la jeune Rania Sellami s'est distinguée par sa sensibilité et sa sincérité avec un chant empreint de nostalgie et d'amour pour la patrie, remportant ainsi le « Ardjoun de Bronze ».

Ces artistes, à la fois héritiers et rénovateurs de la tradition soufie, ont su raviver l'âme du patrimoine musical local avec modernité et émotion.

La cérémonie a également mis à l'honneur la nouvelle génération, avec le Prix du petit artiste décerné conjointement à Raed Mansour et Ali Kahmane, jeunes prodiges aux voix pleines de promesses. Le Prix du meilleur joueur de zorna a distingué Moad Djorni, virtuose d'un instrument emblématique du patrimoine populaire, tandis que le Prix du meilleur claviériste a été remis à Abdelmalek



Khalef pour son talent et sa créativité. Quant au Prix du meilleur créateur de contenu, il a été attribué au journaliste Sadek Salem, salué pour sa contribution à la diffusion numérique de la culture soufie.

Au-delà de la compétition, le festival s'est imposé comme un véritable espace d'échanges et

de formation, grâce à une journée d'étude sur le statut de l'artiste, animée par des membres du Conseil national des arts et des lettres, ainsi qu'à un master-class en arrangement musical dirigé par le maestro Aïssa Moulay.

Une conférence sur la chanson soufie entre folklore et en-

registrement numérique a également permis de questionner les voies d'adaptation de cet art millénaire à l'ère technologique.

Placée sous le thème évocateur « La chanson soufie, mémoire de l'identité nationale », cette 12^e édition a été marquée par une forte participation d'artistes venus de différentes régions du pays, unis par une même quête : préserver et transmettre l'esprit du soufisme à travers la musique.

Ainsi, El-Oued, cité des palmiers et du savoir, a réaffirmé, le temps d'un festival, son rôle de bastion culturel et spirituel, où la musique devient un langage de paix, d'unité et de mémoire.

Une clôture en apothéose pour une édition qui a su allier tradition, innovation et émotion, inscrivant encore une fois la chanson soufie au cœur du patrimoine culturel vivant de l'Algérie.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT-MÉTRAGE À TIMIMOUN

Intenses préparatifs pour la réussite de la manifestation

D'intenses préparatifs sont entrepris à Timimoun pour réunir les conditions nécessaires à la réussite de la première édition du Festival international du court-métrage prévu du 13 au 18 novembre prochain, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

La rencontre de coordination présidée par les autorités locales, au siège de la wilaya, en présence du commissaire du Festival, de son directeur technique, du représentant du ministère de la Culture et des Arts et des directeurs exécutifs de la wilaya, a permis de faire le point sur les dispositions afférentes au Festival et la répartition des différentes tâches aux parties participantes à l'organisation de cette manifestation artistique.

Dans son intervention, le wali de Timimoun, Benamar Souna, a mis en avant l'importance que revêt cet événement international dont les différentes parties organisatrices ont été conviées de prendre les dispositions nécessaires et de mobi-

liser les moyens humains et matériels nécessaires pour sa réussite. Le chef de l'exécutif a soutenu que cette manifestation devrait contribuer à la promotion du riche patrimoine culturel national à échelles continentale et internationale.

Plus d'une cinquantaine de documentaires et de courts métrages de 10 mn à 40 mn seront projetés par des réalisateurs représentant plus de vingtaine de pays qui auront à concourir pour les meilleurs court-métrage, documentaire et film national, et des meilleurs scénario et mise en scène.

Cette manifestation prévoit également la projection de deux films sur le patrimoine culturel S'bouâ et l'Ahellil, à travers les structures culturelles de la wilaya, la salle de cinéma, le théâtre en plein-air et le centre algérien du patrimoine culturel bâti en terre (CAPTERRE), objet d'aménagement pour accueillir les activités de cette manifestation internationale.

DJELFA

Lancement de la 2^e édition de la manifestation "Panorama du cinéma de la Révolution"

La 2^e édition de la manifestation "Panorama du cinéma de la Révolution" a été lancée, lundi dans la wilaya de Djelfa, à l'initiative de la maison de la culture Ibn-Rochd et en coordination avec le Centre algérien de la cinématographie.

D'une durée de cinq jours, cet événement culturel s'inscrit dans le cadre du programme de célébration du 71^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, ainsi que dans la perspective de dynamiser la scène culturelle locale, a indiqué à l'APS, le directeur de la maison de la culture, Mokhtar Seddiki.

La manifestation prévoit l'organisation de six (6) ateliers techniques et artistiques dans le domaine du cinéma, portant sur le renforcement des compétences des jeunes créateurs dans les domaines du montage, de l'ingénierie du son et de l'image, de l'écriture de scénarios et de la production de courts métrages, ainsi que sur les techniques de conception des costumes.

A cette occasion, le hall de la maison de la culture abrite, également, une exposition présentant des affiches de films et des créations du 4^e art évoquant les exploits et les gloires de la Révolution de libération. Cette activité a attiré un nombreux public parmi les amateurs de culture et de cinéma.

Le réalisateur Salem Nafti, assurant l'encadrement de l'atelier sur les costumes, a souligné que cette édition, englobant des conférences sur l'histoire du cinéma, sera couronnée par un hommage rendu à des artistes créateurs du domaine.

Pour sa part, le critique de cinéma syrien Mohamed Abidou, qui avait également pris part à la 1^{ère} édition, a estimé que cette 2^e édition va contribuer à élargir les connaissances des participants aux ateliers de formation artistique, tout en permettant au public de découvrir les œuvres du cinéma algérien, notamment les films révolutionnaires, de fiction ou documentaires.

MUSIQUE

Décès du batteur américain de jazz Jack DeJohnette

Le batteur américain Jack DeJohnette, figure majeure du jazz moderne qui a collaboré avec Miles Davis ou Keith Jarrett, est mort à l'âge de 83 ans, ont annoncé lundi des médias.

"Il s'est éteint paisiblement à l'hôpital à Kingston, dans l'Etat de New York, entouré de sa femme, de sa famille et de ses amis proches" est-il précisé. Selon plusieurs médias, son décès, dû à une insuffisance cardiaque, s'est produit dimanche.

Né à Chicago en 1942, Jack DeJohnette a travaillé avec les plus grands noms du jazz à partir des années 1960, jouant avec Herbie Hancock ou encore Miles Davis, notamment sur l'album "Bitches Brew" en 1969. Dans les années 1980, il forme un célèbre trio avec le pianiste Keith Jarrett et le contrebassiste Gary Peacock. Musicien prolifique, Jack DeJohnette a également signé de nombreux albums solo, mêlant jazz, musiques du monde et expérimentations sonores.

M'SILA

Ouverture du 8^{ème} Salon national de la photographie



La huitième édition du Salon national de la photographie s'est ouverte mardi à M'sila à l'initiative de la maison de la culture Guenfoud Hamlaoui sous le slogan "la photo, poulis d'une mémoire qui ne s'éteint point".

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de cet établisse-

ment, Mourad Benaïssa, a précisé que 28 photographes de 19 wilayas du pays participent à cet événement culturel qui se poursuivra au 30 octobre courant.

Cette édition est dédiée aux thèmes liés à la mémoire et au patrimoine matériel et immatériel des différentes régions du pays ainsi qu'à la glorieuse ré-

volution de libération nationale abordée sous divers angles créatifs par les artistes participants, a ajouté le même responsable.

Le vernissage du Salon s'est déroulé en présence d'un grand nombre d'artistes et photographes de la wilaya de M'sila.

APS

La numérisation une véritable passerelle vers une Algérie prospère

La bataille du numérique est au cœur de la Nouvelle Algérie. Elle est à la base des enjeux du développement économique et social du pays dans son projet de réforme systémique pour un arrimage aux défis de la globalisation...

Par Mohamed Medjahdi

La numérisation est d'ores et déjà un domaine qui avide les pays. Elle reste un élément irréductible pour éterniser le développement et la compétitivité. Dans ce contexte l'Algérie a déjà mis en évidence une panoplie d'outils pour suivre l'évolution moderne hissant l'étendard du développement.

Depuis ces dernières années, la numérisation de notre environnement a considérablement progressé. Mais la contagion de ce monde numérique s'est accentuée depuis l'apparition de la pandémie de la Covid-19. Une contamination qui avait annoncé déjà une mutation, qui s'accélère déjà avec la décision politique de faire de la numérisation un dossier prioritaire.

Grâce à la numérisation, l'Algérie possède une grande chance de se lancer plus vite dans son développement. Et pour cause la numérisation contribue au développement, local, régional, et national...

L'introduction du numérique au sein de tous les secteurs comme l'exige le président de la république Abdelmadjid Tebboune constitue un réel jalon pour la construction d'une économie nationale moderne et un Etat prospère.

Il s'agit d'une aubaine pour le succès des start-up, et une transformation profonde de la vie des entreprises. Les enjeux sont de taille, notamment une modernisation et adaptation de l'ensemble de la société ou de l'entreprise au monde du 21ème siècle, marqué par la compétitivité, la croissance, et l'emploi. En effet, estimant bon nombre de spécialistes, l'économie numérique pourrait être un nouveau paradis pour les entreprises, à condition que tous les acteurs s'y mettent. « La numérisation est une opportunité pour moderniser notre économie, et la transformation numérique de l'économie est une chance que le pays doit saisir pour combler son retard économique. » soulignent les économistes, affirmant que « Pour les entreprises, la numérisation est un impératif pour être compétitives. Dans l'économie numérique, la concurrence est à la portée d'un clic et les entreprises accroissent leur dépendance aux consommateurs désormais capables de mettre en concurrence, en permanence les offres disponibles. »

Et pour que les entreprises numériques innovent davantage afin d'améliorer sans cesse leur promotion et leur rentabilité, le président a aussi plaidé pour un haut débit d'Internet, et instruit pour endiguer le phénomène de la lenteur et des coupures. Cette décision du chef de l'Etat vise à créer la fluidité des échanges informationnels et la performance des réseaux numériques.

Tout simplement, les nouvelles technologies et le numérique ont toute leur place dans ce nouvel Agenda et seront un élément essentiel de son succès. En réduisant les coûts de transaction et de coordination, en générant du lien entre les personnes, en diminuant les coûts de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information et en facilitant l'innovation, le numérique offre des opportunités considérables pour relever ces défis.

Secteur économique en forte croissance et créateur d'emplois, le numérique est aussi un levier pour renforcer l'efficacité de tous les secteurs de l'activité humaine : dans l'administration comme dans les entreprises, dans l'agriculture, le commerce, le développement urbain, la santé, l'éducation, la formation, les médias, le secteur financier ou



encore l'accès à l'énergie. Facteur d'innovation transverse, le numérique génère partout de nouveaux usages et contribue à transformer les modèles, qu'ils soient économiques, sociaux ou politiques.

Professeur Benleulmi Zoubir spécialiste en management a insisté, sur les enjeux de la numérisation et les conséquences sur la souveraineté du pays. « Il faut prendre des mesures au niveau législatif et au niveau technique pour assurer la souveraineté sur les données des Algériens collectées par les grandes sociétés, qu'elles soient nationales ou internationales. Nous avons besoin de l'intelligence de nos meilleurs experts dans tous les domaines pour nous adapter à ce nouveau monde. Formons-les, équipons-les, responsabilisons-les et ils sauront nous éclairer. » A estimé ce professeur ex PDG de l'école internationale White See Business School de Sidi Abdellah à Alger.

Les administrations, l'université et les hôpitaux se digitalisent à Tlemcen

Un petit voyage au pays du numérique, à travers certaines administrations et infrastructures sanitaires dans la wilaya de Tlemcen, montre à quel point le monde administratif se modernise davantage. En un clic, le citoyen peut देखer chez lui demander n'importe quel document.

Ces institutions sont en train de remodeler leurs pratiques, leurs formations et même leur langage à partir de l'idiome des bienfaits numériques.

Dans le secteur de la justice, cette modernisation s'inscrit dans la dynamique de réforme de l'Etat et dont le principal but final, est d'améliorer le service rendu au justiciable. Derrière l'écran, le citoyen peut demander son casier judiciaire, voir les dates des audiences, retirer le certificat de nationalité...

Ce secteur à l'instar d'autres villes a réalisé d'importants progrès en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication et de transformation vers le monde numérique. Plusieurs projets ont été concrétisés afin d'atteindre une justice moderne, conforme aux normes internationales, en simplifiant et en améliorant les procédures judiciaires et administratives..., grâce à la mise en place et le développement d'un réseau de communication interne consacré au secteur de la justice, reliant l'administration centrale à toutes les juridictions, les établissements pénitentiaires et les organismes sous tutelle à l'aide de la fibre optique.

D'autres efforts verront la concrétisation d'une justice numérique, qui permettra aux avocats, de retirer les copies ordinaires des jugements et arrêts signés

électroniquement, ainsi qu'une possibilité de suivre le cours des affaires et de consulter les dispositifs des jugements, via le portail web du ministère de la Justice.

Par ailleurs, le projet du ministère de l'intérieur (MICL) a permis la modernisation des administrations des Daïra, communes et wilayas. Plus d'attente pour le retrait d'un acte de naissance. La numérisation a fini par endiguer la bureaucratie de l'état civil qui délivre l'acte de naissance une semaine après le dépôt de la commande. Aujourd'hui et grâce à cette technologie, le citoyen peut aisément retirer les documents demandés. L'opération de numérisation des registres du service d'état civil a été définitivement achevée au niveau de toutes les communes de la wilaya. Cette action permettra aux citoyens de retirer leurs documents de n'importe quelle région du pays grâce au réseau automatisé.

Autres bienfaits de la numérisation au sein du secteur de la culture de Tlemcen, le lancement et l'achèvement d'une opération de numérisation des manuscrits. C'est le cas de l'annexe du Centre national des manuscrits de Tlemcen qui a numérisé des dizaines de manuscrits liés au « Fikh » et la « Sira Ennabawiya ». Toutes ces actions, a-t-on expliqué, s'inscrivent dans le cadre de la préservation des manuscrits et la création d'une bibliothèque numérique.

Pour sa part, la direction du commerce de Tlemcen a pratiquement achevé la numérisation du registre de commerce. Lancée en 2018, selon la direction du commerce, conformément au décret ministériel portant création d'un registre de commerce électronique, cette numérisation a beaucoup facilité la tâche aux responsables du secteur et aux citoyens. « Avec ce système, on est arrivé à bien gérer l'état actuel des inscrits, des pseudo-commerçants mais surtout la sécurisation des documents », a estimé Guezane, cadre de la DCP.

Dans le secteur de la santé, une autre application pour la numérisation du mouvement des médicaments au sein du secteur, a été mise sur pied. L'importance de cette technologie selon la direction de la santé vise à gérer les stocks des pharmacies et éviter tout gaspillage de médicaments. S'ajoutent également les systèmes d'informatisation au niveau des hôpitaux pour le suivi des malades. Selon la DSP, dans les hôpitaux comme dans les cabinets médicaux, la gestion des données liées à la prise en charge des patients a connu une grande modification en dispensant le dossier patient du format papier à une version numérique des données. « La généralisation d'un dossier patient informatisé est un défi considérable » a-t-on estimé.

De l'avis de la direction générale du CHU de Tlemcen, le secteur de la santé est l'un des secteurs les plus importants auquel nous devons accorder une attention particulière en ce qui concerne tous les aspects, notamment dans le stockage des informations des patients. Pour atteindre cet objectif, l'archivage est connu comme un moyen de préserver les informations médicales, ce qui facilite le travail des médecins en général et de l'hôpital en particulier.

Par ailleurs, même le secteur de l'Education mise sur la formation des enseignants. Tlemcen a déjà abrité une conférence régionale autour du Plan national de formation et la numérisation du secteur de l'Education. L'éducation et la formation pour accompagner le numérique ont été largement débattues où l'accent a été mis sur « Des compétences numériques pour tous ».

Un environnement numérique au service de l'université de Tlemcen

Dans le cadre du projet de numérisation de l'ensemble de ses services, l'université Abou Bakr Belkaid de Tlemcen a déjà mis à la disposition de l'ensemble de son personnel et étudiants, un environnement numérique de travail (ENT). Cette plateforme numérique permet l'accès et les consultations des différents dossiers administratifs, la rémunération et le suivi de carrière....

Cet environnement numérique permet également d'éditer les bulletins de paye ainsi que l'attestation de travail.

L'université de Tlemcen connaît des mutations rapides en se lançant dans une course effrénée à l'innovation, sans cesse stimulée par les injonctions de l'Etat et des milieux économiques, ainsi que par la mode des classements internationaux.

Autour du numérique à l'université, prolifère, en effet, une nouvelle langue nourrie de néologismes. Les systèmes numériques recouvrent désormais une large panoplie d'outils, de dispositifs et de projets. Des colloques leur sont consacrés, car le numérique est considéré comme un progrès qui ne faut point négliger.

De nombreux enseignants et étudiants ont souligné que le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment, à Tlemcen, connaît une situation paradoxale : sans cesse présentée comme une priorité nationale pour relancer la compétitivité de la nation et former la jeunesse. Comme de nombreux autres secteurs de la société, l'université est, en effet, de plus en plus quadrillée par les outils et les discours du numérique censés résoudre toutes les difficultés entre autres dans les administrations, les laboratoires ou les bibliothèques, les amphithéâtres ou les salles de cours... Et pour cause les TIC sont des instruments qui permettent le développement et la prospérité des pays.

Ce Plan d'action numérique estime bon nombre d'enseignants vise, à donner un élan capital en faveur d'une meilleure exploitation du potentiel numérique au pays, afin d'aller plus loin et structurer une réponse à la hauteur des enjeux. « Le numérique est également un moyen de mieux utiliser nos ressources naturelles, d'économiser notre énergie et de préserver notre planète, grâce à des projets de recyclage des déchets mobiles par exemple, car il permet de produire et de consommer de manière plus durable, de vivre ensemble autrement. » a-t-on assuré.

M.M

Programme de la soirée

TF1 20:10
**S.W.A.T. *2017
Saison 8**


Daniel "Hondo" Harrelson (Shemar Moore), un lieutenant du S.W.A.T. de Los Angeles, se retrouve à la tête d'une unité d'élite de la police, confrontée à la violence et au crime rampant dans les quartiers difficiles de la ville où il a grandi. Hondo, respecté par ses hommes, doit jongler avec des dilemmes moraux, partagé entre sa loyauté envers ses collègues et ses racines dans la communauté. En première ligne contre les gangs, les trafiquants et les criminels, son équipe est déterminée à restaurer un semblant de sécurité pour les habitants de la Cité des Anges. Aux côtés de ses coéquipiers, tels que le sergent David "Deacon" Kay (Jay Harrington) et l'expert en explosifs Jim Street (Alex Russell), Hondo affronte des situations périlleuses tout en naviguant dans un monde où la frontière entre le bien et le mal.

France 2 20:10
**Candice Renoir
Saison 2023**


À l'approche d'Halloween, Candice, désormais enquêtrice à la financière, accompagne Antoine choisir des citrouilles pour faire plaisir à sa fille, Suzanne. Distraite par une sorcière qui lui fait goûter des confitures maison, elle oublie de surveiller la petite et Nathan, un garçon avec lequel elle jouait. Après avoir été retrouvée, Suzanne dit que Nathan a été enlevé par Jack O' Lantern, l'épouvantail. Sébastien Gazini, le père de l'enfant disparu, est le patron d'une marque de bonbons à succès. C'est le début d'une enquête à haut risque en plein Halloween...

France 3 20:10
**Nos terres inconnues
Épisode 10**


L'aventurier québécois Samuel Ostiguy explore la France en van. Pour cette échappée, il invite le champion de tennis paralympique Michaël Jérémiasz. Tous deux sillonnent les chemins d'un Luberon hivernal et désert, quand le mistral courbe les oliviers et que les visiteurs ont abandonné les villages perchés. Ils interrogent les aspirations des femmes et des hommes animant ce territoire provençal toute l'année, engagés pour préserver leur terre et ceux qui la peuplent. Michaël Jérémiasz, sportif hyperactif militant pour les droits des personnes handicapées, interagit avec des personnalités passionnées et résilientes.

CANAL+ 20:06
**Souvenirs - le fabuleux voyage de Seb et Sofyan
Saison 1**


Seb et Sofyan débarquent à New Delhi, en Inde, et enchaînent les expériences improbables. Après avoir tenu un stand de street food en plein marché, s'être essayés à une séance de yoga du rire à 6H00 du matin, avoir donné un spectacle de marionnettes traditionnelles pour faire rire les enfants, ils tentent d'apprendre à jouer du sitar, avant d'aller visiter la "boutique de merde" de Tony, devenue une oeuvre d'art.

6 20:10
La roue de la fortune célébrités

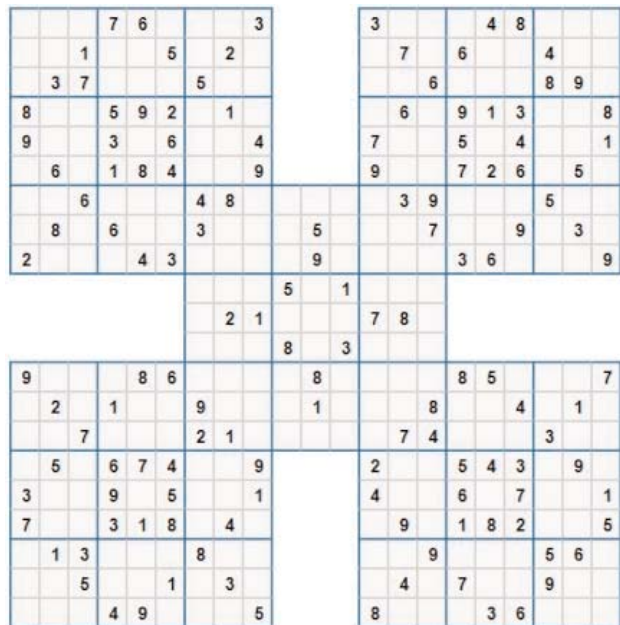

Pour la troisième fois de l'année, Eric Antoine a convié neuf célébrités à faire tourner la roue pour la bonne cause. Réparties en trois équipes, elles tentent de récolter un maximum de dons pour trois organismes qui leur tiennent à coeur. L'animateur leur réserve des surprises avec des cases inédites, une cagnotte spéciale au profit des associations et le retour exceptionnel de Victoria Silvstedt ex-coanimatrice du jeu. Au fil de la partie, chacun tente de résoudre les énigmes et d'éviter les pièges comme la Banqueroute ou l'Échange pour espérer se hisser en finale.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2845

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



"Ceux qui rendent une révolution pacifique impossible rendront une révolution violente inévitable."

John Kennedy



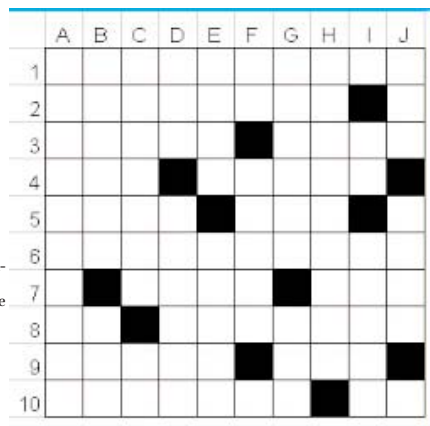
Mots croisés n°2845

Horizontalement:

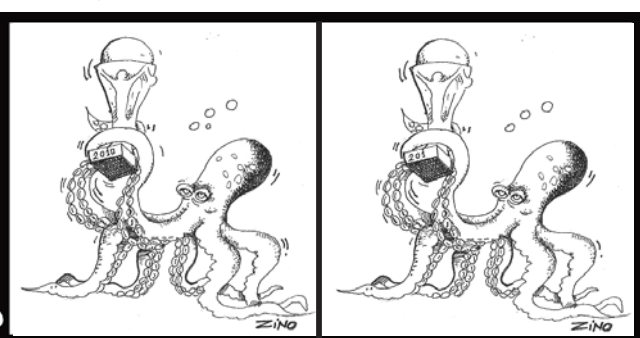
- 1 - Blanchisseuse
- 2 - Artistes du Moyen-Age
- 3 - Mouvement de la mer - Descendant
- 4 - Poème lyrique - Moquerie
- 5 - Attache - Voiture à cheval
- 6 - Principes rigides
- 7 - Dieu de la bise - En ce lieu
- 8 - Amour de Zeus - Livres religieux
- 9 - Surveiller - Joie de supporter
- 10 - Retours de vague - Outil de dessin

Verticalement:

- A - Cafetier
- B - Matière de mèche - Trou pour la poutre
- C - Blouse de marin - Cité bourguignonne
- D - Durée d'existence - Particules
- E - Réfuter - Choisira
- F - Bouclier d'index - Bien partis
- G - Bigarrai - Appel urgent
- H - Très important
- I - Personnel réfléchi - Luminosité
- J - Troublé - Déesse d'Egypte



Zerzours



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1545

distingué	être très en colère	amourette	courage héroïque	arrière	sorti	dépôt-taire d'objets volés
trafic	petits moineaux	vieil indien	vieille charue	éducateur		première victime
transvasions					musette	
ôterais la tête					actinium chimique	
				lever du jour		
temps de vacances proche parent		bruit de pendule très triste		ventilé		
			s'esclaffer		article de souk	
phase de satellite		produits fromagers	dotas de revenus		bière de pub	
vraie		capitale du Tibet			collège anglais	
			débris			touche au cœur
zones débroussaillées	bateau de pêche équilibrées		île atlantique			
				enjolivée	arbre de mail	
				antique nourrice	exécuté	
tenture de trône	tube de pétrolier exaspérerait				extrait	
		bois odorant			dépôt de fonds	
résidu de goudron		formerai	drame japonais	attacha	double équerre	
chanson			en outre	en tous lieux	équipée	
borneras		abri d'oisillons		caillou		bébé torrent
euphémisme		tendance à suivre		ramenés à la vie		
			os de truie		obstacle	
dépôt limoneux administrée			mèche rebelle		taper contre le quai	se soulage
				résultat de ponte		
			surveillants			deuxième de gamme
dieu soleil embrassai		célèbre acteur strontium à l'amphi			fin de journée	
					radian abrégé	
			créature			venu au monde
mini maillots				bien serrées		

Solution

Sudoku n°2845

5	2	8	7	6	1	9	4	3
6	9	1	4	3	5	7	2	8
4	3	7	9	2	8	5	6	1
8	4	3	6	9	2	6	1	7
9	1	2	3	7	6	8	5	4
7	6	5	1	8	4	2	3	9
3	7	6	2	1	9	4	8	5
1	8	4	6	5	7	3	9	2
2	5	9	8	4	3	1	7	6
8	3	7	5	2	1	4	9	6
5	2	1	9	4	6	7	8	3
6	4	9	8	7	3	2	1	5
9	3	1	2	8	6	7	5	4
5	2	8	1	4	7	9	6	3
6	4	7	5	3	9	2	1	8
1	5	2	6	7	4	3	8	9
3	8	4	9	2	5	6	7	1
7	6	5	3	1	8	5	4	2
4	1	3	7	5	2	8	9	6
2	9	5	8	6	1	4	3	7
8	7	6	4	9	3	1	2	5
3	9	5	1	4	8	6	2	7
2	7	8	6	9	5	4	1	3
4	1	6	2	3	7	8	9	5
5	6	4	9	1	3	2	7	8
7	2	3	5	8	4	9	6	1
9	8	1	7	2	6	3	5	4
1	3	9	4	7	2	5	8	6
5	6	4	7	8	5	9	1	3
8	5	2	3	6	1	7	4	9
3	6	1	8	5	9	4	2	7
5	2	8	3	7	4	6	1	9
6	4	7	5	3	9	2	1	8
1	5	2	6	7	4	3	8	9
3	8	4	9	2	5	6	7	1
7	6	5	3	1	8	5	4	2
4	1	3	7	5	2	8	9	6
2	9	5	8	6	1	4	3	7
8	7	6	4	9	3	1	2	5

Mots Croisés n°2845

Horizontalement

1 : Lavandière - 2 : Imagiers - 3 : Marée - Issu
 4 : Ode - Risée - 5 : Noua - Van - 6 :
 Austérités
 7 : Eole - Ici - 8 : Io - Missels
 9 : Epier - Ola - 10 : Ressacs - Té

Verticalement

A : Limonadier - B : Amadou - Ope - C :
 Vareuse - Is
 D : Age - Atomes - E : Nier - Elira - F : Dé-
 Ivres
 G : Irisai - SOS - H : Essentiels
 I : Se - Eclat - J : Emu - Isis

Grille géante n°1545

•	D	•	E	•	F	•	S	•	D	•	I	•	R
C	I	S	O	U	L	A	T	O	N	S	A	C	E
E	C	I	M	E	R	E	T	I	C	I	R	E	U
F	R	E	R	E	•	R	E	S	I	R	E	•	S
N	L	•	P	R	E	S	•	M	I	E	R	E	U
R	E	E	L	L	O	N	I	S	•	O	R	E	E
E	S	S	A	R	T	I	S	•	N	O	R	M	E
D	A	I	S	•	S	E	A	L	I	N	E	S	E
A	I	R	•	N	I	D	•	P	I	E	R	R	E
L	I	T	O	M	I	T	E	•	A	R	E	M	U
G	E	R	E	E	•	P	I	O	N	S	•	O	F
B	A	I	S	A	I	E	T	•	R	E	U	E	S
•	S	T	R	I	N	G	S	•	D	R	U	E	S

EQUITATION

Blida accueille vendredi et samedi le concours national du cheval pur-sang arabe

Un concours national du cheval pur-sang arabe "beauté et allure" aura lieu, vendredi et samedi prochains, au centre hippique de la Mitidja de Blida, a-t-on appris, mardi, auprès des organisateurs.

Cet événement sportif, organisé sur deux jours par le club Hippique de la Mitidja de Blida en coordination avec la Fédération équestre algérienne, s'inscrit dans le cadre des festivités commémoratives du 71^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} novembre 1954, et verra la participation de plus de 60 chevaux représentant différents clubs à travers le pays. Le programme de cette compétition, dédiée aux races des chevaux pur-sang arabes,

comprendra des concours d'élégance et de présentation. Les plus beaux chevaux arabes d'Algérie seront exposés selon des critères précis de beauté et d'allure, notamment la conformation du corps, la pureté de la lignée et l'harmonie des traits. Selon les organisateurs, cette manifestation sportive vise à encourager les éleveurs à promouvoir l'élevage du cheval pur-sang arabe en Algérie afin d'assurer la durabilité et le développement des races locales.



VOLLEY-BALL - CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS (DAMES-3^E J) Victoire du NC Bejaia devant Al Rowad Club (3-0)

Les volleyeuses algériennes du NC Bejaia se sont imposées devant leurs homologues syriennes d'Al Rowad Club sur le score de 3 sets à 0 (25-16, 25-15, 25-12), en match comptant pour la troisième journée du Championnat arabe des clubs féminins, disputé mardi à Tunis.

C'est la deuxième victoire du Six de Bejaia dans le tournoi, après celle obtenue lors de la première journée contre le Club Africain (3-1 : 20-25, 25-21, 25-16, 25-16), contre une défaite au tie break face à l'Espérance de Tunis (2-3 : 26-28, 25-16, 26-24, 20-25, 07-15).

Les deux autres rencontres de cette troisième journée de compétition opposent l'Espérance de Tunis au Club Salwa Al-Sabah du Koweït (16h00) et le CF Carthage à Fatayat Al Ouyoun du Koweït.

Lors de sa prochaine sortie, prévue jeudi, le NC Bejaia affrontera le Club Salwa Al-Sabah du Koweït, avant d'enchaîner contre l'autre formation koweïtienne d'El Fatayat Al Ouyoun (samedi 1^{er} novembre), et de clôturer sa participation face au CF Carthage de Tunis (dimanche 2 novembre).

Le NCB, champion d'Algérie en titre, sera exempté le vendredi 31 octobre. Organisé sous forme du mini-championnat avec la participation de sept (7) clubs arabes, le 21^e championnat arabe de volleyball (dames) se déroulera fin dimanche 2 novembre.

Résultats partiels et classement provisoire à l'issue des matchs de la troisième journée :
NC Bejaia (ALG) - Al Rowad Club (SYR) 3-0
ES Tunis (TUN) - Club Salwa Al-Sabah (KOW) (16h00)
CF Carthage (TUN) - Fatayat Al Ouyoun (KOW) (18h00)

Classement :	Pts	J
1. NC Bejaia	7	3
2. CF Carthage	6	2
3. Salwa Al-Sabah	3	2
--. Club africain	3	2
5. Espérance Tunis	2	1
6. Al Rowad Club	0	2
--. Fatayat Al-Ouyoun	0	2.

APS

Championnat d'Algérie de saut d'obstacles individuels cadets-juniors ce week-end à Tipaza

Le championnat d'Algérie de saut d'obstacles individuels cadets-juniors aura lieu, du mercredi au samedi prochains au centre équestre "Haras Elégance", dans la commune de Sidi Rachid à Tipaza, a-t-on appris, mardi, auprès de la Fédération équestre algérienne (FEA). Organisée par le club équestre "Haras Elégance" en collaboration avec la Fédération équestre algérienne et la direction

de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tipaza, dans le cadre des festivités commémoratives du 71^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} novembre 1954, cette manifestation hippique de trois jours verra la participation de plus de 80 jeunes cavaliers et cavalières enfourchant des chevaux âgés de 6 ans et plus, issus de différents clubs du pays. Les deux

premières journées prévoient le déroulement de deux tours éliminatoires du Barème "A" sans chrono sur des obstacles de 1,10 à 1,15 mètre pour les cadets, et Barème "C et A" pour les juniors sur des obstacles de 1,15 et 1,25 mètre pour les juniors.

Les meilleurs cavaliers ayant obtenu le plus petit nombre de pénalités, lors des premier et deuxième tours, seront qualifiés

pour la finale, prévue samedi. La compétition sera supervisée par les présidents du FEA et du Club équestre "Haras Elégance" de Tipaza, tandis que la direction technique sera confiée à El Ahouel Mohamed Amine et Chaichi Karim. A l'issue de ce championnat, le vainqueur dans chaque catégorie sera déclaré champion d'Algérie de la saison sportive 2025.

VOILE - CHAMPIONNAT NATIONAL

Plus de 80 athlètes de 20 clubs annoncés à Alger plage

Plus de 80 athlètes représentant 20 clubs prendront part aux épreuves du championnat national d'été de la planche à voile et la quatrième étape de la série Optimist, prévues du 29 au 31 octobre à l'Ecole Nationale des Sports Nautiques et Subaquatiques d'Alger Plage, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de voile (FAV).

"Plus de 80 athlètes représentant 20 clubs sont prêts à hisser les

voiles et à relever le défi pour porter haut les couleurs de leurs clubs", indique la même source.

L'événement, qui s'annonce comme l'un des temps forts de la saison, rassemblera les meilleurs athlètes du pays, représentant leurs clubs respectifs, dans plusieurs séries dont ILCA et BIC TECHNO.

L'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques d'Alger Plage servira de cadre à ces compé-

tititions, précédées par l'accueil des délégations prévu ce mardi, selon un communiqué de l'instance fédérale.

Ces deux rendez-vous nationaux visent à développer la pratique de la voile et à renforcer la préparation des jeunes talents engagés dans les circuits nationaux, en prévision des prochaines échéances régionales et internationales, conclut la FAV.

HANDBALL - ÉQUIPE NATIONALE (MESSIEURS)

Séparation à l'amiable avec le sélectionneur Dehili (FAHB)

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a annoncé lundi avoir trouvé un accord pour une résiliation, à l'amiable, du contrat du sélectionneur de l'équipe nationale, Farouk Dehili. "La FAHB annonce la résiliation du contrat, à l'amiable, du sélectionneur national Farouk Dehili.

L'instance fédérale tient à le remercier pour le parcours accompli tout au long de sa collaboration, et lui souhaite beaucoup de succès dans la suite de sa carrière", indique l'instance fédérale, dans un communiqué publié sur ses réseaux.



Engagé en décembre 2023, Dehili avait mené l'Algérie à la finale de la dernière CAN-2024, per-

due face au pays organisateur, l'Egypte (21-29). Au Mondial 2025, disputé en Norvège, en Croatie, et au

Danemark, l'équipe nationale avait terminé à la 30^e place, sur 32 pays.

Cette annonce intervient moins de 24 heures, après la nomination du revenant Salah Bouche-kriou à la tête du Sept national, avec un staff composé de Redouane Aouachria, Sofiane Elimam, et Abdelghani Loukil.

Le nouveau staff national a fait appel à 21 joueurs, dont ceux évoluant à l'étranger, pour un stage préparatoire, entamé aujourd'hui à Alger, en vue du championnat d'Afrique, prévu du 21 au 31 janvier 2026 au Rwanda.

LIGUE 1 MOBILIS

La 9^e journée sous haute tension : les Canaris en conquérants à Béchar, l'ESS et l'USMA en mission rachat

La 9^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis s'annonce particulièrement palpitante, marquée par trois affiches de haut niveau où l'enjeu sportif et la rivalité promettent de tenir les supporters en haleine.

Par F. Yanis

À Béchar, le choc entre la JS Saoura et la JS Kabylie domine les débats, tandis qu'à Sétif, l'Entente tentera de se relancer face à une USM Alger en quête de confiance. À Chlef, l'ASO défiendra un CR Belouizdad ambitieux mais sous pression.

JSS — JSK : un duel de haut de tableau sous le soleil de Béchar

C'est le match phare de cette journée. À Béchar, la JS Saoura, leader du championnat avec 15 points, accueille une JS Kabylie revigorée, invaincue depuis six rencontres et désireuse de s'imposer pour se rapprocher du podium. Deux clubs aux trajectoires contrastées mais unis par une même ambition : gagner pour confirmer leur statut. Pour la formation du Sud, une victoire à domicile permettrait de creuser l'écart et d'asseoir sa position de leader incontesté.

Du côté kabyle, le directeur sportif Hakim Medane a affiché la couleur : « La qualification récente a renforcé la cohésion du groupe. Nous irons à Béchar en conquérants, avec la ferme intention de ramener un résultat positif », a-t-il déclaré. L'entraîneur Zinnbauer, malgré un effectif amoindri, garde confiance en ses troupes.

Privée de Messaoudi et El Hamri, la JSK pourra néanmoins compter sur le retour progressif de Mergham et Bada, ménagés pour cette rencontre.

L'équipe, solide défensive-

ment et disciplinée tactiquement, aborde ce déplacement avec détermination. Les Canaris, qui ont déjà signé une victoire en déplacement face au Paradou AC, espèrent rééditer l'exploit. Un succès à Béchar leur permettrait de se rapprocher du trio de tête et de confirmer leurs ambitions de titre.

Les supporters kabyles, fidèles et passionnés, espèrent voir leur équipe poursuivre sur cette belle dynamique. Pour sa part, la JS Saoura, sous la houlette de son coach expérimenté, mise sur la continuité et la force du collectif. Portée par un public fidèle et bouillonnant, la JSS entend défendre son leadership avec autorité. Ce duel au sommet promet du jeu, de l'engagement et une ambiance électrique au stade du 20-Août de Béchar.

ESS — USMA : mission redressement pour deux géants blessés

À Sétif, la rencontre entre l'Entente Sétifienne et l'USM Alger s'annonce tout aussi passionnante, mais surtout décisive pour deux clubs mal classés et en quête de rachat.

Les Sétifiens, 12^e au classement, n'ont d'autre choix que de renouer avec la victoire devant leur public du 8-Mai-1945.

L'entraîneur Bendris exige une réaction d'orgueil de ses joueurs : la pression est grande, et le public attend une prestation digne du standing du club. En face, l'USM Alger, 13^e, aborde ce déplacement sans complexe mais avec prudence. Les Rouge et Noir, encore euphoriques après leur



qualification en Coupe de la CAF, espèrent transformer cette réussite continentale en sursaut en championnat.

Leur entraîneur, Benchikha, a axé les dernières séances sur le mental et la cohésion de groupe. « Nous devons aborder ce match avec confiance et discipline. Rien n'est impossible si nous restons concentrés jusqu'au bout », a-t-il confié. Sur le papier, les deux équipes se valent. Mais sur le terrain, c'est l'efficacité offensive qui fera la différence.

L'ESS, portée par son public, devra éviter les erreurs défensives qui lui ont coûté cher ces dernières semaines.

L'USMA, de son côté, tentera d'imposer son jeu et de frapper en contre grâce à la vitesse de ses attaquants. Un match à six points, où la défaite serait lourde de conséquences pour le moral comme pour le classement.

ASO — CRB : les Lions de Chlef veulent rugir à domicile

À Chlef, les Lions de l'ASO reçoivent le CR Belouizdad au stade Mohamed-Boumezrag dans une rencontre où les Chélifiens espèrent confirmer leur regain de forme. Après avoir engrangé de bons résultats à l'extérieur — notamment des nuls face au Paradou, au CSC et à l'ESS — les hommes de Fouad Bouali abordent ce match avec ambition. « Ce n'est pas un match décisif, mais une victoire renforcerait notre confiance et notre stabilité au classement », a expliqué Bouali à la radio nationale Chaîne 3.

L'équipe, emmenée par Abada et ses coéquipiers, affiche une meilleure efficacité offensive et un esprit de groupe retrouvé. La victoire récente contre Mostaganem a d'ailleurs confirmé la montée en puissance des Chélifiens, déterminés à faire chuter un CRB réputé pour son expérience et sa rigueur tactique.

Le CR Belouizdad, quadruple champion en titre, n'a pas droit à l'erreur. Ses supporters exigent une réaction après un

début de saison jugé en dessous des attentes. Conscients de l'importance de cette confrontation, les Rouge et Blanc aborderont ce déplacement avec sérieux, mais devront se méfier d'une équipe de Chlef redoutable sur ses terres.

Un programme explosif pour une journée capitale

Cette 9^e journée de Ligue 1 Mobilis s'annonce ainsi décisive à plus d'un titre.

Entre le sommet du Sud à Béchar, le choc de la peur à Sétif et la confrontation stratégique à Chlef, les passions du football algérien promettent de vibrer encore une fois au rythme des stades.

Programme ligue une Mobilis Aujourd'hui

JSS - JSK	16H00
ASO - CRB	17H00
ESS - USMA	18H00

LIGUE 1 MOBILIS (11^E JOURNÉE)

Le derby CRB-USMA fixé au samedi 8 novembre

Le derby algérois CR Belouizdad-USM Alger, comptant pour la 11^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, se jouera le samedi 8 novembre prochain, selon le calendrier dévoilé par la Ligue de football professionnel (LFP), mardi sur son site officiel. Outre ce derby tant attendu, trois autres

matchs se joueront en ouverture de cette 11^e journée : ESS Sétif-Olympique Akbou, MB Rouissat-MC Oran, et USM Khenchela-ES Mostaganem. L'épilogue de cette journée aura lieu le lendemain, le dimanche 9 novembre, avec au menu quatre rencontres, dont l'affiche CS Constantine-JS Kabylie.

Pour rappel, la première partie de la 9^e journée s'est jouée samedi et dimanche. Les quatre derniers matchs se joueront mercredi et jeudi. Au classement, la JS Saoura occupe provisoirement la place de leader avec 15 points, à une longueur de ses poursuivants directs : l'Olympique Akbou et le MC Oran.

Voici par ailleurs le programme de la 11^e journée :

Samedi 8 novembre 2025 :
CR Belouizdad - USM Alger
ES Sétif - Olympique Akbou
B Rouissat - MC Oran
SM Khenchela - ES Mostaganem
Dimanche 9 novembre 2025 :
ASO Chlef - ES Ben Aknoun
CS Constantine - JS Kabylie
JS Saoura - Paradou AC
MC El-Bayadh - MC Alger.

LIGUE 1 MOBILIS (10^E JOURNÉE)

La LFP fixe les horaires des matchs

La Ligue de football professionnel (LFP), a fixé les horaires des matchs de la 10^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, prévus entre le 1^{er} et le 3 novembre prochains. La 10^e journée sera marquée par l'affiche entre le

MC Alger et la JS Saoura, prévue le lundi 3 novembre (20h00) au stade Ali Ammar dit Ali la Pointe de Douera. Pour rappel, la 9^e journée de Ligue entamée jeudi dernier, se poursuivra le mercredi 29 et jeudi 30 octobre 2025.

Samedi, 1 novembre 2025 :
Olympique Akbou - MB Rouissat 14h30
MC Oran - CS Constantine 18h00
Dimanche, 2 novembre 2025 :
ES Ben Aknoun - ES Sétif 14h30
ES Mostaganem - CR Belouizdad 17h00
USM Alger - ASO Chlef 19h00
Lundi, 3 novembre 2025 :
Paradou AC - USM Khenchela 14h30
JS Kabylie - MC El-Bayadh 17h45
MC Alger - JS Saoura 20h00.

LIGUE 1 MOBILIS (9^E JOURNÉE)

Le programme

Programme de la deuxième partie des matchs de la 9^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévus mercredi et jeudi :

Mercredi 29 octobre 2025 : JS Saoura-JS Kabylie 16h00 ASO Chlef-CR Belouizdad 17h00 ES Sétif-USM Alger 18h00

Jeudi 30 octobre 2025 : USM Khenchela-MC Alger 15h00
Déjà joués : MC El-Bayadh - MC Oran 0-2 CS Constantine-Olympique Akbou 2-1 MB Rouissat-ES Ben Aknoun 0-0 Paradou AC-ES Mostaganem 1-0

Classement :	Pts	J
1). JS Saoura	15	8
2). Olympique Akbou	14	9
→). MC Oran	14	9
4). MC Alger	13	5
→). MB Rouissat	13	8
→). ES Ben Aknoun	13	8
7). CS Constantine	12	9
8). JS Kabylie	11	6
→). USM Khenchela	11	8
10). ASO Chlef	10	8
11). ES Mostaganem	8	9
12). CR Belouizdad	7	6
→). USM Alger	7	6
→). ES Sétif	7	7
15). Paradou AC	4	9
16). MC El Bayadh	3	9.

APS

ECOSSE

Brendan Rodgers quitte le Celtic Glasgow après un début de saison catastrophique

Coup de tonnerre à Glasgow : l'entraîneur du Celtic, Brendan Rodgers, a présenté lundi sa démission après une série de contre-performances qui ont plongé le club champion d'Écosse dans la tourmente.



Par R. S

L'annonce, confirmée par la direction du club, met fin à une aventure entamée en 2023, marquée pourtant par deux titres consécutifs de champion d'Écosse. Rodgers, 52 ans, n'en est pas à son premier passage sur le banc du Celtic.

Déjà auréolé de succès entre 2017 et 2019, il avait accepté de revenir pour redonner au club son

éclat européen. Mais cette saison, rien ne s'est passé comme prévu : après seulement neuf journées, le Celtic accuse un retard de huit points sur Hearts of Midlothian, son rival d'Édimbourg, une situation jugée intenable pour un club habitué à dominer son championnat.

Sous pression depuis plusieurs semaines, l'entraîneur nord-irlandais a préféré tirer sa révérence, conscient que le

climat interne devenait insoutenable. Les dirigeants ont immédiatement nommé l'ancien coach légendaire Martin O'Neill, 73 ans, et l'ex-joueur Shaun Maloney pour assurer l'intérim en attendant une nomination définitive. Les supporters, partagés entre déception et gratitude, saluent le professionnalisme de Rodgers, qui quitte le club sans éclat mais avec dignité.

Son départ ouvre une nouvelle page de l'histoire du Celtic, alors que le club doit impérativement redresser la barre pour rester en course dans les compétitions nationales et européennes.

Dans le paysage du football écossais, ce départ illustre la pression constante qui pèse sur les entraîneurs des clubs de prestige.

Pour Brendan Rodgers, dont la carrière reste marquée par des passages brillants à Liverpool et Leicester, la fin de cette aventure laisse entrevoir une possible reconversion ou un futur défi à l'étranger.

LIGUE 2 AMATEUR

La LNFA dévoile le calendrier du mois de novembre



La Ligue nationale de football amateur (LNFA) a dévoilé, mardi, le pro-

gramme des prochaines journées du Championnat de Ligue 2, prévu durant le mois de novembre prochain.

Dans un communiqué publié sur son site officiel, la Ligue précise que le bureau exécutif "a examiné et débattu de toutes les questions administratives, techniques, médicales et financières", tout en exprimant sa satisfaction quant au bon déroulement de la compétition "conformément au programme établi et avec la confirmation des dates du mois de novembre".

Selon le calendrier adopté par le bureau exécutif de la LNFA, réuni ce mardi au siège de l'instance dirigeante, quatre journées seront disputées en novembre : les 9e, 10e, 11e et 12e journées. Il est à rappeler que la 8e journée du championnat, pour les deux groupes Centre-Est et Centre-Ouest, se jouera vendredi et samedi prochains.

L'US Biskra, avec 17 points, occupe la tête du classement du groupe Centre-Est, tandis que l'US El-Biar et le CR Témouchent (16 pts chacun) se partagent la 1re place dans le groupe Centre-Ouest.

Programme du championnat de Ligue 2 pour le mois de novembre :

Vendredi 7 et samedi 8 novembre 2025 : 9e journée
Mardi 18 novembre 2025 : 10e journée
Samedi 22 novembre 2025 : 11e journée
Vendredi 28 et samedi 29 novembre 2025 : 12e journée.

APS

PUBLICITÉ



-EPE - Algérie Télécom - SPA

Direction Opérationnelle des
Télécommunications de M'sila

NIF : 000216001808337

Sous-direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique
Service AchatsAVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES
N° : AT/DOT-M'SILA/08/2025

Un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour :
**TRAVAUX DE MAINTENANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA
 CANALISATION POUR LE RÉSEAU FTTX (CONTRAT D'ADHÉSION)**

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

Le présent appel d'offres s'adresse uniquement aux personnes physiques et/ou morales de droit algérien qualifiées et classifiées dans l'un des domaines des travaux de génie civil, travaux publics, travaux de bâtiment et hydrauliques, ayant des capacités techniques et financières pour la réalisation de ces projets, répartis selon les deux paliers suivants :
Palier 01 : Concerner les projets dont la distance est supérieure à 600 mètres linéaires (artère) : Les soumissionnaires doivent être classifiés dans la catégorie Deux (2) à neuf (9), et ayant deux 02 références professionnelles au minimum durant les 05 dernières années dans l'un des domaines cités ci-dessus

Palier 02 : Concerner les projets dont la distance est inférieure ou égale à 600 mètres linéaires (artère) : Les soumissionnaires doivent être classifiés dans la catégorie Une (1).

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie Télécom accompagnées du cachet de l'entreprise à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle des Télécommunications de M'sila
 Sous-direction Fonctions Support
 Département Achats et Logistique
 Service Achats

Adresse : Rue ABDELKADER SAHNOUNI Classe 40 Groupe 06, M'sila

Contre le versement d'un montant de huit mille dinars (8000 DA) non remboursable, le paiement se fera auprès de la BNA - Agence de M'sila représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire :
 Compte en dinars N° 001009010300000162/04.

PRESENTATION DES OFFRES :

Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées en indiquant sur chaque enveloppe la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que sur chaque pli correspondant la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

- Le dossier administratif comprend l'original des documents administratifs en format papier et support électronique
- L'offre technique comprend l'original des documents techniques en format papier et support électronique
- L'offre financière comprend l'original des documents financiers en format papier et support électronique

Les trois (03) enveloppes doivent être insérées dans une enveloppe fermée et anonyme, comportant la mention suivante :

EPE - ALGÉRIE TELECOM -SPA
 DIRECTION OPÉRATIONNELLE TÉLÉCOMMUNICATIONS DE M'SILA
 APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS
 MINIMALES AT/DOT-M'SILA/08/2025
 Travaux de maintenance et de développement de la canalisations FTTx
 (CONTRAT D'ADHÉSION)
 « À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle des Télécommunications de M'sila
 Sous-direction Fonctions Support
 Département Achats et Logistique
 Service Achats
 Adresse : Rue ABDELKADER SAHNOUNI Classe 40 Groupe 06, M'sila

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours calendaires à compter de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.
 La date et heure limites de dépôt des offres sont fixées au dernier jour de préparation des offres de 08h00 à 14h00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal (vendredi et samedi), la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant dans les mêmes heures. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 à l'adresse précitée.
 Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180)

ش.ذ.ا مزرعة سيدي بلحاج - عريب
 عين دقلى

إعلان عن بيع بالمزاد العلني

تعلن مزرعة سيدي بلحاج الكائن مقرها ببلدية عريب ولاية عين النقي عن بيع 9 هكتارات من محصول الزيتون صنف شمال + سيقواز + روجات وهذا عن طريق المزاد العلني (تحديد سعر البيع يكون بالكيلو غرام) ، وهذا يوم الثلاثاء 04 نوفمبر 2025 على الساعة 10 صباحا بمقر الإدارة.

ملاحظة : شروط المشاركة الضرورية.

- احضار نسخة من بطاقة التعريف.
- احضار نسخة من السجل التجاري او بطاقة فلاح - مرفقين بالرقم الجبائي.
- العربون 200000.00 دج (في حالة كسب المزاد)



BARCELONE WENGER PAS TENDRE AVEC LES BLAUGRANA

Dimanche, le Real Madrid a remporté un Clasico intense contre le FC Barcelone (2-1) en Liga. Une rencontre durant laquelle les Merengue ont davantage joué dur sur l'homme, ce qu'a mis en avant l'ancien entraîneur Arsène Wenger sur le plateau de beIN Sports en Angleterre.

"Le Clasico était un peu un match d'hommes contre des garçons. La performance défensive du Real Madrid était bien plus forte que celle de Barcelone. En attaque, Madrid a toujours semblé capable de marquer, tandis que Barcelone a semblé impuissant. Ils ont eu beaucoup de ballons, mais n'ont jamais vraiment semblé en mesure de marquer", a analysé l'ancien manager d'Arsenal.

Les deux équipes avaient pourtant une moyenne d'âge quasi identique au coup d'envoi (24,5 ans pour le Real contre 24,3 ans pour le Barça).

JUVENTUS SPALLETTI S'EXPRIME SUR LE POSTE

Lundi, l'entraîneur Igor Tudor a été écarté de ses fonctions par la Juventus Turin, et Luciano Spalletti figure désormais en pole position pour récupérer le poste. Pourtant, au micro de Sky Sport Italie, le technicien transalpin a parfaitement caché son jeu au moment d'évoquer ce possible retour au premier plan.

"Tudor est quelqu'un de sérieux et d'honnête. Celui qui le remplacera aura de la chance. La Juve va-t-elle remporter le Scudetto ? Je suis la personne la moins qualifiée pour parler de la Juve aujourd'hui... Mon ambition est de me rattraper de ce qui m'est arrivé récemment (l'échec avec la sélection italienne, ndr). J'attends sereinement la suite", a confié celui qui dit "ne pas se trouver en contact avec la moindre équipe italienne". Du bluff, a priori.

REAL MADRID LES DÉBUTS RECORDS DE XABI ALONSO

Il n'y a pas vraiment eu de transition nécessaire. En remportant le Clasico face au FC Barcelone (2-1) dimanche en Liga, l'entraîneur Xabi Alonso a signé une 16e victoire en seulement 19 matchs depuis le début de sa mission au Real Madrid. À la Maison Blanche, personne n'a fait mieux que lui au XXIe siècle, selon le compte Stats du Foot sur le réseau social X.

Pour le reste, Alonso a concédé un nul contre Al-Hilal (1-1) en Coupe du monde des Clubs pour ses grands débuts à la tête des Merengue, et a subi deux corrections, contre le Paris Saint-Germain (0-4) en demi-finale de ce Mondial, puis contre l'Atletico Madrid (2-5) en Liga fin septembre.

NOUVEAU COUP DUR POUR CARVAJAL

Au lendemain du Clasico remporté (2-1) dimanche en Liga, le Real Madrid a annoncé une mauvaise nouvelle concernant Dani Carvajal (33 ans, 7 matchs en Liga cette saison). Des examens médicaux ont repéré un corps étranger dans le genou droit du latéral droit. L'international espagnol doit donc subir une arthroscopie qui devrait l'éloigner des terrains pendant deux à trois mois. Un nouveau coup dur pour le Merengue longtemps absent la saison dernière à cause d'une rupture du ligament croisé de ce même genou.

REAL MADRID KROOS COMPREND VINICIUS

Un peu de soutien pour Vinicius Junior (25 ans, 10 matchs et 5 buts en Liga cette saison), qui a encore fait parler de lui dimanche en rejoignant directement les vestiaires, hors de lui, quand Xabi Alonso l'a remplacé à la 72e minute par Rodrygo, pendant le Clasico face au FC Barcelone (2-1). Dans le podcast Einfach mal Luppen, Toni Kroos, l'ancien coéquipier de l'ailier du Real Madrid, a compris la colère du Brésilien.

"Quand tu fais un match exceptionnel, surtout dans une rencontre comme celle-ci, tu ne peux pas être satisfait. Moi non plus, je n'ai jamais aimé être remplacé. On peut toujours juger beaucoup depuis l'extérieur. J'aime garder à l'esprit qu'en réalité, ceux qui sont sur le terrain lors d'un Clasico, devant 80 000 spectateurs et avec un score de 2-1, veulent tout sauf partir. Personne ne peut juger ni imaginer cette émotion. Ou souvent, la plupart de ceux qui la jugent ne se mettent pas à leur place", a estimé l'ex-milieu de terrain.

L'Allemand a tout de même concédé que Vinicius aurait "pu contenir sa colère un peu plus longtemps" et que celle-ci n'avait pas été "transmise de manière idéale".

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Benzine Lamine

Gérant

Fayçal Laouar

Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 »

FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz - SITE : http://www.dknews.dz

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 FAX : 028.05.31.61 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ARABE POUR UN AVENIR DURABLE

L'Algérie et la Mauritanie unies autour des enjeux environnementaux

Dans une dynamique de coopération arabe renouvelée en faveur de la durabilité, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie a entamé, dimanche, une visite officielle en République islamique de Mauritanie à la tête d'une délégation composée de hauts responsables de son département.

Par R. I

Cette visite marque un tournant stratégique dans la participation de l'Algérie à la 36^e session du Conseil des ministres arabes chargés des affaires environnementales, ainsi qu'à la 4^e édition du Forum arabe de l'environnement, prévus à Nouakchott du 26 au 30 octobre 2025.

Cette rencontre de haut niveau s'inscrit dans un contexte régional où la question climatique et la préservation des ressources naturelles se positionnent au cœur des priorités. Face aux défis multiples du changement climatique, de la désertification et de la pollution, les pays arabes intensifient leurs efforts pour élaborer une approche collective et cohérente en matière de transition écologique.

À travers la voix de sa ministre, l'Algérie réaffirme son attachement à une action arabe concertée en faveur de la protection



de l'environnement et de la promotion du développement durable.

L'objectif est clair : unir les forces et mutualiser les expertises pour construire un espace arabe plus vert, plus solidaire et résolument tourné vers l'avenir. La participation de la délégation algérienne s'articule autour de thématiques majeures telles que la gestion durable des déchets, la réduction des émissions polluantes, la valorisation des énergies renouvelables et le renforcement des capacités institutionnelles dans la gouvernance environnementale.

Ces axes d'intervention reflètent la vision nationale

de l'Algérie, fondée sur la transition énergétique et la préservation de la biodiversité. Dans le cadre de ce déplacement, la ministre prendra part à plusieurs réunions et ateliers thématiques dédiés au développement des politiques environnementales arabes et à la mise en place de mécanismes de coopération face aux défis environnementaux transfrontaliers.

L'Algérie y présentera également son expérience pionnière en matière de préservation du patrimoine naturel, de lutte contre la désertification et d'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

En marge des travaux, la ministre de l'Environne-

ment aura des entretiens bilatéraux avec ses homologues arabes afin de renforcer les liens de partenariat et d'échanger sur les projets communs en matière de durabilité, de résilience climatique et d'économie verte.

Ces discussions visent à consolider la coopération bilatérale et multilatérale entre les États membres du Conseil des ministres arabes pour l'environnement, et à impulser une nouvelle dynamique de solidarité écologique régionale. Cette présence active traduit l'engagement constant de l'Algérie pour la cause environnementale, non seulement à l'échelle nationale mais aussi dans le cadre arabe et international.

Elle témoigne de la volonté politique du pays d'œuvrer, avec ses partenaires, à la construction d'une vision commune pour un monde arabe durable, prospère et respectueux des générations futures.

ÉDITORIAL DK NEWS DU JOUR Redonner vie à la citoyenneté de proximité

Les assises des comités de quartiers et de villages, organisées à travers le pays sous le haut patronage du Premier ministre et à l'initiative de l'Observatoire national de la société civile, marquent une étape essentielle dans la consolidation du dialogue entre l'État et les citoyens.

Ce vaste mouvement de concertation territoriale consacre une conviction forte : le développement local ne peut se construire sans la participation directe des habitants, véritables acteurs et partenaires du changement.

À une époque où la gouvernance participative s'impose comme une exigence démocratique, ces assises rappellent une vérité fondamentale : aucune politique publique durable ne peut réussir sans l'écoute et la contribution de la société civile.

Les comités de quartiers et de villages, longtemps considérés comme de simples relais communautaires, s'affirment désormais comme des acteurs à part entière du développement, porteurs d'une vision collective et d'un esprit d'initiative enraciné dans la réalité du terrain.

Ces rencontres offrent un cadre structuré de dialogue, d'écoute et de concertation, où les représentants de la société civile, les élus et les responsables locaux échangent sur les défis quotidiens et les attentes des citoyens. Elles visent à bâtir des passerelles solides entre les institutions et la population, à encourager la transparence dans la gestion publique et à consolider le sentiment d'appartenance à la collectivité.

Plus qu'un simple événement, ces assises s'imposent comme le point de départ d'un nouveau contrat social local, fondé sur la confiance et la responsabilité partagée.

Elles redéfinissent le rôle des comités de quartiers et de villages, désormais appelés à devenir des espaces d'intelligence collective, capables d'identifier les priorités, de proposer des solutions concrètes et d'accompagner la mise en œuvre des projets de développement durable.

Leur portée dépasse le cadre associatif : ces assises incarnent une véritable renaissance de la citoyenneté active, où chaque habitant peut contribuer, à son échelle, à l'amélioration du cadre de vie, à la préservation de l'environnement, à la cohésion sociale et à la solidarité communautaire.

Le message de ces rencontres est limpide : le citoyen n'est plus un spectateur, mais un acteur du changement. En retour, l'État réaffirme sa volonté d'instaurer une gouvernance plus ouverte, plus participative et plus proche des réalités locales.

Ces assises traduisent ainsi une ambition nationale : celle de bâtir une société équilibrée, inclusive et solidaire, où chaque voix compte et chaque initiative locale devient un levier de progrès collectif. En redonnant toute sa place au dialogue citoyen, l'Algérie fait le choix du renouveau démocratique par la proximité, convaincue que la force d'un pays se mesure à la vitalité de son lien social et à la capacité de ses citoyens.

RÉDACTION

MADRID

La présidente de la Cour constitutionnelle algérienne, Leïla Aslaoui, porte haut la voix de l'Algérie au Congrès mondial sur la justice constitutionnelle

Par R. I

La présidente de la Cour constitutionnelle d'Algérie, Mme Leïla Aslaoui, participe depuis mardi à Madrid aux travaux du 6^e Congrès de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle, une rencontre d'envergure internationale placée cette année sous le thème majeur : « Les droits de l'Homme des générations futures ».

Cet événement réunit les plus hautes instances judiciaires du monde autour des enjeux universels liés à la durabilité, à la justice et à la préservation des valeurs fondamentales de l'humanité.

Accompagnée d'une importante délégation composée de membres de la Cour constitutionnelle algérienne, Mme Aslaoui prend part activement aux discussions stratégiques qui visent à réfléchir aux fondements d'un avenir équitable, respectueux des droits humains et du patrimoine commun.

Les travaux de ce Congrès abordent des thématiques d'une actualité brûlante, notamment la durabilité environnementale, la préservation du patrimoine culturel mondial, l'accès équitable aux technologies modernes, ainsi que la protection de l'indépendance de la justice constitutionnelle, pilier essentiel de toute démocratie moderne.

L'intervention de la délégation algérienne, prévue lors de la deuxième séance consacrée à la protection du patrimoine culturel de l'humanité,

mettra en lumière la vision de l'Algérie quant à la sauvegarde des valeurs universelles et à la transmission des héritages culturels aux générations futures.

À travers cette participation, la Cour constitutionnelle algérienne réaffirme son engagement à défendre une justice indépendante, garante de la stabilité institutionnelle et du respect des droits fondamentaux.

En marge des travaux, Mme Aslaoui prendra également part à la réunion du Bureau de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle, consacrée à l'examen des questions organisationnelles et à la préparation des futures orientations de la Conférence.

Il convient de rappeler que la Cour constitutionnelle algérienne siège au sein du Bureau de la Conférence mondiale, représentant le continent africain depuis son élection à l'unanimité lors du 5^e Congrès tenu à Bali (Indonésie) en 2022.

Cette distinction témoigne du prestige et de la reconnaissance internationale dont jouit aujourd'hui la haute juridiction algérienne pour son rôle actif dans le renforcement de la justice constitutionnelle sur le continent.

La Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle constitue la plus grande plateforme mondiale dédiée au dialogue entre les Cours et Conseils constitutionnels, rassemblant 124 juridictions issues des cinq continents.

Véritable carrefour d'échanges et de réflexion, elle œuvre à promou-

voir les valeurs de la démocratie, la défense des droits de l'Homme et la consolidation de l'État de droit.

Par sa présence remarquée à Madrid, Mme Leïla Aslaoui confirme la volonté de l'Algérie de contribuer activement à la construction d'un avenir plus juste, plus durable et respectueux des droits fondamentaux de toutes les générations à venir.

ALGER

La ministre de l'Environnement entame une visite officielle en Mauritanie pour renforcer la coopération arabe en matière de durabilité

Par R. N

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie a entamé, ce dimanche, une visite officielle en République islamique de Mauritanie, à la tête d'une importante délégation composée de hauts responsables de son département.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la participation de l'Algérie aux travaux de la 36^e session du Conseil des ministres arabes chargés des affaires environnementales, ainsi qu'à la 4^e édition du Forum arabe de l'environnement, prévus à Nouakchott du 26 au 30 octobre 2025.

Cette rencontre de haut ni-

veau constitue une étape majeure dans la consolidation de la coopération environnementale arabe, à un moment où les pays de la région intensifient leurs efforts face aux défis du changement climatique, à la préservation des ressources naturelles et à la promotion du développement durable.

L'Algérie, par la voix de sa ministre, réaffirme ainsi sa volonté d'œuvrer pour une action arabe coordonnée en matière de transition écologique et de protection de la biodiversité.

La participation de la délégation algérienne s'articule autour de plusieurs axes, notamment la réduction de la pollution, la gestion durable

des déchets, la promotion des énergies renouvelables et le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine environnemental.

Ces échanges permettront de partager les expériences nationales et d'explorer de nouvelles perspectives de coopération inter-arabe en faveur d'un avenir plus vert et plus résilient.

À travers cette présence active, l'Algérie confirme son engagement constant pour la protection de l'environnement et son rôle de partenaire clé dans la construction d'une vision commune pour un monde arabe durable, solidaire et respectueux de la qualité de vie des générations futures.